

Université de Montréal

La montée du fascisme en Italie, perçue par les journaux français

par

François Pelletier

Département d'histoire

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.) en histoire

Août 2013

© François Pelletier, 2013

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

La montée du fascisme en Italie, perçue par les journaux français

Présenté par :

François Pelletier

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Bruno Ramirez, président-rapporteur

Samir Saul, directeur de recherche

Paul Létourneau, membre du jury

Table des matières

Introduction	1
I - État de la question.....	1
II - Problématique.....	10
III - Hypothèses de travail.....	11
IV - Méthodologie.....	13
Chapitre 1. Mise en contexte.....	16
I - De la naissance du <i>fascio</i> jusqu'à la marche sur Rome	16
II - La marche sur Rome et l'installation au pouvoir.....	21
Chapitre 2. Analyse des journaux, 1919 à 1922.....	31
I - Le problème de définition du fascisme italien.....	31
II - La composition du fascisme et ses liens.....	43
III - La presse et la violence	47
Chapitre 3. Analyse des journaux, 1922 à 1926.....	55
I - La presse et la marche sur Rome	55
II - La presse et la politique intérieure du fascisme	63
III - La presse et la politique extérieure du fascisme	85
Conclusion générale	96
Bibliographie.....	96

Résumé

L'apparition et la montée du fascisme en Italie sont des faits marquants du XXe siècle et plus précisément de l'entre-deux-guerres. Ce nouveau phénomène social a rapidement attiré l'attention de la communauté internationale. Il vient frapper les mentalités européennes dans le contexte de sociétés déjà polarisées par divers courants idéologiques. La Première Guerre mondiale a fait place à de fondamentales divergences d'opinions sur ce que devait être le futur, autant social qu'économique, des sociétés industrielles. S'étant imposé en Italie, le fascisme représente un de ses mouvements.

Ce travail s'intéresse à la manière dont la société française a perçu la montée du fascisme italien. Pour ce faire, il retrace l'approche de plusieurs journaux français de 1919 à 1926 à l'égard de l'expérience italienne. L'analyse des grands journaux *Le Temps*, *L'Humanité*, *Le Figaro* et *L'Action française* permet un survol de l'opinion politique en France. La problématique avancée dans ce travail nous aide à en apprendre plus, non seulement sur l'apparition d'un phénomène majeur du siècle précédent, mais aussi, plus précisément, sur le regard porté sur lui par les grands courants politiques français. On a pu déceler plusieurs thèmes de prédilection abordés par la presse française. Premièrement, celle-ci a tenté de définir le fascisme, son origine et sa composition ainsi que le phénomène de la violence qui touchait la péninsule. Puis, le fascisme ayant accédé au pouvoir, elle a réfléchi sur le coup de force et ses répercussions. Finalement, elle a analysé la politique intérieure et extérieure du nouveau régime.

Il en ressort une perspective unique grâce à l'analyse de quatre organes majeurs qui représentent et façonnent l'opinion publique en France. Notre analyse montre que le fascisme est un sujet préoccupant pour les contemporains par son caractère nouveau. Tous les journaux ont suivi l'évolution de ce mouvement avec attention. Les réactions en témoignent: ce fut, entre autres, l'exemple frappant d'une répression brutale pour les uns et l'émergence d'une idéologie susceptible de mettre fin à la terreur du bolchevisme pour les autres. Ce fut aussi un terrain d'affrontement idéologique.

Mots clés : fascisme, Italie, journaux, Mussolini, France.

Abstract

The emergence and rise of fascism in Italy is a striking moment of the XXth century and more specifically of the interwar period. This new social phenomenon quickly attracted the attention of the international community. It influenced European mentalities greatly in the context of societies already polarised by different ideological trends. The First World War was followed by a period of divergent opinions on what should be the social and economic future of industrial societies. Fascism represents one of those movements that managed to impose itself in Italy

This thesis examines the manner in which French society perceived the rise of Italian fascism. To that end, it retraces the narrative presented by major French newspapers from 1919 to 1926 when faced with the Italian experience. The analysis of the dailies *Le Temps*, *L'Humanité*, *Le Figaro* and *L'Action française* provides an overview of political opinion in France. The inquiry conducted in this dissertation allows us to learn more not only on the emergence of a major phenomenon of the past century but also, and more precisely, about the reaction to it by the main political trends in France. Several themes were taken up by the French press. First, it tried to identify fascism, its origins and composition and the phenomenon of violence that emerged in Italy. Then, once fascism was in power, it reflected on the seizure of power, followed by an analysis of both interior and foreign policy of the new regime.

A unique perspective comes out of this study thanks to the analysis of four of the major organs that represent and help create public opinion. It shows that fascism, as a typically new phenomenon, was a subject of preoccupation for contemporaries. All of the dailies followed its evolution closely. It was, for some, the example of a brutal repression, among other things, and, for others, the emergence of a new ideology capable of ending the terror of bolshevism. It was also an issue for ideological confrontation.

Keywords : fascism, Italy, newspapers, Mussolini, France.

Introduction

Le 20 novembre 1918, le premier ministre italien Orlando se prononçait ainsi : «La guerre est à la fois la plus grande révolution politique et sociale que l'histoire retiendra, excédant même la Révolution française»¹. Il s'agit d'une bonne introduction à ce que l'historien Éric Hobsbawm a nommé avec raison, *l'âge des extrêmes*². Suite à cette révolution, l'entre-deux-guerres est le scénario de puissants changements au sein des sociétés européennes. L'apparition du fascisme en est une des marques prépondérantes. L'Italie, berceau de ce nouveau mouvement, est au cœur de notre étude. Nous nous proposons ici d'analyser la réception par la société française de cette idéologie émergente en Italie. La montée du fascisme italien pourra être examinée à travers plusieurs journaux: *Le Temps*, *L'Humanité*, *Le Figaro* et *L'Action française*. Ce tour d'horizon de la presse française nous permettra de cerner l'opinion publique en France durant les années clés de 1919 à 1926. On pourra par la suite mettre en évidence l'éventail des attitudes face au phénomène fasciste.

I - État de la question

Nous présenterons ici brièvement l'état de l'historiographie concernant notre sujet. Plusieurs études pertinentes ont été produites au sujet de la presse française et celles-ci s'avèrent adéquates pour approcher les journaux. En revanche, très peu d'études se penchent directement sur notre sujet d'analyse, ce qui nous confirme dans l'intérêt de réaliser ce mémoire. Nous soulignerons aussi l'importance des différents facteurs qui sous-tendent la réception qu'aura le fascisme en France.

La presse française : une ère de crise

On trouve plusieurs ouvrages importants concernant l'histoire de la presse française. Toutefois, peu d'entre eux accordent une grande place à l'entre-deux-guerres. Les

¹ Cité dans Charles S. Maier, *Recasting Bourgeois Europe, Stabilization in France, Germany, and Italy in the decade after World War I*, Princeton University Press, Princeton, NJ., 1975, p. 52.

² Eric J. Hobsbawm, *L'âge des extrêmes: le court vingtième siècle 1914 à 1991*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1999.

historiens considèrent cette période comme une ère de crise³. Elle l'est d'un point de vue économique, à cause de l'augmentation du prix du papier entre 1919 et 1921, mais aussi parce que les journaux augmentent la pagination à six pages en 1921⁴. Les difficultés financières de la presse font en sorte que les journaux passent souvent d'un propriétaire à un autre, accentuant l'impression que la presse est «une industrie sensible aux influences des politiques, des financiers»⁵. Il est toutefois plus important de souligner la crise morale qui sévit. L'intervention de l'État durant la guerre, par la censure et la propagande, a transformé les rapports entre les journalistes et leurs lecteurs⁶. Il existe un grand désarroi de la part de la société française, face à une presse qui a désinformé, parfois trompé, l'opinion au nom de l'intérêt de la nation⁷. L'historien Jean-Noël Jeanneney va jusqu'à dire que la presse «a dilapidé un capital de confiance qu'elle ne retrouvera pas»⁸. Si la plupart des auteurs s'entendent sur le fait qu'il est difficile de mesurer les effets de cette réaction de l'opinion publique, il est toutefois clair qu'elle est déterminante dans ses rapports avec la presse⁹.

Plusieurs éléments sont à souligner pour leur pertinence en ce qui concerne l'écriture de ce mémoire. On notera que la diffusion des journaux de gauche de 1920 à 1924 ne suit pas l'influence parlementaire des partis qui les soutiennent. Les radicaux qui constituent le groupe de gauche le plus important (88 députés) obtiennent pour leur journal un tirage moins important que celui des socialistes. *L'Humanité* avait au même moment le tirage le plus élevé, alors qu'on ne comptait qu'une dizaine d'élus adhérant à la IIIe Internationale¹⁰. Ce dernier journal obtint un tirage jusqu'à 140.000 exemplaires; en 1923 il tombe à 100.000, mais il remonte par la suite dès 1924¹¹. *L'Humanité* exerce donc une influence non négligeable qu'on ne saurait limiter à ses adhérents politiques. Pour ce qui est de *L'Action française*, l'évolution des tirages est très irrégulière. De 1919 à 1922, ils

³ Gilles Feyel, *La presse en France des origines à 1944*, Ellipses, 2007.

⁴ Laurent Martin, *La presse écrite en France au XXe siècle*, Le livre de poche, 2005, p. 71.

⁵ Patrick Eveno, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, CTHS, 2003, p. 85.

⁶ *Ibid.*, p. 77.

⁷ Feyel, *op. cit.*, p. 150.

⁸ Cité dans Eveno, *op. cit.*, p. 78.

⁹ *Ibid.*, p. 79.

¹⁰ Raymond Manevy, *La presse de la IIIe république*, Joseph Foret, 1955. p. 163-164.

¹¹ Pierre Albert, Louis Charlet, Robert Ranc, Fernand Terrou. *Histoire générale de la presse française*, Presses Universitaires de France, t. 3, 1972, p. 580.

baissent de 70.000 à 50.000 exemplaires, mais remontent par la suite jusqu'à 100.000 en 1926¹². *Le Temps*, quant à lui, obtient un tirage limité, 70.000 à 80.000 exemplaires; il demeure, malgré tout, le journal le plus influent de France au point de vue politique¹³. *Le Figaro*, journal de la grande bourgeoisie, a un tirage beaucoup plus restreint, 20.000 exemplaires en 1921¹⁴.

L'évolution de la presse conduit à plusieurs changements importants. La guerre élargit son champ d'influence. Grâce à une révolution des moyens de transport, la diffusion des journaux devient beaucoup plus rapide et peut répondre à la curiosité nouvelle des ruraux¹⁵. Une meilleure diffusion signifie aussi une plus grande influence, notamment dans le contexte d'une mobilisation des masses. Le champ d'information de la presse change aussi profondément après la guerre, témoignage de l'évolution de la politique générale et de la mentalité des Français¹⁶. On accorde désormais beaucoup plus de place aux informations sur la politique étrangère, évolution pertinente pour le cadre de notre étude. Le réseau de correspondants permanents à l'étranger est beaucoup plus étendu qu'avant la guerre¹⁷. On finira par noter qu'il y a un glissement à droite de la grande presse après la guerre, soutenu par le courant d'opinion né des anciens combattants¹⁸. Cette tendance, pour «la défense d'un ordre social menacé par la contestation marxiste»¹⁹, touche notamment *Le Temps* qui était plutôt un journal du centre.

La presse française et la montée du fascisme italien

Jusqu'à ce jour, on recense très peu d'ouvrages sur la manière dont les journaux français ont perçu la montée du fascisme en Italie. Le même constat doit être fait pour l'histoire diplomatique entre les deux pays durant la période. Ce vide historiographique s'explique facilement, autant pour les contemporains que pour les historiens: l'histoire de la France de l'entre-deux-guerres est dominée par l'Allemagne. Celle-ci, déclarée ultime

¹² *Ibid.*, p. 528.

¹³ Manevy, *op. cit.*, p. 213.

¹⁴ Feyel, *op. cit.*, p. 155.

¹⁵ Albert, *op. cit.*, p. 459.

¹⁶ *Ibid.*, p. 477.

¹⁷ *Ibid.*, p. 479.

¹⁸ *Ibid.*, p. 484.

¹⁹ *Ibid.*,

coupable de la guerre, sera une obsession constante pour la France. La position française est bien visible sur le plan économique, par le biais des réparations qu'elle désire pour financer son programme de reconstruction, mais aussi sur le plan de sa sécurité. Le vide historiographique entourant les relations franco-italiennes rend le sujet de ce mémoire d'autant plus pertinent.

Parmi les quelques ouvrages qu'on peut relever, il faut mentionner la monographie de Pierre Milza²⁰. Malgré l'utilité de cet ouvrage de référence, ses limites sont mises en lumière par l'auteur lui-même : «une enquête exhaustive sur la manière dont les Français ont vu, compris et jugé le fascisme italien nous aurait entraînés fort loin, très au-delà, à coup sûr, des limites qui sont celles de cet ouvrage»²¹. En effet, la méthodologie employée par l'auteur pose certaines limites. En procédant par tranches chronologiques correspondant aux événements les plus marquants de l'histoire fasciste, l'auteur laisse dans l'oubli de nombreux éléments pouvant contribuer à mieux cerner l'opinion française à l'égard du fascisme italien. Un dépouillement complet reste donc à réaliser.

Il résulte de l'analyse de Milza une vision plutôt nuancée. Il y aurait eu une division nette dès le départ entre les divers journaux. Certains font preuve d'enthousiasme face à la restauration de la stabilité dans la péninsule. L'auteur prend toutefois bien la peine de souligner que, même au centre et à droite, on trouve beaucoup de Français opposés à la violence²². Nombre d'entre eux souhaitent une démobilisation du fascisme italien dès l'atteinte de la stabilité²³. Alors que la presse de droite tente de définir le fascisme, celle de gauche le considère comme une action de la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir par la violence, un instrument de domination des capitalistes²⁴. Un tournant s'effectue avec la prise de pouvoir de Mussolini qui surprend beaucoup en France. Alors que le mouvement fasciste en tant que tel était le centre de l'attention, Mussolini prend désormais beaucoup plus de place dans la plupart des journaux²⁵. On peut tracer quatre

²⁰ Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1987.

²¹ *Ibid.*, p. 49.

²² *Ibid.*, p. 60.

²³ *Ibid.*,

²⁴ *Ibid.*, p. 62.

²⁵ *Ibid.*, p. 82.

grandes tendances dans l'analyse de Milza. Premièrement, l'extrême droite est très favorable à la politique intérieure des fascistes; elle approuve non seulement ses objectifs, mais aussi ses méthodes. On y revient souvent sur le thème de la contre-révolution. Une deuxième tendance, celle des modérés, tend à admirer le fascisme, tout en étant peu enthousiaste face à la violence qu'il engendre dans ses débuts, mais sans réelle opposition aux objectifs à long terme du fascisme²⁶. Un troisième groupe voit le fascisme comme un phénomène qui ne durera pas longtemps, mais qui est meilleur que le bolchevisme.²⁷ Un quatrième groupe est franchement hostile et croit devoir dénoncer le fascisme. On ne peut pas dire qu'il s'agit de la gauche en tant que telle puisque certains n'en font pas partie²⁸.

La presse de gauche reste généralement la plus hostile; elle essaye de comprendre les mécanismes du fascisme pour l'éviter en France²⁹. Pour les communistes, le fascisme est un fait bourgeois. Pour les socialistes, il s'agit aussi de la classe moyenne et d'une partie de la classe ouvrière mobilisée par la passion nationaliste³⁰. Quant à la politique extérieure des fascistes, elle inquiète même les conservateurs en France³¹. Il ressort de l'analyse de Milza un tableau qui montre bien la diversité de l'opinion française et les divergences au sein même de la gauche et de la droite en France.

William Shorrock aborde, quant à lui, le sujet dans une monographie³² et un article³³. On ne s'étonnera pas de trouver ici aussi une introduction dénonçant le vide historiographique entourant les relations franco-italiennes comparativement aux relations franco-allemandes³⁴. L'auteur soutient une thèse voulant que la France ait eu une vision tolérante et indulgente des fascistes italiens. Les journaux français sont donc généralement favorables au mouvement fasciste, selon Shorrock. La position de l'auteur

²⁶ *Ibid.*, p. 94.

²⁷ *Ibid.*,

²⁸ *Ibid.*, p. 96.

²⁹ *Ibid.*, p. 97.

³⁰ *Ibid.*, p. 98.

³¹ *Ibid.*, p. 106.

³² William I. Shorrock, *From ally to enemy, the enigma of fascist Italy in French diplomacy*, The Kent State University Press, Kent, Ohio, 1988.

³³ William I. Shorrock, «France and the Rise of fascism in Italy, 1919-1923». *Journal of Contemporary History*. v. 10, n. 4, 1975.

³⁴ *Ibid.*, p. 591.

est associée au désir des milieux politiques en France d'obtenir une situation stable en Italie. Pour étayer son argumentation, Shorrock fait usage de plusieurs sources, notamment des documents diplomatiques et des écrits de diplomates français en Italie. Il recourt à plusieurs journaux français : *L'Échos de Paris*, *Le Gaulois*, *L'Intransigeant*, *Le Matin*, *La Petite République* et finalement *Le Temps*. On peut toutefois reprocher à l'auteur de se pencher en grande partie sur des journaux modérés et de droite, qui peuvent évidemment être plutôt favorables au fascisme. Les informations concernant la montée du fascisme sont malheureusement limitées à quelques pages à cause de la chronologie établie par l'auteur. Son analyse demeure pertinente, car elle met clairement en lumière les intérêts français en Italie, notamment grâce au dépouillement des documents diplomatiques français.

Influences et réception

Plusieurs éléments, dont les relations diplomatiques, influencent la réception qu'aura le fascisme italien en France. Les rapports franco-italiens n'ont pas été facilités par la conclusion du traité de Versailles. L'Italie est en effet peu satisfaite du règlement colonial établi par le traité et son opposition n'aboutit pas à des gains importants³⁵. Elle en voulait particulièrement à la France de ne pas avoir honoré les promesses du traité de Londres³⁶. Le sujet des colonies est une des causes de friction constante pour les deux pays tout au long de la période. Le cas de la Tunisie, parmi d'autres, montre bien les tensions qui sous-tendent leurs rapports. L'expression de la *victoire mutilée* témoigne du sentiment de trahison que ressent l'Italie après la guerre.

L'isolement de la France

La France se retrouve relativement isolée durant l'entre-deux-guerres pour accomplir ses objectifs. Le retrait des États-Unis et la réticence de la Grande-Bretagne à être ferme face à l'Allemagne auraient conduit la France à rechercher l'appui italien. C'est l'idée que

³⁵ Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris, Études politiques, économiques et sociales, 1978, p. 50.

³⁶ William I. Shorrock, «France, Italy and the Eastern Mediterranean in the 1920s», *The international History Review*, v. 8, n. 1, 1986, p. 70.

défend William Shorrock. Selon lui, la France avait besoin d'une autre grande puissance, surtout durant la période entourant l'occupation de la Ruhr³⁷. L'Italie est donc vue comme une pièce importante pour consolider le nouvel ordre européen. Or, les activités et la nouvelle force des partis socialistes en Italie sont considérées comme un obstacle à l'amélioration des relations franco-italiennes³⁸. Selon le chargé d'affaires français, les socialistes italiens avaient en effet formellement désavoué le traité de Versailles. Ils sont vus comme les adversaires déclarés et implacables de la politique française. Leur arrivée au pouvoir est donc hautement indésirable³⁹. La thèse de Shorrock est intéressante puisqu'elle fait de l'intérêt des Français pour les fascistes avant tout une manœuvre politique. La France aurait désiré la stabilité sociale du pays, lui permettant ainsi d'avoir un allié fiable. L'arrivée au pouvoir de Mussolini aurait été suivie d'une véritable campagne de séduction de la part de la France. Celle-ci n'est nulle part plus visible que dans les événements dans l'est de la Méditerranée. La position conciliante de la France après le bombardement de Corfou en dit long. Pour Shorrock, la stratégie française est une réussite puisque, comme le démontrent les événements qui suivirent, Mussolini appuie l'occupation française de la Ruhr en 1923.

La situation politique en France est évidemment un facteur déterminant de la réception qu'y aura le fascisme. Or, le climat politique y est bien particulier. On y note une instabilité gouvernementale chronique. Entre le départ de Clemenceau en 1920 et le retour de Poincaré en 1926, on compte 14 gouvernements différents⁴⁰. Cette instabilité contraste avec le fait que la République sort renforcée de la guerre par sa victoire, signe de la solidité de ses institutions⁴¹. La victoire est aussi celle de la République. Elle signifie la reprise du parlementarisme d'avant-guerre, avec le contrôle permanent par la Chambre. Le gouvernement doit expliquer ses décisions; c'est un parlementarisme de

³⁷ Shorrock, «France, Italy... », *loc. cit.*, p. 70.

³⁸ Shorrock, «France and the Rise...», *loc. cit.*, p. 594.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Jean-Jacques Becker, *La France de 1914 à 1940, Que sais-je?*, 1 éd. Paris, Presses universitaires de France, 1971, p. 59.

⁴¹ Serge Berstein, Michel Winock, *La république recommencée*, Seuil, 2008, p. 62.

délibération⁴². L'état d'esprit en France peut être résumé par une attitude fondamentalement conservatrice, faisant obstacle au progrès⁴³.

Une dynamique entre ordre et mouvement

Les auteurs qui font de la France d'après-guerre une société bloquée sont nombreux. On observe en France des barrières autant sociales que psychologiques⁴⁴. Clemenceau, Poincaré et la plupart des dirigeants français étaient déterminés à combattre la gauche militante. Ils désiraient un retour à la République bourgeoise, à la normalité et à la paix sociale⁴⁵. Ce sont les défenseurs de l'ordre qui forment le gouvernement en 1919 à travers le Bloc national. L'élection de 1919 a été dominée par la préoccupation de la lutte contre la révolution, représentée par la fameuse affiche de *l'homme-au-couteau-entre-les-dents*⁴⁶. La politique du nouveau gouvernement est fermement antisocialiste et anti grèves. La *Chambre Bleu Horizon* a pour but d'atteindre la stabilité sociale et la prospérité économique⁴⁷. Ce désir assidûment répété de la part de la classe dirigeante est une constante durant la période qui nous intéresse. Une véritable dynamique s'installe donc entre les forces de *l'ordre* et celles du *mouvement*.

L'historien Charles S. Maier a analysé en profondeur ce phénomène durant les années qui nous intéressent⁴⁸. Il montre à quel point en France, les forces favorables aux changements sociaux et politiques constituent une minorité, elle-même divisée⁴⁹. Le danger pour la bourgeoisie n'était pas seulement les attaques de la gauche, mais aussi les transformations sociales et économiques résultant de la guerre. Les affrontements, notamment avec la CGT lors des fameuses grèves ouvrières du 1er mai 1919 et 1920, semblent avoir conforté le patronat français dans sa force⁵⁰. Dans le cadre des grèves «le

⁴² *Ibid.*, p. 65.

⁴³ Henri Dubief, Philippe Bernard, *The Decline of the Third Republic, 1914-1938*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985, p. 159.

⁴⁴ Philippe Bernard, *La fin d'un monde, 1914-1929*. Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 222.

⁴⁵ Martin Kitchen, *Europe between the wars, a political history*. Singapour, Longman, 1988, p. 210.

⁴⁶ Serge Bernstein, Jean-Jacques Becker. *Histoire de l'anticommunisme en France, t.1, 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, 1987, p. 29.

⁴⁷ Herbert Tint, *France since 1918*, B.T. Batsford Ltd, London, 1970, p. 14.

⁴⁸ Maier, *op. cit.*

⁴⁹ *Ibid.*, p. 3.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 49.

gouvernement se déchaîne; il orchestre une vaste campagne de presse contre les grévistes, brise les grèves, là où il le peut, en réquisitionnant les élèves des grandes écoles, et entame une répression violente»⁵¹. La répression de l'État montre bien l'attitude conservatrice du patronat et du gouvernement. Elle est suivie par des milliers de licenciements et de révocations⁵². En 1919 ou en 1924, le Bloc national représentait donc un contrepoids aux forces réactionnaires⁵³. La droite profite jusqu'en 1924 de la division des gauches en France, date à partir de laquelle ses forces sont mises en déroute par l'élection du Cartel des gauches. Cette élection engendre toutefois assez rapidement une vague nationaliste à droite avec la création des ligues.

Les années 1919 à 1926 sont marquées par la dynamique entre les forces de *l'ordre* et celles du *mouvement*. Cette division permanente au sein de la société française sous-tend évidemment la réception qu'aura le fascisme en France. Elle pèse lourd sur la mentalité collective des Français.

Les forces du mouvement

Face à cette cohésion des forces conservatrices, la gauche en France est fragmentée. Sur son aile droite, on retrouve le parti radical. Celui-ci rejette le collectivisme et l'idée même de lutte des classes⁵⁴. Il est hostile à tout bouleversement brutal de l'ordre social. Il partage aussi un nationalisme qui le rapproche des partis de droite⁵⁵. Le socialisme français est, quant à lui, profondément divisé. Beaucoup de socialistes sont convaincus que le bolchevisme n'est pas applicable en France⁵⁶. Cette fracture au sein du mouvement sera consumée au congrès de Tours, qui marque la naissance du parti communiste. La ligne agressive antisocialiste des communistes finit par se solder par un anticommunisme endémique chez les socialistes⁵⁷. Le parti communiste français connaît lui aussi son lot de divisions. Il est frappé de plusieurs crises internes. De nombreux dirigeants sont écartés

⁵¹ Stéphane Courtois, Marc Lazar. *Histoire du Parti communiste français*, Presses Universitaires de France, 1995, p. 49.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Maier, *op. cit.*, p. 109.

⁵⁴ Serge Bernstein, *Histoire du Parti radical*. t. 1, Paris, Presses de la FNSP, 1980, p. 171.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Francis Abbad, *La France des années 20*, Armand Colin, Paris, 1993, p. 134.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 161-162.

du parti, notamment les francs-maçons et les membres de la Ligue des Droits de l'Homme à l'instigation de Trotski. Ces deux associations sont considérées comme bourgeoises⁵⁸. Sa bolchevisation par en haut, à l'instigation de Moscou, est aussi cause d'exclusions additionnelles. Une nouvelle orthodoxie du communisme émane dès lors de Moscou; ceux qui s'en écartent sont persécutés comme déviationnistes⁵⁹.

II - Problématique

Plusieurs phénomènes sous-tendent la manière dont les Français ont compris et perçu le fascisme italien. Il s'agira dans cette étude de répondre à plusieurs questions. En premier lieu, nous tenterons de mettre en évidence la vision distincte des différents groupes politiques en France. Quelles opinions ont-ils exprimées, qu'ils soient de gauche ou de droite? Au travers de ce questionnement, il faudra analyser leur opinion face aux divers événements qui se déroulent en Italie. Il faudra aussi analyser comment les journaux ont compris le phénomène du fascisme. En effet, celui-ci était-il pour eux un mouvement révolutionnaire? Ou bien le concevaient-ils comme une force conservatrice face au bolchevisme? Cette dernière question nous pousse à demander si la droite se permet des analogies avec la situation en France, c'est-à-dire une similitude, au moins sur le plan de leurs objectifs, avec les forces travaillant pour *l'ordre*. Il faudra aussi se demander si le fascisme italien est considéré comme une solution viable par la bourgeoisie française. L'ensemble de ces questionnements se doivent d'être évalués dans le temps, afin d'établir s'il y a une évolution des attitudes.

Deuxièmement, plusieurs questions nous viennent à l'esprit en relation à la politique de rapprochement menée par Poincaré à l'égard de l'Italie. Il faudra voir dans quelle mesure les journaux ont adopté cette politique. Ont-ils suivi la position diplomatique française ou ont-ils fait preuve d'autonomie face aux événements? La position de chaque journal devra donc être interprétée individuellement. S'il se trouve que ceux-ci semblent en concordance avec la politique étrangère française, il faudra se demander s'ils suivent celle-ci pour l'intérêt politique de la France ou par attraction idéologique.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 29.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 87.

De nombreuses tentatives d'explication de la popularité du fascisme en Europe ont été avancées par les historiens. On a tenté notamment de comprendre pourquoi il n'a pas été aussi attirant en Angleterre et en France. La peur du bolchevisme, est un argument souvent généralisé pour expliquer sa popularité. Il est aussi couramment avancé que le fascisme a été plus répandu dans les pays se sentant lésés par le traité de Versailles comme l'Italie. Le rôle de la situation économique dans la diffusion du fascisme jouerait également un rôle prépondérant, l'Italie connaît l'inflation, le chômage et les grèves ouvrières⁶⁰. Le manque de traditions démocratiques a également été souligné, l'Italie étant arrivée à la démocratie assez tardivement. Pour Pierre Milza, le fascisme italien n'a justement pas été pris comme modèle en France à cause du gouvernement républicain.

Ces explications sont toutefois lacunaires pour William Brustein et Marit Berntson. Selon ces derniers, la popularité du fascisme augmente comme force d'opposition à la gauche lorsque celle-ci tient des positions radicales. Contrairement à l'Italie, en France, la politique de gauche admettait la propriété privée⁶¹. Les marxistes faisaient souvent la différence entre une nationalisation de l'industrie et la défense de la petite propriété privée, une position prise autant par les socialistes que par les communistes. En Italie, la gauche avait entrepris d'éliminer la propriété privée et prônait la collectivisation⁶². Nous pourrions donc vérifier lors de notre analyse si cette thèse se retrouve dans les journaux français. Tenant compte des positions de la gauche en France, nous pourrions dire si les journaux témoignent de la popularité du fascisme et quel rôle la gauche tient dans ce constat.

III - Hypothèses de travail

En réponse à ces diverses questions, nous posons plusieurs hypothèses pour ce travail. Premièrement, nous croyons que la gauche en France aura une opinion négative face au fascisme italien dès le départ. Elle le considérera comme un mouvement réactionnaire

⁶⁰ Brustein, *loc. cit.*, p. 160.

⁶¹ William Brustein, Marit Berntson, «Interwar Fascist Popularity in Europe and the Default of the Left», *European Sociological Review*, v. 15, n. 2, 1999, p. 168.

⁶² *Ibid.*, p. 163.

orchestré par la bourgeoisie. Nous présumons un appui de la droite au phénomène fasciste, au moins au départ, celle-ci le définissant comme un mouvement conservateur temporaire face au bolchevisme. Bien que nous croyons que la droite admet le fascisme comme une réaction viable face au danger communiste, il pourrait se trouver des divergences d'opinions entre les différents journaux. À cet égard, l'extrême droite, analysée à travers *L'Action française*, pourrait appuyer le fascisme avec une constance plus marquée que les autres journaux.

Pour ce qui est de la politique étrangère de la France face à l'Italie, nous considérons que les journaux feront preuve d'une certaine autonomie à l'égard de la politique de rapprochement menée par le Quai d'Orsay. *Le Temps* ferait toutefois exception, longtemps reconnu pour ses liens avec le pouvoir, mais *L'Humanité* rejette tout simplement la politique extérieure de l'État français. Quant au journal *Le Figaro*, il devrait être guidé par sa position idéologique. Cette hypothèse nous semble crédible, surtout après l'achat du journal par un fervent admirateur du fascisme italien, François Coty. *L'Action française*, quotidien d'extrême droite, sera probablement tout aussi idéologiquement motivé.

Finalement, nous croyons que le fascisme sera populaire parmi les journaux de droite et cela malgré la position idéologique modérée de la gauche en France. En dépit de son respect de la propriété privée, nous croyons que la gauche est toujours perçue par la droite comme étant l'ennemi teinté par le bolchevisme. La droite ne voit pas seulement dans la gauche un adversaire politique, mais aussi de mauvais citoyens. «Le fossé qui court entre droite et gauche ne départage plus deux blocs en compétition pour le pouvoir, il discrimine les mauvais Français des bons patriotes»⁶³. Il reste donc à vérifier ces différentes hypothèses par l'analyse des journaux et à établir s'il y a une évolution dans le temps de leurs attitudes.

⁶³ René Rémond, *Les droites en France*, Aubier, Paris, 1982, p. 184.

IV - Méthodologie

Pour ce qui est de l'analyse, Pierre Milza a su mettre en valeur l'intérêt de la presse pour connaître l'opinion publique et la pratique d'une telle méthode dans le cadre de l'histoire des relations internationales. Dans son cadre d'analyse, on distingue plusieurs catégories: *l'opinion immédiate*, mouvante et instable qui résulte d'un évènement (crise internationale, guerre, paix, changement de régime); *l'idéologie*, beaucoup plus ancrée que *l'opinion immédiate*, au sein de laquelle il existe plusieurs divergences doctrinales (nationalisme, marxisme, fascisme, libéralisme); certains courants aux contours moins nettement délimités (pacifisme, humanisme, internationalisme). Finalement, il y aurait un autre aspect enraciné dans le sentiment public, celui des *mentalités collectives*. Inscrit dans le temps long, qui comprend les préjugés ancestraux, des mythes simplificateurs, des images et des jugements stéréotypés⁶⁴. Il s'agit d'une bonne introduction pour approcher les journaux.

Premièrement, nous dresserons le contexte général au sein duquel se fera la réception du fascisme italien en France. De nombreux éléments sous-tendent la manière dont celui-ci est perçu. Nous en avons abordé quelques-uns plus haut. La situation politique est particulièrement délicate. L'étude de celle-ci nous permet de mieux comprendre la mentalité des journaux. Ceux-ci peuvent, par exemple, s'identifier aux évènements en Italie, que ce soit au sujet des grèves ouvrières ou de l'instabilité politique récurrente. On sait aussi que les relations diplomatiques guident la réception du fascisme. Un journal officieux du gouvernement, comme *Le Temps*, y est particulièrement attentif, alors que les autres journaux ont peut-être aussi leur propre position basée sur l'idéologie. Il pourrait être guidé par des considérations telles que le nationalisme, tout comme le seraient le *Figaro* et *L'Action française*, surtout lors d'évènements où la position nationale française se voit menacée par l'agressivité de Mussolini. Il sera intéressant de voir dans ces situations si le patriotisme l'emporte sur l'affinité avec le fascisme. Ces considérations pourraient entrer en conflit et forcer les journaux à revoir leur position. D'autres journaux, comme *L'Humanité*, ont été profondément influencés par l'internationalisme communiste. C'est pourquoi il est nécessaire de comprendre les différentes forces en présence qui

⁶⁴ Milza, *op. cit.*, p. 15-23.

s'opposent en France. Finalement, il est important de replacer la presse dans son contexte pour mettre en lumière les positions idéologiques respectives. Il s'agit aussi de souligner des éléments incontournables en ce qui les concerne. Nous avons déjà mentionné les liens du journal *Le Temps* au pouvoir. On peut aussi mentionner, par exemple, l'achat du *Figaro* par François Coty, industriel et homme politique de droite, admirateur du fascisme italien. La scission de Tours entre communistes et socialistes engendre aussi de profonds changements pour *L'Humanité*.

Tous ces éléments introduisent le sujet. La partie la plus importante sera toutefois un dépouillement complet des journaux. L'analyse de ceux-ci se fera en deux temps. Dans la première partie, nous examinerons la période qui débute le 23 mars 1919 et se termine le 29 octobre 1922, ces dates correspondant à l'ascension du fascisme depuis sa création jusqu'à la marche sur Rome. On pourra donc y cerner la perception française alors que le fascisme devient une force majeure dans la péninsule. Ce sera l'occasion d'examiner *l'opinion immédiate* des journaux face aux événements qui se déroulent en Italie. Cette lecture révélera aussi *l'idéologie* derrière chaque journal. On sait qu'il s'agit d'une période importante et turbulente pour la péninsule. C'est lors des grèves générales, alors que l'Italie est en pleine crise sociale, que le fascisme se développe activement. C'est dans le contexte de cette crise que les journaux français en prennent connaissance, en premier lieu, en tant que groupe aux contours peu définis, puis en tant que parti politique aspirant au pouvoir. Alors que *l'idéologie* posera les jalons d'une position plus ou moins concrète de la part des journaux, on peut envisager une *opinion immédiate* changeante face aux nombreux événements qui agitent la péninsule.

La même méthode s'appliquera dans la seconde partie, qui s'étendra du 30 octobre 1922 jusqu'au début de l'année 1926. Cette dernière date, bien qu'arbitraire, correspond à l'installation définitive du fascisme grâce aux lois dites fascistissimes. Nous pourrons dans cette période, analyser la suite des événements qui, par leur ampleur, engendreront certainement des remous dans les journaux français. On ne s'en étonnera pas, puisque ce laps de temps représente la phase d'installation au pouvoir du régime fasciste. Les journaux ne font plus face à l'organisation plus ou moins bien définie ou même à un parti

politique, mais à un gouvernement. Il y a évidemment la question des relations diplomatiques, avec des événements majeurs concernant les deux pays. On pense à la question de la Ruhr, au bombardement de Corfou et au problème de la ville portuaire de Fiume. La nouvelle situation intérieure en Italie tient aussi son importance. On peut très bien se demander ce que les journaux pensent de la disparition de la liberté de la presse et de la démocratie.

Il semble clair qu'il s'agit de deux périodes représentant deux phases différentes du fascisme en Italie. Nous croyons qu'elles révéleront une réception distincte dans les journaux français.

Chapitre 1. Mise en contexte

Nous analyserons ici les divers phénomènes qui rythment l'histoire de la période et balisent la réception qu'aura le fascisme en France. Cet éclairage s'avère autant utile que nécessaire afin de comprendre la mentalité des Français et leur perception du fascisme italien.

I - De la naissance du *fascio* jusqu'à la marche sur Rome

La peur du bolchevisme

C'est un thème bien connu. Nombreux sont les historiens qui l'ont abordé pour expliquer et appréhender la période de l'entre-deux-guerres. Il est indéniable qu'une véritable peur s'installe en Europe durant la période. La France est particulièrement touchée par celle-ci, son corollaire est un rejet flagrant du communisme par les forces conservatrices. Il s'agit d'un thème régulièrement répété autant dans la presse nationale que régionale à la fin de la guerre : «les bolcheviks sont considérés comme des criminels et des fous»⁶⁵. Les droites sont diverses en France - catholiques, conservateurs, monarchistes, bonapartistes, républicains modérés - mais ils sont rassemblés sous la bannière de l'anticommunisme et la crainte de la révolution sociale⁶⁶. Cette peur est au cœur de la dynamique qui s'installe entre les forces de *l'ordre* et du *mouvement* en France. Elle laisse son empreinte sur la mentalité collective des Français durant la majeure partie de la période. Nous avons vu, en effet, qu'elle domine l'élection de 1919. Une brochure publiée par le «groupement économique des arrondissements de Sceaux et Saint-Denis» qui s'intitule *Comment voter contre le bolchevisme* associe nettement socialisme et bolchevisme⁶⁷. «Tous ceux qui prêchent le désordre social étaient des agents directs ou indirects du bolchevisme»⁶⁸. Cette situation se maintient durant la période et se déplace

⁶⁵ Abbad, *op. cit.*, p. 126.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 130.

⁶⁷ Bernstein, Becker, *op. cit.*, p. 30.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 31

après les élections contre l'agitation ouvrière en 1920⁶⁹. Les grèves se sont en effet déroulées dans une atmosphère violemment anticommuniste⁷⁰.

Les années rouges

C'est donc dans un cadre relativement familier que les Français abordent le phénomène des grèves et de l'occupation d'usines en Italie et donc indirectement celui du fascisme italien. Bien que moins touchés par la guerre, les ouvriers français ont vu leur situation sociale se dégrader, surtout avec la baisse des salaires. Il y a une grande poussée du mouvement ouvrier après l'armistice, qu'on voit par les progrès du parti socialiste et de la CGT. Le parti socialiste augmente largement le nombre de ses adhérents, un phénomène que les contemporains attribuent à un afflux de jeunes gens de tendance révolutionnaire⁷¹. Les 1er mai 1919 et 1920 marquent les points forts de cette contestation ouvrière et le début d'un large mouvement de grève⁷². La tension révolutionnaire y est très forte⁷³. Nous avons vu à quel point le syndicalisme français suscite des craintes au sein des classes possédantes et du gouvernement⁷⁴. Certains avaient pu avoir l'illusion «qu'au sortir de la guerre une transformation révolutionnaire était possible en France»⁷⁵. Illusion qui conduit le parti socialiste à une stratégie électorale désastreuse et le syndicalisme à l'échec⁷⁶. Ces revers des forces ouvrières en France confortent le patronat dans sa force⁷⁷. Il engendre même de la sympathie envers les forces conservatrices et celles-ci en viennent à accuser les extrémistes de gauche d'être à la solde des Allemands. Le communisme est souvent reconnu comme un phénomène allemand⁷⁸.

La situation est toutefois différente en Italie. Alors que l'élection de 1919 représente pour la France un engagement envers le conservatisme social, en Italie elle symbolise la

⁶⁹ *Ibid.*, p. 63.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 72.

⁷¹ Bernard, *op. cit.*, p. 121.

⁷² Becker, *op. cit.*, p. 48.

⁷³ Milza, *op. cit.*, p. 44.

⁷⁴ Bernard, *op. cit.*, p. 122.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 211.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 213.

⁷⁷ Maier, *op. cit.*, p. 79.

⁷⁸ Tint, *op. cit.*, p. 11.

division et l'insécurité de la classe bourgeoise⁷⁹. Les élites italiennes sont pourtant tout aussi animées de conservatisme et du désir de maintenir leur hégémonie sur la société⁸⁰. Les libéraux sont toutefois divisés face aux mouvements politiques de masse comme les socialistes et les fascistes. Ils ne trouvent pas de consensus au sujet du problème des grèves ouvrières⁸¹. L'Italie possède aussi d'autres particularités. La question des campagnes est une source de grande anxiété, alors que la France n'a pas de problèmes politiques avec les ouvriers agraires. Les paysans propriétaires y sont plutôt une assurance de stabilité⁸². Cette question des campagnes accentue les divisions en Italie. La gauche promet la redistribution des terres, ce qui contribue à encourager les protestations paysannes et la crise sociale⁸³. Les travailleurs industriels partagent évidemment aussi des aspirations révolutionnaires⁸⁴. Dans l'ensemble, les grèves ouvrières en viennent à prendre des caractères insurrectionnels, échappant même au contrôle des socialistes⁸⁵. C'est dans ce contexte que naît le fascisme italien et que se situe son action. On peut comprendre, dans ce cadre, que les *squadristi* de Mussolini finissent par apparaître comme une alternative viable face aux débordements⁸⁶. L'impuissance du gouvernement face aux événements est un autre indicateur du degré de fragmentation politique dans la péninsule⁸⁷. L'Italie et la France ont donc des expériences différentes malgré leur victoire commune, pas uniquement à cause de la *victoire mutilée*, mais à cause de divisions sociales importantes⁸⁸.

La position du gouvernement français

En France, la position du pouvoir face aux manifestations ouvrières est sans équivoque. Nous avons vu que, de 1919 à 1924, l'objectif politique principal pour les forces bourgeoises est l'exclusion des socialistes de toute influence décisive sur l'État. Les classes ouvrières représentent une menace par leur prééminence nouvelle et leur pouvoir

⁷⁹ Maier, *op. cit.*, p. 90.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 29.

⁸¹ *Ibid.*, p. 230.

⁸² *Ibid.*, p. 47.

⁸³ *Ibid.*, p. 48.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 49.

⁸⁵ Milza, *op. cit.*, p. 44.

⁸⁶ Kitchen, *op. cit.*, p. 134.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 133.

⁸⁸ Maier, *op. cit.*, p. 89.

potentiel⁸⁹. Le Bloc national se veut la suite de l'Union sacrée et est clairement antibolchevique⁹⁰. Avec une telle mentalité en relation à la politique intérieure en France, il est difficile d'imaginer que le gouvernement puisse regarder d'un œil sympathique les événements en Italie. Les troubles sociaux à travers la péninsule sont alarmants pour les services diplomatiques français durant les années 1919 à 1922⁹¹. Ceux-ci observent avec appréhension la paralysie des services publics, de l'industrie et du commerce⁹². Ces événements sont accompagnés par la croissance des partis socialistes et communistes dans la péninsule. Il n'y a pas d'ambiguïté encore ici; les diplomates blâment les «anarchistes» et «maximalistes»⁹³. Les services d'intelligence français indiquent que l'argent russe sert à appuyer certaines grèves dans les centres industriels du Nord et même à financer le parti communiste⁹⁴. C'est pour cette raison que les diplomates français en Italie, Barrère et Charles-Roux, voient le fascisme avec faveur et enthousiasme⁹⁵. Barrère va jusqu'à suggérer au président Poincaré que la presse française soit instruite de s'abstenir de toute analyse critique envers les fascistes⁹⁶. La position des diplomates français correspond donc en politique extérieure, comme en politique intérieure, à une attitude fermement antisocialiste. C'est là l'origine de l'attraction qu'ils éprouvent envers le fascisme. Celui-ci est considéré comme représentant le futur de la stabilité dans la péninsule.

La position entre les deux pays est précaire de 1919 à 1922. Le gouvernement d'Orlando est suivi en juin 1919 par celui de Francesco Nitti. Celui-ci était favorable à une politique neutre durant la guerre et clairement sympathique à l'Allemagne⁹⁷. La France après la guerre a voulu imposer son influence sur l'Italie par des mesures autant économiques que culturelles⁹⁸. Sur le plan économique, la France désire la place occupée

⁸⁹ *Ibid.*, p. 581.

⁹⁰ Kitchen, *op. cit.*, p. 211.

⁹¹ Shorrock, «France and the Rise...», *loc. cit.*, p. 594.

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*, p. 595.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 598.

⁹⁷ Shorrock, *From ally... op. cit.*, p. 17.

⁹⁸ Robert W. D. Boyce, *French foreign and defence policy 1918-1940, the decline and fall of a great power*, Routledge, London, New York, 1998. p. 150.

par l'Allemagne sur le marché italien⁹⁹. Les milieux d'affaires refusent toutefois d'investir en Italie, considérée comme terrain trop volatile avec les grèves ouvrières qui s'y déroulent. Les relations s'améliorent avec la chute du cabinet de Nitti et l'arrivée de celui de Giolitti,¹⁰⁰ mais, comme nous l'avons mentionné, l'instabilité dans la péninsule reste préoccupante. Il n'est pas difficile d'expliquer cet intérêt de la France pour l'Italie; celle-ci se cherche des alliés après la guerre. Une collaboration avec la Russie bolchevique est hors de question et les États-Unis ont déclarés leur désintérêt en ne signant pas Versailles et se retirant de la SDN. Les rapports avec l'Angleterre sont, quant à eux, fréquemment conflictuels sur les politiques économiques et militaires à appliquer au sujet de l'Allemagne¹⁰¹. Or, avant même la marche sur Rome, Barrère voit déjà Mussolini comme potentiellement favorable aux buts de la politique française en Allemagne¹⁰².

L'instabilité récurrente n'est pas le seul phénomène nuisible à un futur rapprochement entre les deux pays. La question tunisienne est très importante dans les rapports franco-italiens. L'occupation de Tunis en 1881 avait été un choc pour les Italiens, pour qui la Tunisie était la première étape de leur expansion impériale. Elle aurait permis un contrôle du centre de la Méditerranée. L'Italie y avait déjà établi des intérêts économiques et les Italiens y constituaient la plus grande minorité européenne¹⁰³. La reconnaissance en 1896 par l'Italie du protectorat français avait été accompagnée d'avantages commerciaux pour les Italiens et des droits de nationalité. Ces mesures permettaient aux colons italiens de vivre une vie nationale autonome dans le contexte du protectorat français¹⁰⁴. Or, en 1918 la France décide de dénoncer les accords de 1896 afin de réévaluer les droits de nationalité accordés aux Italiens de Tunisie. Cette décision contribue directement à exacerber les relations franco-italiennes dans l'immédiat de l'après-guerre¹⁰⁵. À cela s'ajoute la décision le 8 novembre 1921 par le président Millerand de signer un décret abrogeant les conventions précédentes au sujet des droits de nationalité en Tunisie. Ce

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Shorrock, «France and the Rise...», *loc. cit.*, p. 594.

¹⁰¹ Shorrock, «France, Italy... », *loc. cit.*, p. 70.

¹⁰² Shorrock, «France and the Rise...», *loc. cit.*, p. 597.

¹⁰³ William I. Shorrock, «The Tunisian Question in French Policy toward Italy, 1881-1940», *The International Journal of African Historical Studies*, v. 16, n. 4, 1983, p. 633.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 634.

décret déclenche une véritable campagne antifrançaise dans la presse italienne¹⁰⁶. Dès octobre 1922, juste avant la marche sur Rome, le Congrès fasciste de Naples prend l'engagement de lutter contre la politique de dénationalisation des Italiens émigrés à l'étranger et principalement en Tunisie¹⁰⁷.

La précarité des relations entre les deux *sœurs latines* est donc évidente. Ces rapports s'intègrent dans un contexte de crise sociale qui frappe autant la France que l'Italie. L'étude des relations franco-italiennes met en lumière l'évolution heurtée des deux pays tout au long de la période, à quoi s'ajoute un climat révolutionnaire. La prise du pouvoir par Mussolini ne calme pas les choses.

II - La marche sur Rome et l'installation au pouvoir

Mussolini au pouvoir et les relations franco-italiennes

Mussolini arrive au pouvoir en 1922 avec plusieurs objectifs diplomatiques. Rétablir la fierté nationale après la *victoire mutilée* est un aspect majeur¹⁰⁸. Les six mois suivant la marche sur Rome sont occupés par des problèmes qui tardent depuis la fin de la guerre, tels la négociation d'une paix avec la Turquie et la question franco-allemande des réparations¹⁰⁹. L'arrivée au pouvoir de Mussolini signale aussi l'avènement d'une politique fermement nationaliste, que celui-ci mène malgré l'opinion du corps diplomatique italien. Ce contexte est problématique pour la France. En effet, «l'avènement du fascisme en Italie ouvre une crise dans les relations franco-italiennes»¹¹⁰. Malgré les efforts des gouvernements français successifs pour éviter une rupture qu'on ne cherche pas à précipiter non plus du côté italien¹¹¹. Cette situation s'explique par plusieurs événements et facteurs qui viennent nuire à un rapprochement éventuel. Selon certains, comme Juliette Bessis, l'incompatibilité profonde entre les deux régimes y est pour beaucoup. Le pluralisme enraciné de la démocratie française répugnerait «en dépit de

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Juliette Bessis, *La méditerranée fasciste: l'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Éditions Karthala, 1981, p. 34.

¹⁰⁸ Alan Cassels, *Mussolini's early diplomacy*, Princeton University Press, Princeton, 1970, p. VII.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. IX

¹¹⁰ Bessis, *op. cit.*, p. 5.

¹¹¹ *Ibid.*

l'admiration de ses courants les plus droitiers pour le fascisme, à une alliance politique avec un État dont le caractère totalitaire s'affirme sans cesse davantage»¹¹². De plus, de 1922 à 1924, les relations franco-italiennes ont été minées par la crise du franc. Le nouveau ministère des Affaires étrangères de Briand et Philippe Berthelot est plus préoccupé de négociations directes avec Berlin que d'encerclement de l'Allemagne par un réseau d'alliances¹¹³.

Le fait que la France offre un accueil favorable à l'opposition antifasciste italienne n'aide pas à améliorer la situation. Ceux-ci sont très bien reçus par la gauche française¹¹⁴. Cet accueil irrite Mussolini et le pousse même à demander au gouvernement français de ne pas les laisser agir. Il tente par des pressions diplomatiques, campagnes de presse et subventions aux mouvements profascistes français, de démanteler l'antifascisme italien en France et de faire expulser ses dirigeants. Il se résout même à l'envoi d'agents pour les surveiller, ce qui ne peut manquer de détériorer les relations franco-italiennes¹¹⁵.

La question de la Tunisie

Plus importante encore, la revendication coloniale italienne s'exerce obstinément à l'égard de la France surtout au sujet de l'Afrique¹¹⁶. Il s'agit pour l'Italie de contrôler la Méditerranée et notamment le détroit de Sicile, d'où l'importance de la Tunisie¹¹⁷. Nous avons vu que celle-ci était déjà une pomme de discorde avant l'arrivée de Mussolini. La politique nationaliste de ce dernier ne peut se permettre d'abandonner la question tunisienne. Or, «la France qui fait de son Empire, et plus précisément de ses possessions d'Afrique du Nord, le nœud de sa puissance, de son équilibre économique et de son rayonnement, n'est pas prête à céder aux exigences italiennes»¹¹⁸. L'antagonisme entre la France et l'Italie au sujet de la Tunisie resurgit donc très tôt et prend de l'ampleur¹¹⁹.

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ Shorrocks, «The Tunisian...», *loc. cit.*, p. 637.

¹¹⁴ Cassels, *op. cit.*, p. 199.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Bessis, *op. cit.*, p. 5.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 6.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 10.

Dès son arrivée au pouvoir, Mussolini conteste les données officielles et accuse la France de sous-estimer le nombre des Italiens en Tunisie¹²⁰. «L'Italie mussolinienne fait de la question italienne en Tunisie la charnière directe ou indirecte de toutes ses revendications, passant d'une attitude défensive et de consolidation de ses avantages à l'offensive lorsque les rapports de force en Europe lui semblent favorables»¹²¹. Cette obstination vient du fait que l'Italie nationaliste considère la Tunisie comme véritable terre irrédente¹²². Les appellations en témoignent, «prolongement naturel de la Métropole», «haut lieu du glorieux passé hérité de Rome»¹²³. Dès son accession au pouvoir, Mussolini s'adresse donc directement à la France pour un renouvellement des Conventions de 1896 pour une période de 5 à 10 ans¹²⁴. Ces dernières étaient renouvelées chaque trois mois dans l'attente d'un arrangement limitant les droits nationaux des Italiens¹²⁵. «L'hypothèque italienne» repose sur ces conventions. Il s'agit en particulier de l'article 13 de la Convention d'établissement qui protège l'inviolabilité de la nationalité italienne en Tunisie¹²⁶. La France n'est toutefois pas prête à une telle concession. Poincaré, qui cherche à maintenir des bonnes relations avec l'Italie s'engage à ne pas dénoncer les conventions et à les laisser en l'état. «La souplesse de Poincaré qui avait penché un moment pour la dénonciation pure et simple semble motivée par son désir d'obtenir l'appui italien à sa politique dans la Ruhr»¹²⁷. Ce n'est que le début d'une politique de conciliation de la part de la France.

La Ruhr

La question de la Ruhr marque un autre point décisif dans les relations franco-italiennes. L'Italie est inquiète au sujet d'une éventuelle occupation de cette région par la France. Elle dépend, elle aussi, du charbon allemand. Or, si la France procédait vers l'occupation malgré l'opposition italienne, le charbon se trouverait aux mains de Français peu soucieux des intérêts italiens. Une telle situation aurait pu entraîner la possibilité que

¹²⁰ *Ibid.*, p. 12.

¹²¹ *Ibid.*, p. 6.

¹²² *Ibid.*, p. 33.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*, p. 34.

¹²⁵ Shorrocks, *From ally... op. cit.* p. 50.

¹²⁶ Bessis, *op. cit.*, p. 26.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 35.

le charbon ne traverse plus les Alpes pour fournir l'industrie italienne¹²⁸. L'Italie est entièrement dépendante du charbon et des marchés allemands. Elle avait besoin du consentement de la France pour acquérir ce charbon. En appuyant celle-ci, elle désirait obtenir ce consentement et des concessions au sujet de Tanger et de la Tunisie¹²⁹. La question est donc beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Avant la marche sur Rome, les fascistes avaient penché pour une position dure envers l'Allemagne au sujet des réparations¹³⁰.

Mussolini s'est donc vu forcé d'appuyer la France afin de s'assurer des livraisons de charbon. En contrepartie, il obtient l'assurance d'être invité à toute discussion économique future avec l'Allemagne. Il s'agit d'un point important, car l'Italie avait craint une politique franco-allemande qui aurait favorisé uniquement la France par rapport à ses alliés¹³¹. On observe dès lors une phase de rapprochement entre les deux pays, malgré leurs divergences multiples, leurs intérêts immédiats coïncident. La France doit s'assurer de l'appui italien et elle est prête à diverses concessions pour y parvenir. C'est en effet une véritable tentative de séduction qui est mise en place sous le gouvernement Poincaré pour s'assurer que l'Italie maintienne son appui à la politique française. L'évolution de la situation et la résistance de l'Allemagne présentent plusieurs occasions pour l'Italie de marchander son soutien. Mussolini est parfaitement conscient de la possibilité d'obtenir des concessions de la France pour son appui dans la Ruhr¹³².

Une politique de rapprochement

Les efforts de la France pour faire de l'Italie fasciste une alliée diplomatique sont visibles à travers les événements dans l'est de la Méditerranée. Il s'agit principalement de la question de Fiume et de l'occupation de l'île de Corfou¹³³. La France a, en effet, fait preuve de neutralité au sujet de Fiume, malgré son désir d'ériger la Yougoslavie comme

¹²⁸ Cassels, *op. cit.*, p. 55.

¹²⁹ Sally Marks, «Mussolini and the Ruhr Crisis», *The International History Review*, v. 8, n. 1, 1986, p. 60.

¹³⁰ Cassels, *op. cit.*, p. 47.

¹³¹ *Ibid.*, p. 61.

¹³² *Ibid.*, p. 202.

¹³³ Shorrocks, «France, Italy... », *loc. cit.*, p. 71.

contrepois à l'Italie dans l'est de la Méditerranée¹³⁴. C'est beaucoup dire, car la France était depuis longtemps une rivale maritime de l'Italie. Belgrade se trouve isolée sur la question de Fiume sans l'appui français¹³⁵. L'exemple de Corfou est tout aussi révélateur. Il montre à quel point la France tente de trouver une solution qui sauverait la face pour l'Italie. Après le meurtre du général Tellini sur l'île, la France appuie Mussolini dans sa demande de réparation à la Grèce. Lorsque celui-ci décide de bombarder Corfou, presque toutes les nations condamnent l'action italienne, sauf la France, Poincaré va même jusqu'à condamner l'attitude provocatrice des Grecs!¹³⁶ Le chargé d'affaires à Rome, François Charles-Roux, note avec satisfaction que la réaction française est très bien vue et appréciée par Mussolini¹³⁷. Ce dernier met lui-même l'accent sur le fait que, si la France n'appuie pas l'Italie à propos de Corfou, elle perdrait son assistance sur la question de la Ruhr¹³⁸. Poincaré déclare peu après dans une lettre à Barrère son contentement d'avoir su maintenir la faveur de l'Italie¹³⁹. Les deux sujets sont donc intimement liés. La France sait aussi que la situation à Corfou est similaire à l'occupation de la Ruhr, c'est-à-dire une prise de territoire en lieu de réparations. Elle refuse donc toute intervention de la SDN dans l'affaire de Corfou, car elle peut constituer un précédent à propos de la Ruhr¹⁴⁰.

On peut voir à quel point l'appui italien importe à la France, puisque sa décision de soutenir l'Italie est prise aux dépens de ses Alliés traditionnels en Europe de l'Est. L'attitude française y est en effet très mal vue. C'est le dilemme de la politique française durant ces années : elle doit maintenir de bonnes relations avec les petites nations d'Europe de l'Est et avec l'Italie, sans changer pour autant l'équilibre du pouvoir dans la Méditerranée au profit de cette dernière¹⁴¹. Celle-ci est souvent perçue comme tentant de diminuer, voire peut-être briser, la Petite Entente de la France avec l'Est¹⁴². Il est toutefois significatif que, malgré les suspicions du côté français, plusieurs diplomates refusent

¹³⁴ *Ibid.*, p. 72.

¹³⁵ Cassels, *op. cit.*, p. 133.

¹³⁶ Shorrocks, «France, Italy... », *loc. cit.*, p. 73.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *Ibid.*, p. 74.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Cassels, *op. cit.*, p. 110.

¹⁴¹ Shorrocks, «France, Italy... », *loc. cit.*, p. 75.

¹⁴² *Ibid.*, p. 78.

d'abandonner l'idée de l'Italie fasciste comme garante de la sécurité française. Charles-Roux fait la défense de cette cause, en écrivant que le régime de Mussolini est beaucoup moins germanophile que les précédents et que les alliances que son régime établit en Europe de l'Est ne sont pas d'une ambition exagérée ni d'un caractère anti-français¹⁴³.

1924 : Une année mouvementée

La politique de Poincaré est toutefois bouleversée par l'enchaînement des événements durant l'année 1924. Le Cartel des gauches remporte les élections le 11 mai 1924 et sa victoire entraîne de profonds changements dans la politique extérieure de la France¹⁴⁴. La critique de la politique étrangère de Poincaré est l'un des ciments du cartel, qui promet une autre approche aux électeurs. Il y a toutefois un manque de préparation de la part du cartel qui est dû à la division entre socialistes et radicaux.

Les relations entre les deux pays se détériorent rapidement à partir de 1924. Il est vrai qu'un gouvernement français de gauche ne peut qu'être hostile au fascisme¹⁴⁵. L'opposition idéologique entre les deux gouvernements est flagrante. Mussolini avait plusieurs fois admis publiquement que le fascisme était un phénomène strictement italien pour se concilier les gouvernements étrangers. Il mettait toutefois face à face fascisme et socialisme marxiste depuis le début¹⁴⁶. Le fascisme est pour lui l'antidote au socialisme et au spectre de la révolution mondiale. On ne peut donc anticiper un bon ménage entre les deux gouvernements.

C'est surtout la nouvelle position du cartel dans la Ruhr qui vient altérer les relations franco-italiennes. La question de la Ruhr finit en effet par perdre son importance en 1924 avec la décision du nouveau gouvernement français d'évacuer ce territoire. Or, nous avons vu que les efforts précédents de Poincaré pour améliorer les relations franco-italiennes sont construits justement autour du besoin de l'appui italien dans la Ruhr. L'évacuation et le rapprochement franco-allemand rendent celui-ci désormais inutile.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale*, Pedonne, Paris, 1977, p. 324.

¹⁴⁵ Boyce, *op. cit.* p. 152.

¹⁴⁶ Cassels, *op. cit.* p. 194.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches, les principales questions concernant les deux pays sont les intérêts italiens en lien aux accords métallurgiques franco-allemands, la question de Tanger et évidemment la question tunisienne, qui demeure la plus importante¹⁴⁷.

L'affaire Matteotti

Plusieurs autres évènements viennent modifier les tumultueux rapports franco-italiens durant l'année 1924. L'assassinat de Giacomo Matteotti, député socialiste italien, est un point tournant pour le régime fasciste. L'indignation publique en vient à influencer la politique extérieure de Mussolini pendant un certain temps. L'attitude agressive de celui-ci, qui avait prévalu dans l'affaire de Corfou et de Fiume, vient brutalement à terme avec cet assassinat, le 10 juin 1924¹⁴⁸. La politique étrangère fasciste devient dès lors plus conciliante et passive. Les troubles intérieurs en Italie poussent Mussolini à s'assurer de se faire des Alliés à l'extérieur et à tisser des liens avec la France¹⁴⁹. Il n'entre pas en conflit, durant cette phase, avec la position française dans la Ruhr¹⁵⁰. Mussolini est inquiet pour la réputation de son régime à cause de l'assassinat. La crainte de cet ostracisme international finit toutefois par s'estomper; son régime continue à être considéré comme tolérable, même par le Cartel des gauches¹⁵¹. L'antifascisme n'est pas le même au sein de la gauche en France. On trouve une frange plus modérée présente dans le parti radical qui ne désire pas que les passions compromettent les chances d'ententes diplomatiques avec l'Italie¹⁵². Par contre, il est important de noter que l'affaire Matteotti met clairement en lumière, devant un public international, la fausseté de l'idée à l'effet que le fascisme deviendrait moins violent s'il détenait le pouvoir¹⁵³. Il s'agit là d'un point important à souligner pour son impact sur l'opinion publique française.

En France: l'apparition des ligues

¹⁴⁷ Bessis, *op. cit.*, p. 35.

¹⁴⁸ Cassels, *op. cit.*, p. ix.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. x.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 235.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 250.

¹⁵² Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*. Paris, Publication de la Sorbonne, 1985. p. 381.

¹⁵³ Cassels, *op. cit.*, p. 234.

L'élection au pouvoir en France d'un gouvernement de gauche a vite entraîné une vive réaction à droite. Le phénomène des ligues prend rapidement de l'importance. Celui-ci frappe les esprits en France. Il s'inscrit dans cette dynamique, que nous avons déjà mis en évidence, entre forces de *l'ordre* et celles du *mouvement*. Les ligues sont importantes dans le cadre de l'étude de l'opinion publique face au fascisme italien. La gauche s'empresse de dénoncer «un complot antirépublicain de type mussolinien qui instaurerait une dictature fasciste»¹⁵⁴. Il y aurait donc analogie, pour certains en France, entre ce nouveau phénomène et le fascisme italien. Dans l'opinion publique, beaucoup de Français croient en effet que les ligues sont de même nature que le fascisme en Italie à ses débuts, croyance qui est confirmée et propagée par la presse de gauche, même si «l'analogie n'est qu'apparente»¹⁵⁵.

Les différentes ligues qui apparaissent en France se considèrent, quant à elles, comme des forces conservatrices prêtes à défendre l'ordre social. Elles condamnent toutes sans équivoque le Cartel comme ouvrant la voie à la révolution communiste et menant à la guerre civile¹⁵⁶. Le premier de ces mouvements fascistes en France est *La Légion*, fondée en juin 1924 par Antoine Rédier, juste après l'élection du Cartel des gauches¹⁵⁷. *Les Jeunesses patriotes* sont, elles aussi, fondées en 1924 comme réaction conservatrice face à la victoire du Cartel¹⁵⁸. Celles-ci tiennent une position défensive face à la menace révolutionnaire¹⁵⁹. Le Faisceau, lui aussi une réaction face au résultat de l'élection de 1924¹⁶⁰, se décrit comme un rempart face au communisme en France¹⁶¹. L'extrême droite française fait souvent preuve de xénophobie face aux étrangers, mais elle éprouve beaucoup de sympathie à l'égard du fascisme italien¹⁶².

¹⁵⁴ Jean Plumyène, *Les fascismes français, 1923-1963*. Paris, Éditions du Seuil, c1963. p. 19.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 31.

¹⁵⁶ Robert Soucy, *Le fascisme français, 1924-1933*. Paris, Presses universitaires de France, 1989, p. 55.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 54.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 69.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 70.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 130.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 131.

¹⁶² Schor, *op. cit.* p. 379.

Il faut établir plusieurs distinctions entre les deux phénomènes. Le fascisme italien combat le bolchevisme par l'action directe et lutte aussi contre le capitalisme libéral. Il s'en prend aussi à la propriété individuelle, alors qu'en France les ligues ne veulent pas remettre en question l'ordre social. «L'Action française elle-même, malgré sa volonté de renverser le régime républicain, n'aspire pas à un bouleversement des structures sociales»¹⁶³. Elle prétend être anticapitaliste, mais au nom du monarchisme¹⁶⁴. Charles Maurras n'apparaît pas comme un révolutionnaire. Il est important de noter l'influence de ces mouvements sur la gauche française. Celle-ci montre vite son opposition et le terme fascisme devient un nouveau concept péjoratif s'appliquant à la vie politique française pour caractériser l'extrême droite et la Ligue d'Action française¹⁶⁵. L'apparition de ces ligues vient ajouter une nouvelle perspective au climat social en France à partir de 1924. Ce phénomène ne va pas sans influencer la perception des Français de ce qu'est le fascisme, surtout lorsque la gauche se prête à des analogies sommaires.

Mussolini aux commandes

En Italie, après une phase diplomatique relativement passive, Mussolini se remet du choc de l'affaire Matteoti. Dès lors, l'opinion française est confrontée à l'impérialisme d'un fascisme italien bien en selle. En effet, dès 1925, Mussolini accélère l'implantation d'une véritable dictature sur l'Italie, lui permettant une politique étrangère de force¹⁶⁶. La mise en place de Dino Grandi comme sous secrétaire des Affaires étrangères en 1925 est signe du désir de Mussolini de ne plus avoir d'opposition du ministère face à ses choix diplomatiques¹⁶⁷. Les services diplomatiques italiens avaient en effet tenté de freiner l'impérialisme de Mussolini. En 1923, par exemple, les ambitions de Mussolini à propos de Malte et de la Corse avaient été mises de côté suite aux pressions des diplomates de carrière¹⁶⁸.

¹⁶³ Plumyène, *op. cit.* p. 31.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 24.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 17.

¹⁶⁶ Cassels, *op. cit.* p. x.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 261.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 88.

Cette nouvelle politique ne pouvait manquer de poser problème à la France. Les années 1924 et 1925 sont marquées par de nombreuses altercations en Tunisie entre les communautés françaises et italiennes. Démonstrations et contre-démonstrations sont courantes; le gouvernement français en vient à censurer plusieurs journaux italiens et à bannir le port de chemises noires dans la colonie¹⁶⁹. Les efforts français pour gérer la question italienne en Tunisie accélèrent inexorablement la cadence vers la naturalisation des Italiens¹⁷⁰. Le Quai d'Orsay s'efforce en 1925 de résoudre l'impasse; la France est consciente du désir italien de renouveler les conventions de 1896. Elle ne peut toutefois se résoudre à perpétuer une situation qui garantit aux Italiens des privilèges, créant «un État dans l'État»¹⁷¹.

Les projets d'entente économique entre les deux pays auraient pu améliorer ces rapports tendus. La crise du franc vient toutefois rendre difficile tout arrangement. Les relations franco-italiennes souffrent de cette absence d'accords économiques concrets¹⁷². L'Italie est aussi suspicieuse de l'atmosphère cordiale entre la France et l'Allemagne qui suit les accords Locarno¹⁷³. Les relations franco-italiennes se détériorent rapidement par la suite en 1926, alors que Mussolini considère la France comme l'obstacle principal au nationalisme italien, surtout dans les Balkans¹⁷⁴.

1919-1926: Une ère de transformations

Comme cette mise en contexte a permis d'illustrer, les relations franco-italiennes durant ces années sont particulièrement volatiles. Cette situation rend pertinente l'analyse de l'opinion publique grâce aux journaux. Ceux-ci sont en effet confrontés aux divers évènements que nous avons mis en lumière. Ils doivent se positionner par rapport au fascisme à propos des grèves ouvrières et des ambivalentes relations diplomatiques. Avec l'instauration d'une véritable dictature en Italie, il sera aussi intéressant de noter ce que pense l'opinion française de la disparition de la démocratie.

¹⁶⁹ Shorrock, *From ally..., op. cit.*, p. 52.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 53.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 54.

¹⁷² *Ibid.*, p. 53.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Cassels, *op. cit.* p. x.

Chapitre 2. Analyse des journaux, 1919 à 1922

C'est durant cette période particulièrement mouvementée qu'apparaissent les premières allusions au fascisme italien dans la presse française. Mussolini fonde les Faisceaux de combats dès le 23 mars 1919, mais il faut attendre la fin de l'année 1920 et le début de 1921 pour que la presse française s'y arrête. Cette période est celle du début des activités antisocialistes qui font connaître le fascisme sur la scène internationale¹⁷⁵. C'est donc en lien avec les grèves ouvrières qui secouent la péninsule que la presse aborde le phénomène du fascisme et y prend intérêt.

La lecture des journaux durant l'ensemble de cette période permet de soulever plusieurs éléments importants qui contribuent à cerner la perception qu'ont les journaux français du fascisme italien. Premièrement, en prenant connaissance du fascisme, la presse le définit pour ses lecteurs. Il s'agit d'une entreprise de taille à laquelle se prête chaque journal et qui donne des résultats très différents. Nous devons ensuite souligner l'intérêt que prend la presse aux liens qui existent entre le *fascio* et la bourgeoisie italienne. Nous réservons aussi une section aux réactions des journaux face à la violence et à la répression engendrées par le fascisme italien. Il s'agit d'un sujet que tous les journaux ont abordé. Finalement, nous pourrions nous demander s'il y a eu une évolution dans la perception de chaque journal durant la période considérée. En arrière plan, se situera la question des conséquences pour la France de la montée du fascisme en Italie.

I - Le problème de définition du fascisme italien

Avec l'intensification des activités des fascistes dans la péninsule, chaque journal français avance sa propre interprétation des événements. La recherche d'une définition les conduit rapidement vers une question fondamentale : le fascisme italien est-il un mouvement révolutionnaire ou réactionnaire? La question a intrigué plusieurs générations d'historiens. Les journaux se trouvent en première ligne pour y répondre. De nombreux

¹⁷⁵ Roland Sarti, *Fascism and the industrial leadership in Italy, 1919-1940; a study in the expansion of private power under fascism*. Berkeley, University of California Press, 1971, p. 20.

historiens marxistes ont défendu l'idée que les seules véritables révolutions sont de gauche¹⁷⁶. Selon cette perspective, le fascisme ne serait qu'un agent des intérêts économiques des capitalistes¹⁷⁷. Comme nous pourrions voir, *L'Humanité* partage largement cette vision des choses. Le fascisme serait avant tout une forme contre-révolutionnaire, une tentative de la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir¹⁷⁸. La véritable nature du fascisme ne pourrait être déduite de la rhétorique fasciste elle-même, mais par la question : qui paye?¹⁷⁹

Pourtant «le fascisme, au moins au début, a tenté de se présenter comme une alternative révolutionnaire au marxisme plutôt qu'une réaction dépourvue de sens s'y opposant»¹⁸⁰. Malgré le fait que le fascisme agit pour des intérêts sociaux économiques conservateurs, la tentative de transformer par la violence les institutions politiques, les structures et valeurs sociales ne ferait-il pas de lui un mouvement révolutionnaire?¹⁸¹ La question est complexe, mais la ligne idéologique que suit un journal comme *L'Humanité* est claire : «le fascisme ne saurait être qualifié de révolutionnaire suivant l'idéal marxiste de la révolution, parce qu'il ne fut pas une transformation radicale des rapports entre les «deux classes fondamentales», ni suivant l'idéal démocratique progressiste, parce qu'il ne se traduit pas par une participation plus consciente et plus rationnelle à la vie publique»¹⁸².

L'Humanité

Le quotidien, dès les premières mentions relatives au fascisme italien, s'empresse de dénoncer les liens entre les fascistes et la police¹⁸³. Les articles relatant les événements qui entourent le fascisme apparaissent souvent sous le titre «La réaction en Italie». Le

¹⁷⁶ Philip Morgan, *Fascism in Europe, 1919-1945* [ressource électronique]. London, New York, Routledge, 2003, p. 197.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 194.

¹⁷⁸ Andrew Heywood, *Political ideologies : an introduction*, 4th ed. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan, 2007. p. 205.

¹⁷⁹ Morgan, *op. cit.*, p. 194.

¹⁸⁰ Edward R. Tannenbaum, «The Goals of Italian Fascism», *The American Historical Review*, v. 74, n. 4, 1969. p. 1185.

¹⁸¹ Morgan, *op. cit.*, p. 197.

¹⁸² Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004, p. 148.

¹⁸³ Anonyme, «La réaction en Italie», *L'Humanité*, 4 avril 1921, p. 3.

fascisme est donc d'emblée affilié à ce que le journal nomme «les forces de l'ordre» et la «réaction»¹⁸⁴. Pour *L'Humanité*, les fascistes se font utiliser par les forces conservatrices et notamment par Giolitti. Celui-ci userait du fascisme sans s'allier ouvertement avec lui et sans lui «laisser prendre une importance telle qu'il devienne une force indépendante»¹⁸⁵. Le but d'une telle association est évident pour le journal, Giolitti et la bourgeoisie capitaliste «comptaient agir surtout par la terreur exercée par les bandes armées des «fascistes» et supprimer violemment la propagande de leurs adversaires»¹⁸⁶. Les fascistes sont devenus les «soldats de la réaction»¹⁸⁷, une force mercenaire au service de la bourgeoisie capitaliste. «La célèbre pacification si vantée par la presse bourgeoise n'est qu'un bluff et ne tend qu'à mieux voiler les louches manœuvres des politiciens de la réaction et couvrir les véritables buts du gouvernement italien»¹⁸⁸. *L'Humanité* s'empresse de mettre en lumière les conséquences des liens entre le gouvernement et les fascistes. Pour le journal, la bourgeoisie sera bientôt «sous la coupe des aventuriers qu'elle a appelés à son secours»¹⁸⁹.

L'origine du mouvement fasciste est retracée par le journal afin de mieux le comprendre. Celui-ci est composé des mêmes gens qui ont entraîné la Péninsule dans la Première Guerre mondiale en 1915. Il comptait à ses débuts «des éléments de toute espèce qui dissimulaient les plus bas appétits sous leur phraséologie patriotique»¹⁹⁰. Les origines du fascisme sont donc étroitement liées à la guerre. Il en est issu par sa forme et ses buts initiaux, qui sont d'«affermir la puissance italienne à l'extérieur et exclure à l'intérieur de toute vie politique et économique tous les éléments non combattants»¹⁹¹. Le fascisme des débuts, malgré l'idéalisme de plusieurs, s'est transformé pour devenir tout entier dévoué à sauver l'État bourgeois de la faillite¹⁹². Avant novembre 1920, il n'était

¹⁸⁴ Anonyme, «Les défenseurs de «l'ordre»», *L'Humanité*, 1 janvier 1921, p. 1.

¹⁸⁵ Jacques Mesnil, «En Italie», *L'Humanité*, 13 avril 1921, p. 3.

¹⁸⁶ Jacques Mesnil, «La lutte électorale en Italie», *L'Humanité*, 26 avril 1921, p. 3.

¹⁸⁷ Jacques Mesnil, «La réaction en Italie - L'alliance des *fascisti* et de la bourgeoisie», *L'Humanité*, 1 février 1921, p. 3.

¹⁸⁸ TAR., «Fascistes et *arditi*», *L'Humanité*, 1er août 1921, p. 3.

¹⁸⁹ Mesnil, «La lutte...», *loc. cit.*, p. 3.

¹⁹⁰ Paul Louis, «Le terrorisme fasciste», *L'Humanité*, 9 mai 1921, p. 3.

¹⁹¹ Antonio Coen, «En Italie», *L'Humanité*, 15 mai 1921, p. 3.

¹⁹² *Ibid.*

pas encore «l'expression organique des classes réactionnaires»¹⁹³. Ce n'est qu'après l'occupation des usines, que le fascisme s'est développé «avec la rapidité de la foudre»¹⁹⁴, déployant un programme de conservation et de réaction¹⁹⁵.

L'Humanité est le quotidien qui s'attarde le plus à tenter de définir et comprendre le fascisme. La raison est simple : une meilleure compréhension du phénomène permettra au journal d'en tirer des leçons. Le fascisme italien est pour lui un mouvement réactionnaire international. Il est donc important pour le quotidien d'être très attentif afin de contrer ce qui touchera inévitablement d'autres pays. Lorsque se présente une apparente division au sein du fascisme italien vers la fin de 1921, le journal en profite pour analyser les différentes composantes au sein du mouvement. *L'Humanité* explique cette crise du fascisme par la transformation entamée par Mussolini vers un parti politique¹⁹⁶. Le fascisme, qui «n'est pas un mouvement d'idée» en voudrait à Mussolini d'en avoir fait un parti¹⁹⁷. Le journal va plus loin et note la présence de deux courants. «Mussolini représente la petite bourgeoisie urbaine qui, complètement ruinée par la guerre, a perdu toute importance à la fois dans la vie industrielle et dans la vie politique et parlementaire. Ce fascisme est né dans les grandes villes industrielles parmi les officiers et les *arditi*»¹⁹⁸. De l'autre côté, on trouve la réaction agrarienne, «la plus sauvage de toutes, elle a profité de la chute de prestige du socialisme lors de la fin de l'occupation des usines pour se ruer sur les syndicats d'ouvriers agricoles»¹⁹⁹. La vision de Mussolini «n'a pas la ligne droite et assurée du fascisme agrarien qui va jusqu'à la dictature militaire, il est indécis, il ressemble au socialisme officiel : il ne sait pas ce qu'il veut ni où il veut aller»²⁰⁰.

Le journal revient sur cette indécision lors du discours de Mussolini au parlement. Son discours aurait révélé l'absence de programme concret et l'ambiguïté du fascisme «qui n'a de valeur que comme réaction violente de la bourgeoisie contre l'action révolutionnaire

¹⁹³ TAR., «La réaction en Italie», *L'Humanité*, 29 septembre 1921, p. 3.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Coen, «En Italie», *loc. cit.*, p. 3.

¹⁹⁶ TAR., «La crise du fascisme en Italie», *L'Humanité*, 29 août 1921, p. 3.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ TAR., «La réaction...», *loc. cit.*, p. 3.

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ *Ibid.*

prolétarienne»²⁰¹. Le quotidien reviendra encore sur ce thème: «ces gens ne savent rien et montrent une ignorance invraisemblable des phénomènes économiques et sociaux les plus connus. Mussolini n'est qu'un cerveau brûlé : il suffit de lire ses articles pour se rendre compte du vide absolu de ses idées»²⁰². Le quotidien avance que les journaux bourgeois, «malgré leur complaisance pour le fascisme ont été obligés de reconnaître cette absence de toute idée directrice précise»²⁰³.

L'Humanité commence à avoir une opinion fixe du fascisme italien à partir de 1922. Jacques Mesnil participe activement à attaquer le fascisme. Un historien de l'art, Mesnil rejoint la rédaction de *L'Humanité*²⁰⁴ où il est le plus acerbe critique des affaires italiennes jusqu'à son départ en 1924. En 1922, il résume la politique des fascistes ainsi: «guerre à l'extérieur, compression de la liberté à l'intérieur»²⁰⁵. Le quotidien suit assidûment le développement de la situation dans la péninsule et se voit forcé d'admettre le succès des fascistes. «Le résultat visé par la bourgeoisie capitaliste est maintenant obtenu. Les grands industriels sont débarrassés des syndicats qui les empêchaient d'abaisser les salaires. Les exploités du peuple respirent»²⁰⁶. Le journal met en lumière la situation; les fascistes ont «en réalité organisé un État dans l'État»²⁰⁷. Ceux-ci disposent «de ressources considérables, armés, outillés, constituant une armée bien payée, les fascistes sont plus forts que le gouvernement»²⁰⁸. *L'Humanité* montre dès lors, avec satisfaction, l'embarras dans lequel se retrouvent les capitalistes italiens maintenant que le fascisme se substitue ouvertement à l'autorité du gouvernement²⁰⁹. «La bourgeoisie italienne a cru arrêter la révolution : elle n'a fait qu'achever de se suicider»²¹⁰.

²⁰¹ Jacques Mesnil, «La comédie du Parlement italien», *L'Humanité*, 6 décembre 1921, p. 3.

²⁰² Jacques Mesnil, «La crise de l'État italien», *L'Humanité*, 12 octobre 1922, p. 3.

²⁰³ Jacques Mesnil, «Le Congrès des fascistes et les troubles à Rome», *L'Humanité*, 15 décembre 1921, p. 3.

²⁰⁴ Jean-Louis Panné, «L'affaire Victor Serge : le mouvement communiste international et ses oppositions: 1920-1940», *Communisme. Revue d'études pluridisciplinaires*, Paris, Éditions L'Âge d'Homme, 1984, p. 103.

²⁰⁵ Jacques Mesnil, «La crise ministérielle en Italie», *L'Humanité*, 20 février 1922, p. 3.

²⁰⁶ Jacques Mesnil, «Le fascisme et l'État», *L'Humanité*, 20 août 1922, p. 3.

²⁰⁷ Anonyme, «Le prolétariat contre les fascistes», *L'Humanité*, 18 juillet 1922, p. 3.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Mesnil, «La crise de l'État...», *loc. cit.*, p. 3.

²¹⁰ Jacques Mesnil, «Les grandes manœuvres du fascio», *L'Humanité*, 28 octobre 1922, p. 3.

À la veille de la marche sur Rome, *L'Humanité* avance un pronostic plutôt négatif du fascisme. Sur le plan de l'économie, le quotidien peine toujours à repérer un programme qui indique «un moyen quelconque de triompher de la crise économique et sociale dans laquelle se débat l'Italie»²¹¹. Sur le plan diplomatique, le fascisme signifie guerre extérieure : «le nationalisme, un nationalisme aveugle et féroce, ayant le caractère d'une vanité collective, constitue le contenu essentiel du fascisme et se traduit nécessairement dans la politique étrangère par un impérialisme forcené»²¹². Le pacte de Londres est considéré comme insuffisant par les fascistes; l'Adriatique doit devenir un «lac italien»²¹³. La France est un peu à blâmer selon *L'Humanité*. C'est à cause des promesses faites à l'Italie en 1915 au traité de Londres que les nationalistes italiens ont développé une conception exagérée de leur puissance²¹⁴. Le journal met de l'avant les revendications italiennes en Savoie, à Nice, en Corse et en Tunisie²¹⁵.

Le Temps

La première remarque du journal *Le Temps* sur le fascisme est significative : «un mouvement de réaction sous le nom de «fascisme» se manifeste contre les excès maximalistes»²¹⁶. Le journal ne semble donc pas le percevoir comme un phénomène révolutionnaire. Il le considère très tôt comme un parti politique sérieux. Dès les élections législatives de 1921, *Le Temps* prévoit que les socialistes et les populaires perdront plusieurs sièges face à la nouvelle importance du parti fasciste²¹⁷. Celui-ci est non seulement «l'animateur et le défenseur de tous les partis constitutionnels dans la lutte électorale»²¹⁸, mais il est aussi «le centre le plus puissant du renouvellement national»²¹⁹. Le quotidien débute donc avec une haute opinion du mouvement fasciste. Celui-ci

²¹¹ *Ibid.*

²¹² Jacques Mesnil, «La politique extérieure», *L'Humanité*, 9 septembre 1922, p. 3.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ Jacques Mesnil, «L'incident franco-italien», *L'Humanité*, 27 novembre 1921, p. 3.

²¹⁵ Mesnil, «La politique...», *loc. cit.*, p. 3.

²¹⁶ Anonyme, «Tumulte à la Chambre italienne», *Le Temps*, 20 décembre 1920, p. 4.

²¹⁷ Anonyme, «Italie - Les élections législatives», *Le Temps*, 25 avril 1921, p. 2.

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ *Ibid.*

recevrait partout un accueil favorable; il est synonyme de libération²²⁰. Les socialistes sont, quant à eux, complètement désorientés devant cette «gigantesque réaction»²²¹.

Pour *Le Temps*, le fascisme trouve ses origines dans une réaction provoquée par les abus des socialistes. La force et la rapidité de l'organisation des fascistes témoignent du fait «que ces organisations nouvelles représentaient une grande majorité de l'opinion publique. Ce fut ce que l'on a appelé le phénomène *fasciste*, le faisceau, qui réunit les forces patriotiques et nationales»²²². Il se dégage d'une volonté de vivre de «l'organisme national menacé; les anciens combattants, unis en faisceaux, ont voulu défendre les principes de l'intervention, les sacrifices de la guerre, les fruits de la victoire»²²³. Le journal définit le fascisme comme un phénomène principalement réactionnaire, mais pas du tout au même sens péjoratif que *L'Humanité*. Il semble loin d'envisager que celui-ci puisse avoir des objectifs révolutionnaires durant l'année 1921. En effet, un discours antimonarchiste de Mussolini fait même penser au journal que ce dernier soit républicain²²⁴. «L'Italie est, dans sa grande majorité, essentiellement républicaine et démocratique, certainement plus républicaine et démocratique de mœurs que ne l'est la France»²²⁵. Là où *L'Humanité* voit une profonde division au sein du fascisme, *Le Temps* annonce que, malgré quelques dissensions internes, la majorité du parti appuie Mussolini²²⁶.

Le journal a donc une haute opinion du fascisme depuis ses débuts. De nombreux articles viennent par la suite compléter cette image. Un voyageur français à Venise y décrit les bienfaits du mouvement. Grâce à lui, le bolchevisme a essuyé un rude échec en Italie²²⁷. Les fascistes sont présentés comme étant tous jeunes, fort beaux et disciplinés²²⁸. Le journal ne manque pas l'occasion de commenter plus tard le défilé fasciste à Rome.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*

²²² Jean Carrère, «Les élections générales», *Le Temps*, 16 mai 1921, p. 2.

²²³ Anonyme, «Les revues - l'orientation nouvelle de l'Italie», *Le Temps*, 16 août 1922, p. 2.

²²⁴ Jean Carrère, «Mussolini et la République», *Le Temps*, 3 juin 1921, p. 2.

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ Emile Henriot, «Venise d'aujourd'hui», *Le Temps*, 6 août 1921, p. 2.

²²⁸ *Ibid.*

Celui-ci fait grande impression sur la population qui ne se rendait pas compte «de la force du fascisme dans toute l'Italie»²²⁹. Grâce à lui, l'Italie entre dans une nouvelle ère, c'est la fin du «défaitisme de la paix»²³⁰.

Ce n'est que vers la fin de 1922 que le quotidien change de ton à l'égard du fascisme. Pour justifier un tel revirement, il se lance dans une explication approfondie de la situation. «L'Italie est peut-être celui des pays alliés où la paix telle qu'elle a été réalisée a eu les répercussions intérieures les plus profondes»²³¹. C'est dans ce contexte que *Le Temps* a défendu l'activité des fascistes : «c'est la nation elle-même qui a accompli la réaction nécessaire contre les entreprises des ennemis déclarés de la société et qui, en quelques mois a totalement réduit à l'impuissance les organisations révolutionnaires»²³². Le journal reconnaît toutefois qu'il y a maintenant un péril nouveau et que le fascisme constitue désormais une force indépendante de l'État²³³. Les fascistes ont emprunté les méthodes et procédés aux pires éléments révolutionnaires et se dressent contre le pouvoir régulier avec une «audace déconcertante»²³⁴.

Alors que le quotidien avait défini le fascisme comme force réactionnaire, il se doit maintenant d'admettre que la prise du pouvoir désiré par les fascistes équivaudrait à une révolution «dans le sens de l'esprit nationaliste le plus intransigeant»²³⁵. C'est avec désarroi que le journal admet que les fascistes veulent maintenant faire disparaître la démocratie. Il déplore ce tournant opéré par le fascisme alors qu'il avait au départ des tendances républicaines²³⁶. *Le Temps* s'oppose à la nouvelle situation dans la péninsule, car «l'action politique en dehors de la légalité est une cause permanente de trouble et de désordre»²³⁷. Il prône donc le rétablissement de l'autorité de l'État et la conjuration de «la menace du fascisme»²³⁸. La raison est claire : «aucune saine démocratie ne saurait

²²⁹ Anonyme, «La grève et la journée fasciste», *Le Temps*, 12 novembre 1921, p. 2.

²³⁰ Anonyme, «Le cas Misiano», *Le Temps*, 20 décembre 1921, p. 2.

²³¹ Anonyme, «La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 11 octobre 1922, p. 1.

²³² *Ibid.*

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ Anonyme, «Manifestations et congrès des fascistes italiens», *Le Temps*, 26 octobre 1922, p. 2.

²³⁷ Anonyme, «La crise fasciste... », *loc. cit.*, p. 1.

²³⁸ *Ibid.*

s'accommoder de l'existence d'une force organisée agissant délibérément en dehors de l'État et au besoin contre lui»²³⁹.

Le Figaro

Les premières mentions du fascisme, dans ce quotidien de droite, sont mises en contexte avec amplement de détails. Comme les journaux précédents, *Le Figaro* aborde le fascisme dans le cadre de la crise sociale italienne. «L'Italie, quoique sortie victorieuse du conflit européen, traverse une crise dangereuse. Crise morale, d'abord, due aux conditions spéciales de son entrée en guerre, à la façon dont celle-ci fut menée, et nonobstant l'anéantissement total de son ennemi séculaire, aux déceptions que le règlement de la paix lui a procurées»²⁴⁰. À la crise morale s'ajoute une expérience sociale désastreuse dans le domaine industriel et agricole²⁴¹. Certaines «dictatures agricoles» ont été instaurées en Italie sous l'influence distante de la révolution russe. Le pouvoir central aurait perdu le contrôle sur ces régions dominées par une triple organisation syndicale et des ligues prolétariennes²⁴². Pour le journal, cette situation équivaut à une attaque contre le bien d'autrui, qu'il résume ainsi :

Dans certaines localités, les enfants doivent obligatoirement rejoindre les associations anarchistes, on insulte les anciens combattants, les déserteurs amnistiés sont triomphants, on attaque le clergé et les cérémonies de culte, on bâtonne les dissidents en plein marché, on tire contre les presbytères; on abat portes et fenêtres des fermes pour s'emparer des régisseurs; on met le feu aux machines à battre²⁴³.

Ce contexte bien établi, le quotidien peut maintenant présenter le fascisme à ses lecteurs : «C'est cette dictature, que l'union des forces bourgeoises connue sous le nom de *fascismo*, a fait crouler brusquement»²⁴⁴ et contre laquelle l'État était impuissant. Le journal ne mentionne pas le terme «réactionnaire» mais le phénomène fasciste est cité comme étant une «contre-révolution»²⁴⁵ du «pays tout entier» contre la «tyrannie

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ Raoul de Nolva, «La méfiance italienne», *Le Figaro*, 12 septembre 1920, p. 1.

²⁴¹ Raoul de Nolva, «La défaite du socialisme agricole», *Le Figaro*, 11 février 1921, p. 1.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ Jacques Roujon, «La contre-révolution en Italie», *Le Figaro*, 28 mars 1921, p. 1.

socialiste»²⁴⁶. *Le Figaro* retrace lui aussi l'origine du mouvement, constitué après la guerre par des anciens combattants qui voulaient sauvegarder leurs intérêts²⁴⁷. Leur tâche est claire pour le journal : combattre tous les «saboteurs de la victoire»²⁴⁸. Le fascisme a su donner à une bourgeoisie trop longtemps brimée les chefs qu'elle cherchait²⁴⁹. Il s'agit d'un mouvement sérieux et étendu qui mérite d'être suivi selon le quotidien, puisque «les hommes de désordre trouvent à qui parler» en Italie²⁵⁰.

Alors que *L'Humanité* faisait du fascisme un mouvement utilisé par Giolitti et les forces conservatrices, *Le Figaro* défend son indépendance. Pour ce dernier, le mouvement fasciste aurait plutôt surpris Giolitti. À la veille des élections de 1921, le journal perçoit lui aussi le fascisme comme un parti politique sérieux²⁵¹. Il ne peut que se réjouir de l'adhésion de celui-ci avec plusieurs autres partis en bloc pour la «lutte contre le socialisme»²⁵². La confiance du journal envers la crédibilité politique du fascisme est une fois de plus confirmée lors de la chute du cabinet de Giolitti. Il souligne l'importance croissante du parti fasciste qui «est pour beaucoup dans l'échec de M. Giolitti»²⁵³. Les nationalistes et les fascistes sont considérés comme étant favorables à la France, alors que la gauche italienne serait germanophile²⁵⁴.

Au sujet de la politique étrangère, *Le Figaro* trouve malheureuse la position prise par Mussolini lors de son discours prononcé à Trieste. Le Duce aurait dit : «l'Italie doit se dégager graduellement du groupe des nations ploutocratiques occidentales et se rapprocher des nations ennemies, Autriche, Allemagne, Bulgarie, Turquie, Hongrie»²⁵⁵. La constatation est «douloureuse» pour le quotidien, mais celui-ci blâme la propagande allemande qui est «intense autant qu'habile»²⁵⁶. Le journal prend rapidement conscience

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ Raoul de Nolva, «En Italie», *Le Figaro*, 15 mai 1921, p. 1.

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ Jacques Roujon, «La démission de M. Giolitti», *Le Figaro*, 28 juin 1921, p. 1.

²⁵⁴ Jacques Roujon, «La crise ministérielle en Italie», *Le Figaro*, 4 février 1922, p. 1.

²⁵⁵ Raoul de Nolva, «L'Italie et la Haute-Silésie», *Le Figaro*, 27 mai 1921, p. 1.

²⁵⁶ *Ibid.*

de la politique impérialiste des fascistes en ce qui a trait aux affaires étrangères²⁵⁷. Il considère que la France n'a pas à se louer des fascistes à ce sujet, surtout après que le journal des fascistes ait mené une violente campagne contre le mandat de la France en Syrie²⁵⁸.

À la veille de la marche sur Rome, *Le Figaro* revient lui aussi sur l'évolution des événements et sur le phénomène fasciste. Il présente la situation en Italie : «une sorte de guerre civile, met aux prises, dans les conflits qui se terminent par des meurtres, les deux partis d'extrêmes de l'Italie, à droite les fascistes, qui sont des nationalistes exaspérés; à gauche les socialistes»²⁵⁹. Pour l'auteur, le *fascio* est un parti d'extrême qui ne correspond à rien de ce que connaît la France. Il en offre la définition suivante : «citoyens dévoués à la patrie, qui militent volontairement pour défendre l'ordre social»²⁶⁰. Le fascisme serait animé par deux sentiments, celui que l'Italie ne tient pas le rang auquel elle a droit en Europe et celui que le bolchevisme allait ruiner l'Italie s'il n'était pas contré par la force. Le journal est d'accord avec ce dernier sentiment : «il n'est que trop vrai qu'en 1919 et en 1920, la contagion du bolchevisme à travers l'Europe centrale et l'Europe méridionale était un très grave danger»²⁶¹. Le fascisme est perçu par le journal comme un parti destiné à sauver la société et la patrie, hors des lois, mais pour les faire respecter²⁶². Le quotidien admet, comme *L'Humanité*, qu'il est «assez difficile de se faire une idée précise du parti»²⁶³. Il est toutefois en mesure de nommer plusieurs aspects du programme fasciste dans le cadre du Congrès de Naples. Celui-ci comporte la suppression de plusieurs ministères et de tous les sous-secrétariats d'État, la réduction de moitié du nombre des fonctionnaires et l'exploitation par l'industrie privée des chemins de fer, des postes, télégraphes et téléphones²⁶⁴. Quelques jours avant la marche sur Rome, *Le Figaro* conclut

²⁵⁷ Henry Bidou, «Le Congrès fasciste de Naples», *Le Figaro*, 25 octobre 1922, p. 1.

²⁵⁸ Henry Bidou, «La Chute du Cabinet Facta», *Le Figaro*, 21 juillet 1922, p. 1.

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Bidou, «Le Congrès...», *loc. cit.*, p. 1.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ Anonyme, «Les fascistes, aujourd'hui, vont déployer leurs forces», *Le Figaro*, 24 octobre 1922, p. 3.

que le fascisme : «comprend des éléments qui sont parmi les meilleurs de l'Italie : et dans ces temps indécis, il est une volonté»²⁶⁵.

L'Action française

Pour le quotidien d'extrême droite, le fascisme apparaît lui aussi dans le cadre de l'anarchie qui règne en Italie. «Après un certain nombre de journées et de semaines rouges, de bombes et d'attentats divers, une réaction s'est produite. Les éléments d'ordre se sont organisés et rendent coup pour coup»²⁶⁶. Le fascisme est donc une force réactionnaire pour *L'Action française*. Elle reconnaît que ce n'est pas ce qu'on attend de la police dans une société civilisée, mais que les fascistes «sont en train de rendre courage aux honnêtes gens et de nettoyer l'Italie»²⁶⁷. Le quotidien définit le *fascio* comme étant d'une origine et d'un caractère nationaliste²⁶⁸. «Le fascisme italien n'est en effet, pas autre chose qu'une réaction du sentiment national, heurté profondément dans ses aspirations les plus chères, par la stupidité, la bestialité et la nocivité du collectivisme, du communisme et, en général, des insanités greffées sur cette doctrine de dévastation»²⁶⁹. Le journal ne manque pas de faire l'éloge de la nation italienne, heurtée par un «vaseux programme hébraïco-germano-russe, d'expropriation, de spoliation et d'internationalisme»²⁷⁰. Sous cet angle, le journal félicite le civisme des Italiens. Le fascisme serait non seulement une réaction contre les révolutionnaires, mais une mise en garde du peuple contre une prochaine invasion germano-soviétique²⁷¹.

L'Action française ne peut s'empêcher de comparer la situation en Italie avec celle de la France. Selon le journal, si la révolution devait arriver en France, elle serait écrasée encore plus rapidement qu'en Italie par la réaction civique²⁷². Celui-ci considère, en effet, la France comme étant le pays le plus réactionnaire du monde²⁷³. On ne peut manquer de

²⁶⁵ Bidou, «Le Congrès...», *loc. cit.*, p. 1.

²⁶⁶ Jacques Bainville, «L'Italie qui se ressaisit», *L'Action française*, 27 mai 1921, p. 1.

²⁶⁷ *Ibid.*

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ Léon Daudet, «La leçon du Fascisme», *L'Action française*, 14 août 1922, p. 1.

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ Anonyme, «La force réactionnaire en France», *L'Action française*, 13 mai 1922, p. 1.

s'apercevoir que le journal d'extrême droite semble regarder de haut le fascisme italien. Cette attitude ne va pas jusqu'au mépris, mais *L'Action française* semble clairement se considérer supérieure au phénomène italien. Il faut voir là une des principales raisons pour laquelle le fascisme italien y soit moins abordé que dans les autres journaux. Ce n'est pas un manque d'enthousiasme : «la révolution menaçante n'eût rencontré aucun obstacle, si des initiatives particulières ne s'étaient dressées contre elle. On peut en dire du bien et du mal, mais ils ont rendu à la civilisation un immense service en sauvant l'État du bolchevisme»²⁷⁴. Le journal admet que le fascisme l'attire sous ses aspects contre-révolutionnaires et ses réactions énergiques contre le communisme²⁷⁵. Malgré tout, le thème de l'infériorité revient plusieurs fois. Les fascistes «manquent de doctrine et cela les rend inférieurs aux autres troupes de l'ordre en France comme les Camelots du Roi»²⁷⁶.

À la veille de la marche sur Rome, le quotidien exprime de nouvelles réserves. Le fascisme demeure pour lui un «parti» comme les précédents, «vicié d'esprit révolutionnaire»²⁷⁷. Le journal préconise le chemin que le fascisme devrait prendre : «l'Italie a besoin, pour sa renaissance moderne et pour sa prospérité, d'un régime de dictature violente qui ne s'embarrasse pas trop de légalité et de scrupules»²⁷⁸. Toutefois, le fascisme est vu comme étant maçonnique, d'essence anticatholique et anticléricale, ce qui est «infiniment grave»²⁷⁹.

II - La composition du fascisme et ses liens

Il s'agit d'un autre thème abordé par la presse durant la période. La plupart des journaux tentent de cerner quels groupes de la société composent le mouvement fasciste et quels liens il entretient avec les milieux industriels et la bourgeoisie. *L'Humanité*, par exemple, consacre une grande partie de son temps à dénoncer la complicité entre bourgeoisie et fascisme. La question des liens que le fascisme a avec les milieux

²⁷⁴ Intérim, «La politique - les fascistes», *L'Action française*, 21 juillet 1922, p. 1.

²⁷⁵ Avantino, «Le fascisme», *L'Action française*, 28 octobre 1922, p. 2.

²⁷⁶ Intérim, «La politique...», *loc. cit.*, p. 1.

²⁷⁷ Avantino, «Le fascisme», *loc. cit.*, p. 2.

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ *Ibid.*

industriels et bourgeois a été mise de l'avant par les historiens. Roland Sarti fait du début des activités antisocialistes une entreprise commune de l'industrie et du fascisme²⁸⁰. La peur du spectre rouge chez les dirigeants industriels et agraires les aurait poussés à financer le mouvement fasciste²⁸¹. Cette coopération est favorisée par la perte de confiance envers la protection d'un gouvernement libéral qui est resté impassible durant les grèves ouvrières. Il est clair que Mussolini avait besoin de fonds de la part des industriels italiens²⁸². Il a reçu aussi beaucoup de soutien de la part des propriétaires terriens de la vallée du Pô²⁸³.

Le fascisme n'aurait toutefois jamais été complètement subordonné aux intérêts capitalistes. Si Mussolini acceptait leur argent, il projetait aussi au même moment sa liberté d'action²⁸⁴. Le fascisme et les milieux industriels sont proches, mais ils ne sont pas interdépendants²⁸⁵. Mussolini lui-même considère le fascisme comme une «Troisième Voie», qui rejetait à la fois le capitalisme financier et le marxisme matérialiste²⁸⁶. Quant à sa composition, pour le grand historien du fascisme George Mosse, il n'est plus possible de concevoir le fascisme comme un mouvement propre à la bourgeoisie : «il exerça une séduction dans toutes les couches de la société»²⁸⁷. Il s'agit d'un questionnement fondamental pour tenter de concevoir le fascisme, auquel chaque journal offre sa propre réponse.

L'Humanité

Pour ce quotidien, les attaches du fascisme sont évidentes. Les fascistes sont des «bandes armées» au service de la bourgeoisie²⁸⁸. Ils obtiennent une «aide discrète de la part des autorités» pour le pillage et la destruction systématique des bourses de travail, maisons du peuple, rédactions de journaux, toutes les institutions d'éducation et de

²⁸⁰ Sarti, *op. cit.*, p. 20.

²⁸¹ Paul Guichonnet, *Mussolini et le fascisme*. Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 38.

²⁸² Sarti, *op. cit.*, p. 21.

²⁸³ *Ibid.*, p. 22.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 21.

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 32.

²⁸⁶ George L. Mosse, *La révolution fasciste : vers une théorie générale du fascisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 26.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 8.

²⁸⁸ Jacques Mesnil, «La réaction dans le monde», *L'Humanité*, 9 mars 1921, p. 3.

propagande²⁸⁹. «La bourgeoisie capitaliste espère rétablir son pouvoir grâce à un coup de force : elle compte sur les *fascisti* dont elle approuve les violences qu'elle favorise en sous main, pour imposer au peuple un régime de réaction qui arrêterait le mouvement ascendant du prolétariat»²⁹⁰. Pour *L'Humanité*, le prolétariat mondial doit tirer des leçons des moyens utilisés en Italie puisqu'à l'instar de la bourgeoisie italienne, celle «de tous les pays n'hésitera pas, si elle en a la possibilité, à se servir»²⁹¹. Le fascisme est donc une arme qui a été déchaînée par la bourgeoisie, mais qui finit par échapper à son contrôle²⁹².

Il n'y a donc pas d'ambiguïté de la part du journal à propos des liens de la bourgeoisie au fascisme. Le quotidien peine toutefois à expliquer sa popularité en dehors des milieux bourgeois. Selon lui, les ouvriers sont beaucoup moins nombreux parmi les effectifs des fascistes. «En revanche la classe bourgeoise et les parasites dominant complètement»²⁹³. Cette statistique confirme l'opinion du journal : «propriétaires et capitalistes, spécialement les propriétaires terriens qui ont arrêté de la sorte le développement des ligues d'ouvriers agricoles, ont la haute main dans les *fasci*»²⁹⁴. On trouverait aussi beaucoup d'étudiants, fils de bourgeois. Ces deniers seraient très nombreux et très dangereux, n'ayant aucune notion de responsabilité²⁹⁵. «Tirer des coups de revolver dans la rue sur le premier ouvrier venu leur semble la chose la plus naturelle au monde et c'est ainsi qu'ils rivalisent avec la «gloire» de leurs aînés»²⁹⁶. Le fascisme recrute aussi des adhérents chez «les dévoyés et les déclassés de toute espèce»²⁹⁷. Leur nationalisme grandiloquent recouvre ainsi toutes les tendances sociales «diverses et même incompatibles»²⁹⁸. On commence à avoir une idée de la composition du mouvement selon *L'Humanité*. L'influence des fascistes «ne s'exerce dans le peuple que sur les éléments les

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ Jacques Mesnil, «La réaction en Italie», *L'Humanité*, 27 mars 1921, p. 3.

²⁹¹ Jacques Mesnil, «La grève générale en Italie», *L'Humanité*, 2 août 1922, p. 3.

²⁹² Jacques Mesnil, «La bourgeoisie italienne en proie aux fascistes», *L'Humanité*, 19 mars 1921, p. 3.

²⁹³ Mesnil, «Le Congrès des...», *loc. cit.*, p. 3.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ *Ibid.*

plus instables et les moins conscients»²⁹⁹. Les défections des ouvriers vers les ligues fascistes ne sont obtenues que «par la famine et la misère»³⁰⁰; elles sont artificielles. La composition du fascisme est donc un mélange de «gens des bas-fonds sociaux», allié avec des gens des écoles imbus de romantisme belliqueux³⁰¹.

Le Temps

Aucun autre journal n'entre aussi exhaustivement que *L'Humanité* dans les détails de la composition du fascisme et de ses liens à la bourgeoisie. On trouve toutefois quelques mentions relatives au sujet. Pour *Le Temps*, l'appui de la société capitaliste envers le fascisme ne fait pas de doute. «La bourgeoisie italienne, d'abord terrorisée, a compris que son salut était lié au triomphe du fascisme, auquel elle a donné ses fils, auquel elle a prêté son aide matérielle»³⁰². Dans ce même article, le journal admet donc les liens et la composition du fascisme.

Le Figaro

Dans son tirage du 27 juillet 1921, le quotidien réalise une entrevue d'un fasciste. Celui-ci explique la composition du fascisme aux lecteurs du *Figaro*. Selon lui, le pays entier est rangé aux côtés des fascistes³⁰³. On y trouve la bourgeoisie italienne, mais aussi toutes les classes sociales «dans leurs parties saines, sincères et raisonnables»³⁰⁴. Plusieurs organisations ouvrières et syndicats de paysans se seraient même inscrits aux faisceaux; l'auteur cite l'exemple de la Romagne³⁰⁵. Le journal avait déjà associé le fascisme à un regroupement de bourgeois et d'intellectuels,³⁰⁶ mais il semble d'accord que le fascisme transcende les classes sociales. On y compte des gens de tous les partis ayant une horreur des doctrines moscovites³⁰⁷.

²⁹⁹ Mesnil, «La lutte...», *loc. cit.*, p. 3.

³⁰⁰ Jacques Mesnil, «Dans l'enfer italien», *L'Humanité*, 22 août 1922, p. 3.

³⁰¹ Jacques Mesnil, «Les élections italiennes - sous la terreur fasciste», *L'Humanité*, 13 mai 1921, p. 3.

³⁰² Anonyme, «Les revues...», *loc. cit.*, p. 2.

³⁰³ Fernand Rigny, «La situation en Italie - L'œuvre du fascisme», *Le Figaro*, 27 juillet 1921, p. 1.

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ Nolva, «La défaite...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁰⁷ Roujon, «La contre-révolution...», *loc. cit.*, p. 1.

L'Action française

Le quotidien royaliste présente lui aussi rapidement la composition du mouvement fasciste. Celui-ci est composé de nationalistes italiens et de nombreux anciens combattants³⁰⁸. Au niveau de l'adhésion politique de ses membres, *L'Action française* les décrit comme étant un mélange de républicains, monarchistes et d'anticléricaux³⁰⁹. Le journal d'extrême droite voit dans l'action des fascistes la preuve que les masses bourgeoises et paysannes sont capables de résistance et d'énergie, un fait dont *L'Humanité* devrait prendre bonne note³¹⁰.

III - La presse et la violence

Le phénomène de la violence, engendré par la crise sociale que subit la péninsule, est un sujet d'analyse incontournable pour l'ensemble des journaux. Les combats sont endémiques entre fascistes et forces de gauche durant cette période. Chaque journal prend position à ce sujet.

L'Humanité

Le quotidien d'extrême gauche dénonce très tôt la violence qu'il considère provoquée par les fascistes. Le retour de l'ordre vanté par les journaux bourgeois est, selon lui, synonyme du «massacre des prolétaires»³¹¹. Les geôles «se remplissent de socialistes coupables d'avoir résisté aux attaques de bandes des *fascisti*, ces surnationalistes qui deviennent furieux comme les taureaux dès qu'ils voient un drapeau rouge»³¹². Pour le journal, le fascisme a un caractère enfantin et brutal, associé à un langage de bravache³¹³. «Les bandes nationalistes, comprenant des incendiaires, qui connaissent admirablement leur métier, ont détruit tout à loisir»³¹⁴. *L'Humanité* revient souvent sur le fait que c'est la bourgeoisie qui a armé le fascisme : «la violence vient des classes possédantes qui prennent à leur solde les *fascisti*, non pour défendre l'ordre et le droit, mais le privilège et

³⁰⁸ Léon Daudet, «Le recul révolutionnaire - Le fiasco», *L'Action française*, 1 mai 1921, p. 1.

³⁰⁹ Intérim, «La politique...», *loc. cit.*, p. 1.

³¹⁰ Daudet, «Le recul...», *loc. cit.*, p. 1.

³¹¹ Jacques Mesnil, «L'ordre règne en Italie», *L'Humanité*, 1 janvier 1921, p. 3.

³¹² *Ibid.*

³¹³ Jacques Mesnil, «La réaction en Italie - L'alliance des *fascisti* et de la bourgeoisie», *L'Humanité*, 1 février 1921, p. 3.

³¹⁴ *Ibid.*

la réaction»³¹⁵. Le journal fait remonter les mœurs violentes des fascistes avant la guerre; elles proviendraient des jeunes bourgeois des milieux universitaires, mais nullement d'une origine socialiste³¹⁶. Alors que certains journaux vantent l'organisation des fascistes, pour *L'Humanité*, ceux-ci opèrent en amateurs³¹⁷.

Le déroulement des combats dans la péninsule est suivi avec une attention toute particulière par le journal. «Il faudrait remplir quotidiennement au moins une colonne de *L'Humanité* pour énumérer ces crimes»³¹⁸. Il s'agit plus d'une répression organisée que d'une lutte entre deux factions pour le journal. «L'offensive capitaliste bat son plein», une lutte dont le Français aurait du mal à se faire une idée tellement celle-ci a un caractère «âpre et cruel»³¹⁹. L'Italie fait exception par rapport aux autres pays, ce n'est pas le prolétariat qui a attaqué, mais la classe bourgeoise³²⁰. Le journal fait appel à plusieurs termes pour décrire la situation. Il aime décrier ce qu'il nomme «les exploits des fascistes». Il compare aussi le fascisme à une nouvelle terreur blanche, en référence aux événements de Hongrie³²¹. *L'Humanité* ne ménage pas ses mots à l'égard des fascistes : «depuis le temps des Borgia, l'Italie n'a pas vu pareille débauche de crimes»³²². On comprend dans ce contexte que le journal ne peut considérer légitime le résultat des élections dès 1921: «les fascistes se livrent sans entrave à leurs intimidations brutales et à toutes les violences destinées à empêcher socialistes et communistes d'exposer leur programme en public»³²³. Il est donc clair que dans ces conditions, «la consultation du corps électoral ne peut être sincère et elle ne reflétera pas l'opinion de la masse des électeurs»³²⁴. La position du quotidien face aux élections de 1922 demeure similaire. Selon lui, les fascistes considèrent la destruction des bourses du travail et des locaux des

³¹⁵ Jacques Mesnil, «La lutte sociale en Italie», *L'Humanité*, 24 février 1921, p. 3.

³¹⁶ Jacques Mesnil, «Le règne de la violence en Italie», *L'Humanité*, 3 mars 1921, p. 3.

³¹⁷ Anonyme, «Comment opèrent les fascistes», *L'Humanité*, 12 septembre 1922, p. 3.

³¹⁸ Anonyme, «Fascisme et front unique», *L'Humanité*, 14 février 1922, p. 3.

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ Humberto Terracini, «Les origines du fascisme», *L'Humanité*, 26 juillet 1921, p. 3.

³²¹ Anonyme, «Les fascistes italiens et la terreur blanche», *L'Humanité*, 11 mai 1921, p. 3.

³²² Louis, «Le terrorisme...», *loc. cit.*, p. 3.

³²³ Mesnil, «Les élections...», *loc. cit.*, p. 3.

³²⁴ Jacques Mesnil, «Un bloc national dans les élections italiennes», 22 avril 1922, p. 3.

organisations socialistes comme le meilleur moyen de préparer les élections prochaines³²⁵.

La conclusion est claire pour le journal. Les chefs du socialisme italien n'ont pas été à la hauteur face à la violence; c'est leur inaction qui a permis la contre-attaque bourgeoise³²⁶. Les événements d'Italie ont montré au prolétariat qu'il n'y a qu'une seule loi qui domine les moments décisifs de l'histoire, celle de la violence³²⁷.

Le Temps

La position de ce journal face à la violence est particulièrement intéressante. Celui-ci revient fréquemment sur les conflits entre communistes et fascistes, éclipsant presque les socialistes. Les incidents s'accumulent où le blâme est sans cesse mis sur les communistes³²⁸. Ceux-ci sont accusés de préparer tantôt une révolte avec des éléments slovènes³²⁹, tantôt de tirer sur des fascistes n'ayant pas d'intentions hostiles³³⁰. Ces derniers ne sont jamais présentés comme des criminels. Le journal ne souligne nulle part le soutien des forces de l'ordre que dénonce *L'Humanité*³³¹. Au sujet de la discipline des fascistes, la hiérarchie est présentée comme un de leurs fondements et la base de la réorganisation de l'Italie³³². Les milices fascistes sont inspirées des antiques légions romaines pour le journal; leur discipline serait des plus rigoureuses³³³.

La position du quotidien est singulière par son refus de blâmer les fascistes. Celui-ci se porte même à la défense du fascisme en affirmant que les «expéditions de châtiments» organisés par les fascistes étaient ce que leurs adversaires souhaitaient pour les rendre impopulaires³³⁴. *Le Temps* attribue au fascisme le mérite d'avoir réagi énergiquement : «il

³²⁵ Anonyme, «Les fascistes continueront leurs crimes», *L'Humanité*, 12 août 1922, p. 3.

³²⁶ Terracini, «Les origines...», *loc. cit.*, p. 3.

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ Anonyme, «Italie», *Le Temps*, 27 mars 1921, p. 2.

³²⁹ Anonyme, «Italie - La lutte entre fascistes et communistes», *Le Temps*, 12 février 1921, p. 2.

³³⁰ Anonyme, «Italie - Entre communistes et fascistes» *Le Temps*, 7 juillet 1921, p. 2.

³³¹ Anonyme, «Le mouvement fasciste», *Le Temps*, 17 juillet 1921, p. 2.

³³² Anonyme, «La milice fasciste», *Le Temps*, 6 octobre 1922, p. 2.

³³³ *Ibid.*

³³⁴ Jean Carrère, «Les fascistes à Rome», *Le Temps*, 18 novembre 1921, p. 2.

est d'opinion courante, et c'est du reste une vérité, que les fascistes ont arrêté net le mouvement bolcheviste qui sous l'influence de la propagande moscovite, et à la suite des désillusions de la guerre, avait failli devenir dangereuse dans les populations ouvrières et socialistes des provinces industrielles et agricoles de l'Italie septentrionale»³³⁵. Plusieurs occasions confirment l'attitude du quotidien à l'égard du fascisme. Premièrement, lors de la visite du général français Fayolle en Italie, des manifestations antifrançaises ont été organisées par des fascistes. Le journal se voit forcé de prendre acte de l'évènement, mais il refuse au départ de préciser les responsabilités, affirmant qu'il s'agit de manifestants isolés³³⁶. Le quotidien se voit forcé d'admettre quelques jours plus tard qu'il s'agissait bien de fascistes, mais il soutient que ceux-ci ont été égarés par des «agitateurs sans scrupules»³³⁷. Il est étonné que «le nationalisme farouche des fascistes ait précisément saisi l'occasion d'une manifestation de caractère patriotique [...] pour témoigner de telles rancunes et de telles rancœurs contre la France amie et alliée»³³⁸. La même attitude prévaut lors d'un défilé fasciste à Rome; les débordements des fascistes auraient été un piège orchestré par les communistes.³³⁹ *Le Temps* reste donc fidèle à sa perception du fascisme, même lorsqu'il se voit confronté à des manifestations antifrançaises.

Le Figaro

Celui-ci suit attentivement la situation dans la péninsule et fait fréquemment mention des heurts entre les fascistes et la gauche italienne. On ne trouve pas la même attitude complaisante à l'égard du fascisme que celle du journal *Le Temps*. *Le Figaro* est clairement favorable aux fascistes, mais il ne va pas jusqu'à les présenter comme des victimes. Pour le journal, les évènements d'Italie prennent plus l'allure d'une guerre civile où deux factions s'affrontent quotidiennement³⁴⁰. Ces affrontements sont suivis au jour le jour, ce qui témoigne d'un intérêt marqué de la part du journal. Il existe une différence entre les deux protagonistes pour le quotidien. Il admet que les deux factions méconnaissent l'autorité des lois et des pouvoirs publics, mais l'une ne cherche qu'à

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ Anonyme, «La mission militaire française au mont Tomba», *Le Temps*, 24 septembre 1921, p. 2.

³³⁷ Anonyme, «Bulletin du jour - La France et l'Italie», *Le Temps*, 28 septembre 1921, p. 1.

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ Carrère, «Les fascistes à...», *loc. cit.*, p. 2.

³⁴⁰ Fernand Rigny, «La situation en Italie - La guerre civile couve-t-elle?», *Le Figaro*, 25 juillet 1921, p. 1.

démolir, l'autre à maintenir la constitution politique du pays³⁴¹. La différence est claire : les fascistes se sont levés pour sauver le pays du bolchevisme, réunis par le souci de l'ordre public et du patriotisme³⁴².

Le Figaro prend donc acte de la violence dans la péninsule. Celle-ci est commise par les deux factions engagées dans une guerre civile. L'appui aux fascistes n'en est pas diminué. Ils ont opposé la violence à la violence, mais c'est par leur illégalité qu'ils ont rétabli «l'empire de la légalité»³⁴³. Le journal admet que les méthodes employées par les fascistes s'appelleraient en France des «émeutes» et qu'il s'agit d'une façon violente et illégale de défendre la société³⁴⁴. Malgré les moyens hardis qui ont été mis en œuvre, le fascisme a su réduire la révolution et c'est ce qui importe au *Figaro*.

Le quotidien s'attarde, comme les autres, sur l'organisation du fascisme. Il souligne que Mussolini est obéi militairement³⁴⁵. La simplicité d'organisation, l'ordre, seraient des facteurs qui contribuent à la popularité du fascisme³⁴⁶. La discipline qui y règne est fondée sur le respect des hiérarchies³⁴⁷. On ne peut manquer de remarquer l'admiration du journal envers les fascistes, alors que la monarchie italienne ne remplit pas son rôle³⁴⁸.

L'Action française

La position du journal d'extrême droite face à la violence est toute aussi particulière que son attitude au phénomène fasciste en général. Pour lui, ce sont «les violences des communistes [qui] ont déchaîné les repréailles des fascistes»³⁴⁹. Le quotidien reconnaît lui aussi la violence administrée par les fascistes. Ceux-ci ont «opposé aux procédés de terreur, chers aux communistes, des procédés de terreur pire. C'est de bonne guerre»³⁵⁰.

³⁴¹ *Ibid.*

³⁴² *Ibid.*

³⁴³ Nolva, «La défaite du...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁴⁴ Bidou, «La chute du...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ Anonyme, «La manifestation de Naples», 24 octobre 1922, p. 3.

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ Bidou, «Le Congrès...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁴⁹ Daudet, «Le recul...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁵⁰ *Ibid.*

La réaction du journal face aux méthodes des fascistes est ambivalente. Il se réjouit des résultats : «les fascistes italiens sont en train de montrer au monde comment on empêche les primaires, ivres ou altérés, de la Révolution juive, de détruire un grand pays. C'est une leçon de choses que les bourgeois, les paysans et aussi les ouvriers patriotes de chez nous ne sauraient trop méditer»³⁵¹. Le quotidien ne conteste pas le fait que les méthodes employées aient été brutales, mais un tel conflit ne se règle pas par la douceur, selon lui³⁵². Il trouve toutefois qu'il y a des reproches à faire aux fascistes : «dans l'ivresse de la victoire, ils ont abusé. Ils ont porté leurs coups à tort et à travers, comme si l'habitude prise de se battre les faisait se battre pour rien»³⁵³.

L'Action française ne peut s'empêcher de faire une nouvelle comparaison. Contrairement aux fascistes, le quotidien exprime que la violence des siens est «au service de la raison», réclamée par l'intérêt ou l'honneur national³⁵⁴. Les camelots du Roi éliminent de leurs rangs les éléments qui aiment la violence pour elle-même³⁵⁵. C'est la discipline de l'intelligence qui connaît le but et choisit les moyens selon les circonstances³⁵⁶. Le journal se permet aussi des critiques supplémentaires à l'égard des fascistes: «ayant lutté et continuant de lutter contre le désordre, ils semblent désemparés devant le problème de l'ordre. Bons tirailleurs, ils ne sont pas des constructeurs»³⁵⁷. La position de *L'Action française* est donc mitigée, elle admet qu'il faut féliciter le fascisme d'avoir sauvé l'Italie de la révolution, mais elle reconnaît aussi qu'il y a eu des excès de sa part³⁵⁸.

* * *

Le bilan de la perception des journaux français durant cette première période est lourd de signification. Nous avons vu que la presse française s'est principalement attachée à comprendre le fascisme italien. Tous les journaux, sans exception, ont tenté de le définir pour leurs lecteurs. Ils ont ensuite analysé sa composition et ses liens avec la bourgeoisie

³⁵¹ Léon Daudet, «Du Bolchevisme à la famine et au choléra», *L'Action française*, 20 août 1921, p. 1.

³⁵² Intérim, «La politique...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ *Ibid.*

³⁵⁶ *Ibid.*

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Intérim, «La politique - Les fascistes», *L'Action française*, 24 juillet 1922, p. 1.

italienne. Finalement, les journaux se sont longuement penchés sur la question de la violence, sujet d'analyse incontournable.

Il en ressort des résultats qui nous donnent une idée assez précise de l'opinion en France. Tous les journaux y ont vu, dès le départ, un mouvement réactionnaire. À gauche, cette définition est incontestablement péjorative. Le fascisme italien est une force mercenaire au service de la bourgeoisie et du grand capital. La violence de la répression y est fréquemment décriée. La droite, quant à elle, s'entend pour définir le fascisme. Elle fait preuve d'une hostilité sélective dans le conflit social que connaît la péninsule. Celle-ci s'explique parce qu'elle tient véritablement à l'amitié franco-italienne. «Les conservateurs de toutes nuances prêchaient avec ardeur pour le rapprochement des deux pays»³⁵⁹. La droite reconnaît, de façon unanime, que celui-ci ne pourrait se faire avec un régime communiste. Elle est donc particulièrement intéressée par l'action des fascistes italiens. Toutefois, les opinions divergent au sujet de la violence. *Le Temps*, bien qu'étant du centre, n'est pas particulièrement critique de l'action du fascisme. *Le Figaro*, aborde le phénomène de la violence beaucoup plus ouvertement. Il en prend acte, au lieu d'en faire abstraction. Il reconnaît aussi qu'il y a eu quelques excès de la part des fascistes, mais il prend la peine de les justifier. L'extrême droite admet, elle aussi, l'utilité du travail accompli par les fascistes. Elle confesse, toutefois, que ceux-ci commettent des excès de violence.

On peut souligner une évolution distincte durant ces années dans l'attitude de chaque journal. *L'Humanité* maintient, évidemment, son objection complète au fascisme. Elle a mené une analyse exhaustive du fascisme pour tenter de comprendre l'échec du mouvement ouvrier italien. Le journal blâme surtout les socialistes pour leurs méthodes, alors que les communistes eux, «ne perdent jamais de vue les conditions d'ensemble de la masse prolétarienne et le plan général d'action»³⁶⁰. *Le Temps* maintient son appui, il commence toutefois à être inquiet à la veille de la marche sur Rome. *Le Figaro* a lui aussi une attitude favorable au fascisme italien. Il conserve cette attitude jusqu'en 1922. Le

³⁵⁹ Schor, *op. cit.*, p. 380.

³⁶⁰ Jacques Mesnil, «Les fascistes contre les organisations ouvrières», 19 août 1922, p. 3.

fascisme veut exercer le pouvoir «pour le plus grand bien de la nation»³⁶¹. On doit donc lui en laisser la chance³⁶². Finalement, *l'Action française* appuie l'action réactionnaire du fascisme avec quelques réserves. Elle s'avère toutefois inquiète à la veille de la prise du pouvoir. Elle souligne le danger de la situation et désapprouve certaines tendances du mouvement.

³⁶¹ Anonyme, «La crise italienne», *Le Figaro*, 28 octobre 1922, p. 1.

³⁶² Anonyme, «La crise italienne», *Le Figaro*, 28 octobre 1922, p. 1.

Chapitre 3. Analyse des journaux, 1922 à 1926

La marche sur Rome, modifie profondément la perception de la presse française à l'égard du fascisme italien. Elle fait maintenant face à un gouvernement au pouvoir. Le nouveau chef de celui-ci, Mussolini, prend une importance nouvelle pour la presse à cause de la fonction qu'il exerce. Le cadre de cette prise du pouvoir est un objet d'étude repris amplement par la presse française. La période qui suit, de 1922 à 1926, est rythmée par de nombreux événements. Ceux-ci sont suivis avec attention par la France, qui a un intérêt renouvelé pour les affaires d'Italie depuis la marche sur Rome.

Ce chapitre est divisé en trois sections. Il s'agira d'analyser, en premier lieu, la prise de position de chaque journal face aux résultats de la prise du pouvoir. Elle est amplement commentée par la presse française et offre la première opportunité aux journaux de se positionner par rapport au nouveau régime et à sa légitimité. On pourra ensuite analyser la manière dont la presse a perçu l'action du fascisme en ce qui a trait à la politique intérieure italienne. Suivant la même idée directrice, nous pourrions poursuivre en analysant l'opinion des journaux face à la politique extérieure du fascisme. Cette division nous permettra de cerner la perception des journaux français vis-à-vis de l'installation au pouvoir du fascisme en Italie. On pourra ainsi dresser un portrait complet de la manière dont la presse a vu, jugé et compris le fascisme durant ces années-clés.

I - La presse et la marche sur Rome

La marche sur Rome, le 27 octobre 1922, constitue une prise du pouvoir semi-constitutionnel, une construction hybride de pratique autoritaire greffée sur le vieux système libéral³⁶³. Les journaux français doivent rapidement prendre position face à cet événement d'envergure. Rien ne les y préparait : «en France, où l'on s'attendait à une combinaison ministérielle de type classique, dans laquelle quelques portefeuilles seraient revenus aux fascistes, le triomphe de Mussolini a frappé l'opinion de stupeur»³⁶⁴. Cette

³⁶³ Alexander De Grand, *Italian fascism, Its Origins & Development*, Lincoln, London, University of Nebraska Press, 1989, p. 41.

³⁶⁴ Milza., *Le fascisme italien et la presse...*, *op. cit.*, p. 79.

première réaction est importante, car elle révèle la mentalité des journaux face à la disparition de la démocratie et au nouveau régime. Il plane un climat d'incertitude et un caractère possiblement temporaire à l'instauration de ce nouveau gouvernement. L'attitude des journaux en témoigne.

L'Humanité

Le journal d'extrême gauche prend rapidement position face à la prise du pouvoir de Mussolini. Celui-ci ouvrirait une période de «froide réaction»³⁶⁵ en Italie. La marche sur Rome est vue et considérée comme une manifestation typique de la réaction bourgeoise à travers le monde³⁶⁶. Le pronostic du journal envers le nouveau régime n'est pas optimiste : «il est évident qu'un gouvernement fasciste précipitera le pays à la ruine, entretiendra la guerre civile à l'intérieur et multipliera les conflits avec l'étranger»³⁶⁷. La position du journal sur ce sujet est claire, l'accession au pouvoir du fascisme sera sa fin³⁶⁸. «Le coup d'État fasciste n'est qu'une des convulsions d'un régime agonisant»³⁶⁹. La fragilité du mouvement est mise en évidence, ses membres actifs seraient peu nombreux : «si l'argent venait à manquer ou s'il y avait un trop grand risque à courir, le gros des troupes s'évanouirait rapidement»³⁷⁰. Le retour à l'ordre que clame la presse bourgeoise est un leurre pour *L'Humanité*. La prise du pouvoir par les fascistes ne ramènera pas l'équilibre intérieur³⁷¹. En fait, elle trouve ironique que d'autres journaux acclament la violente conquête du pouvoir des fascistes, puisqu'ils dénoncent fréquemment la violence du prolétariat³⁷². «Au fond, tous nos «amis de l'ordre», ont une sympathie secrète pour les fascistes qui ont si bien défendu la bourgeoisie italienne contre le bolchevisme»³⁷³. Pour *L'Humanité*, la presse française se montre ignorante de tout ce qui se passe à l'étranger et ne comprend rien au «coup d'État» fasciste³⁷⁴.

³⁶⁵ Anonyme, «L'insurrection fasciste en Italie», *L'Humanité*, 29 octobre 1922, p. 3.

³⁶⁶ Paul Louis, «La réaction bourgeoise en Europe», *L'Humanité*, 30 octobre 1922, p. 3.

³⁶⁷ Jacques Mesnil, «Les fascistes au seuil du pouvoir», *L'Humanité*, 30 octobre 1922, p. 3.

³⁶⁸ Jacques Mesnil, «La bourgeoisie à l'abri du fascisme», *L'Humanité*, 31 octobre 1922, p. 3.

³⁶⁹ Paul Louis, «La comédie des chemises noires», *L'Humanité*, 3 novembre 1922, p. 3.

³⁷⁰ Mesnil, «Les fascistes...», p. 3.

³⁷¹ *Ibid.*

³⁷² Paul Louis, «La dictature fasciste», *L'Humanité*, 31 octobre 1922, p. 1.

³⁷³ Mesnil, «La bourgeoisie...», *loc. cit.*, p. 3.

³⁷⁴ *Ibid.*

Le quotidien définit bientôt le nouveau régime auquel il a affaire, celui de la «dictature fasciste». Elle est avant tout bourgeoise, puisque les grands industriels et les grands agrariens sont derrière elle et l'envisagent comme recours³⁷⁵. C'est aussi une dictature militaire, elle nécessite le soutien de l'armée de terre et de mer pour une répression organisée³⁷⁶. Finalement, c'est une dictature pénétrée d'esprit nationaliste, de chauvinisme et d'impérialisme³⁷⁷. «Les fascistes se sont préparés de longue date à soulever des difficultés avec la France, à propos de la Tunisie»³⁷⁸. Quelques jours après la prise du pouvoir, le journal résume ainsi la politique du nouveau gouvernement : «un ministère de réaction à l'intérieur et d'aventure à l'extérieur»³⁷⁹. Le quotidien souligne que ce type de régime ne peut manquer d'entraîner de nouvelles formes de luttes de la part du prolétariat³⁸⁰.

Le Temps

C'est avec prudence que *Le Temps* analyse la prise du pouvoir par les fascistes. Toutes les marques de cordialité déployées jusqu'alors font placent à un certain scepticisme. Le quotidien aurait préféré la continuité de l'État libéral : «ce n'est pas la marche bénigne qu'on espérait»³⁸¹. Le traditionalisme français est hostile à la toute puissance d'un parti et à la dévotion à l'État³⁸². La tradition française est plutôt attachée à la décentralisation³⁸³. Pour la majorité de l'opinion publique, la République est un modèle, pas encore parfait mais qui représente le degré extrême d'avancement du progrès dans l'ordre politique³⁸⁴. En s'interrogeant sur la situation, le journal se demande comment celle-ci a pu aboutir à un soulèvement armé. Il ne peut comprendre pourquoi les fascistes se sont lancés à

³⁷⁵ Louis, «La dictature...», *loc. cit.*, p. 1.

³⁷⁶ *Ibid.*

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ Jacques Mesnil, «M. Mussolini au pouvoir», *L'Humanité*, 1 novembre 1922, p.3 .

³⁸⁰ *Ibid.*

³⁸¹ Anonyme, «Bulletin du jour - Les tendances du fascisme», *Le Temps*, 29 octobre 1922, p. 1.

³⁸² Loïc Philip, *Histoire de la pensée politique en France, de 1789 à nos jours*, Economica, Paris, 1998, p. 89.

³⁸³ *Ibid.*

³⁸⁴ Bernstein, Becker, *op. cit.*, p. 113.

l'assaut du pouvoir alors qu'une solution diplomatique était possible³⁸⁵. Sa sympathie pour le fascisme et la disparition de la démocratie le mettent dans une position ambiguë. Il ne manque pas de rappeler que «les Français n'aiment point les coups d'État»³⁸⁶. Sa position est on ne peut plus claire sur le sujet : «notre premier mouvement n'est certes pas d'applaudir. Chez nous, les séditieux seraient vites au mur»³⁸⁷. La prise du pouvoir par les fascistes a été incontestablement un renversement subit et violent de la légalité pour le journal³⁸⁸. Celui-ci va jusqu'à le comparer à une émeute «telle qu'encore on n'avait jamais vu la pareille, ce coup d'État accompli nous inspire à tous un doute troublant sur la solidité des cadres où les peuples croient avoir fixé à jamais leur vie publique»³⁸⁹. Malgré tout, voilà que le quotidien exprime qu'en tant qu'amis de l'Italie, «nous devons chercher à comprendre sympathiquement»³⁹⁰.

C'est ce que le journal va tenter de faire. «La brusque et triomphale ascension du fascisme au pouvoir est une riche matière à réflexions»³⁹¹. Cette ascension est dès lors l'occasion pour *Le Temps* de revoir le programme fasciste à la lumière de son importance nouvelle. Il observe qu'il s'agit principalement d'une volonté de resserrer l'unité nationale³⁹². Le journal reconnaît l'usage de la force pour y parvenir, mais il s'agit d'une force disciplinée³⁹³. Il considère d'ailleurs que le fascisme est soutenu par l'opinion publique dans son action pour la restauration de l'ordre social et de l'économie nationale³⁹⁴. La précipitation des événements serait due à la confusion parlementaire «qui n'a donné que des résultats stériles»³⁹⁵. S'il désapprouve le concept du coup d'État, le quotidien ne s'est jamais caché de partager des intérêts communs avec le fascisme. Les premières actions du cabinet Mussolini sont bien vues. Elles visent, selon lui, la simplification de l'État. En s'appuyant sur l'esprit de discipline de ses partisans, il s'attend

³⁸⁵ Anonyme, «Bulletin du jour - En Italie : causes et effets», *Le Temps*, 30 octobre 1922, p. 1.

³⁸⁶ *Ibid.*

³⁸⁷ *Ibid.*

³⁸⁸ L. L., «Opinions de province», *Le Temps*, 7 novembre 1922, p. 1.

³⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁰ Anonyme, «Bulletin du jour - En Italie... », *loc. cit.*, p. 1.

³⁹¹ L. L., *loc. cit.*, p. 1.

³⁹² Anonyme, «Bulletin du jour - Les tendances... », p. 1.

³⁹³ *Ibid.*

³⁹⁴ Anonyme, «La crise en Italie», *Le Temps*, 31 octobre 1922, p. 1.

³⁹⁵ *Ibid.*

à des mesures pour que les services publics fonctionnent régulièrement sans être soumis aux caprices des syndicats et des organisations ouvrières³⁹⁶. On y voit d'un bon œil la volonté de rendre illégales les grèves dans les services publics et de combattre la spéculation sur le change³⁹⁷. Le programme du fascisme est de «faire rentrer l'Italie dans sa voie historique et de restaurer l'autorité partout défailante»³⁹⁸.

Le Temps souligne toutefois que le fascisme est une «réaction violente»³⁹⁹. Il pointe certains excès dans le cadre de la marche sur Rome⁴⁰⁰. C'est un des nouveaux problèmes auquel fait face le fascisme pour le journal. Maintenant que celui-ci n'a plus d'adversaires, «il faudra donc que les fascistes s'arrêtent en plein élan»⁴⁰¹. Il y a une période d'adaptation, «les deux années qui suivirent la marche sur Rome furent la période la plus difficile pour le parti fasciste, devenu parti de gouvernement»⁴⁰². Il s'agit de transférer leur énergie du combat vers la construction⁴⁰³. C'est un point important pour le quotidien, qui rappelle le danger de sortir de la légalité⁴⁰⁴. Il trouve toutefois qu'il serait vain de juger les fascistes d'après les principes d'une morale abstraite. La France n'a pas connu l'agitation socialiste de la péninsule⁴⁰⁵. Le journal souligne, malgré tout et avec optimisme, que Mussolini s'oppose aux excès de certains fascistes pour faire respecter les libertés constitutionnelles et la légalité⁴⁰⁶. La réaction du journal est donc particulièrement ambiguë. Elle est critique à plusieurs niveaux, mais cherche à excuser les excès fascistes en même temps. Il n'y a pas, non plus, de position fixe au sujet du futur du fascisme dans la péninsule : «le champ des hypothèses est ouvert»⁴⁰⁷.

Le Figaro

³⁹⁶ *Ibid.*

³⁹⁷ *Ibid.*

³⁹⁸ Joseph Galtier, «Autour du *fascio*», *Le Temps*, 1 novembre 1922, p. 3.

³⁹⁹ *Ibid.*

⁴⁰⁰ *Ibid.*

⁴⁰¹ Anonyme, «Bulletin du jour - Le cabinet Mussolini», *Le Temps*, 1 novembre 1922, p. 1.

⁴⁰² Emilio Gentile, *La Voie italienne au totalitarisme*, Monaco, Editions Rocher, 2004, p. 170.

⁴⁰³ Anonyme, «Bulletin du jour - Le cabinet...», *loc. cit.*, p. 1.

⁴⁰⁴ L. L., *loc. cit.*, p. 1.

⁴⁰⁵ Ludovic Naudeau, «Le fascisme, phénomène italien», *Le Temps*, 7 décembre 1922, p. 2.

⁴⁰⁶ Anonyme, «La crise en Italie - La décision du roi», *Le Temps*, 4 novembre 1922, p. 2.

⁴⁰⁷ L. L., *loc. cit.*, p. 1.

Le quotidien de droite est beaucoup moins enclin à défendre le parlementarisme italien. Les fascistes s'apprêtent à «prendre à la gorge la misérable classe politique qui gouverne»⁴⁰⁸. La victoire du fascisme est vite acclamée. Pour le journal, c'est le triomphe d'un esprit plus que d'un parti politique⁴⁰⁹. Celui d'une organisation de revendication nationale pour la coopération des classes⁴¹⁰. Aucun incident grave entourant la marche sur Rome n'est à signaler pour le journal: «partout les fascistes opèrent avec discipline et avec le souci d'éviter tout conflit violent avec la force armée»⁴¹¹. La marche sur Rome devient un évènement encensé et acclamé. Elle marque le début d'une nouvelle ère : «c'est comme si l'Italie sortait d'un cauchemar, d'un cauchemar de faiblesse, de maladie, de misère!»⁴¹².

Le Figaro ne se fait pas d'illusion sur la nature du régime que Mussolini veut instaurer. Il sait qu'il faut s'attendre à une dictature maintenant que celui-ci détient le pouvoir⁴¹³. Cette situation ne choque pas le journal : «nous ne pouvons que nous réjouir de l'énergie fraîche que le nouveau parti donne à la nation italienne, tant que ce nationalisme reste contenu dans ses bornes légitimes»⁴¹⁴. Pour le quotidien, si le fascisme italien n'est pas encore très bien compris par les Français, c'est qu'il «échappe à notre entendement, à notre traditionalisme»⁴¹⁵. Il tient aussi à souligner que le fascisme est un phénomène strictement italien. Il n'y a «pas de fascisme possible en France»⁴¹⁶.

La victoire du fascisme est complète pour le journal, à tel point que «trouver un Italien qui ne soit pas fasciste commence à être une difficulté sérieuse»⁴¹⁷. La Chambre ne représente plus les sentiments et les aspirations du pays, la popularité dont jouit Mussolini en serait la preuve⁴¹⁸. Dès le 29 octobre, le quotidien estime que s'il y avait des

⁴⁰⁸ Henry Bidou, «La crise italienne», *Le Figaro*, 29 octobre 1922, p. 1.

⁴⁰⁹ *Ibid.*

⁴¹⁰ *Ibid.*

⁴¹¹ *Ibid.*

⁴¹² Fernand Rigny, «Le cabinet fasciste», *Le Figaro*, 9 novembre 1922, p. 1.

⁴¹³ Henry Bidou, «Le ministère Mussolini», *Le Figaro*, 1 novembre 1922, p. 1.

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ Anonyme, «Le fascisme et la France», *Le Figaro*, 31 octobre 1922, p. 1.

⁴¹⁶ *Ibid.*

⁴¹⁷ Fernand Rigny, «Au lendemain de la victoire fasciste», *Le Figaro*, 6 novembre 1922, p. 2.

⁴¹⁸ *Ibid.*

élections le fascisme remporterait de nombreux sièges supplémentaires⁴¹⁹. Contrairement au journal *Le Temps*, *Le Figaro* n'attend pas la suite des événements avant de se prononcer sur la prise du pouvoir par les fascistes. Celui-ci est reçu comme une victoire et un triomphe bénéfique à l'Italie.

L'Action française

Le quotidien d'extrême droite est particulièrement intéressé à la situation italienne. Il ne parvient pas à déterminer au départ les intentions de Mussolini. Il se demande notamment si celui-ci veut guérir ou remplacer les institutions⁴²⁰. Il est intéressé au genre de contrôle qu'il exercerait. Le rôle de Mussolini lui rappelle celui du «dictateur occulte ou du protecteur»⁴²¹. Une chose est toutefois certaine pour le journal, les institutions constitutionnelles ont été synonymes pendant des mois de «désordre, d'anarchie et d'abdication de l'autorité publique»⁴²². Pour lui, c'est un conflit entre légalité de confusion et de faiblesse contre une illégalité sortie du besoin d'ordre, entre idées anciennes et nouvelles⁴²³. Tout comme *Le Temps*, *L'Action française* s'abstient d'émettre un pronostic à ce stade, car il ignore les intentions de Mussolini et le type de gouvernement auquel il songe⁴²⁴. Il souligne toutefois que la marche sur Rome s'est effectuée avec ordre et discipline, avec méthode et sûreté⁴²⁵. Les fascistes ont opéré sans violence, parant les coups sans en donner⁴²⁶.

Le quotidien en profite toutefois pour défendre un principe qui lui est cher, son antidémocratisme. Pour *L'Action française*, les régimes démocratiques issues de la révolution française sont décadents⁴²⁷. Elle prône, en France, le rétablissement de «l'harmonie» du royalisme⁴²⁸. En Italie, le journal juge que la victoire du fascisme est née

⁴¹⁹ Bidou., «La crise... », *loc. cit.*, p. 1.

⁴²⁰ Jacques Bainville, «Le cas de l'Italie», *L'Action française*, 29 octobre 1922, p. 1.

⁴²¹ *Ibid.*

⁴²² *Ibid.*

⁴²³ *Ibid.*

⁴²⁴ Jacques Bainville, «Un coup d'État et une crise de l'État», *L'Action française*, 30 octobre 1922, p. 1.

⁴²⁵ Anonyme, «La crise Italienne - Benito Mussolini va-t-il prendre le pouvoir?», *L'Action française*, 30 octobre 1922, p. 1-2.

⁴²⁶ *Ibid.*

⁴²⁷ Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, ed. Seuil, Paris, 1993, p. 131.

⁴²⁸ *Ibid.*

de la faillite de la démocratie parlementaire⁴²⁹. Celle-ci lui semble «au bout de ses hommes, au bout de ses formules, au bout de ses forces, en Italie et ailleurs»⁴³⁰. Les succès fascistes sont donc principalement des succès antidémocratiques et antiparlementaires⁴³¹. Le journal sait que ses lecteurs ne s'en étonneront pas et les compare à ceux du *Temps* : «accoutumés à avaler des tartines rituelles sur l'assiette définitive de la démocratie en Europe»⁴³². Il peut donc tirer des leçons générales de la marche sur Rome. Les expériences de l'Italie y sont décrites comme étant pleines d'enseignements⁴³³. La montée du fascisme, par exemple, lui semble être aussi celle de la droite dans bon nombre de pays, comme le démontrent en France les camelots du roi⁴³⁴. C'est aussi pour lui une preuve supplémentaire que «l'État moderne, avec ses attributions excessives et ses ressources tarries, est malade presque partout en Europe»⁴³⁵.

En tant que quotidien monarchiste, c'est avec satisfaction qu'il considère le gouvernement Mussolini comme régulier puisqu'il existe et est reconnu par le roi⁴³⁶. Le journal n'a une tolérance pour la dictature que lorsque celle-ci est bien encadrée. L'épopée du fascisme fait reconnaître «qu'une dictature ne saurait, dans les temps actuels, être bienfaisante que comme renforcement de la monarchie, ou passage à la monarchie»⁴³⁷. Il faut un redressement qui s'inscrit dans la continuité et l'hérédité⁴³⁸. «La dictature sans la monarchie [...] est débile et transitoire, un palliatif héroïque, non un curatif pour cinq cents ou mille ans, ou d'avantage. Le modèle de la dictature héréditaire, et continuée - donc tempérée - nous est offert par les Rois de France»⁴³⁹. Le journal est particulièrement clair à ce sujet et croit trouver dans l'exemple italien la justification de ces propres

⁴²⁹ Bainville, «Un coup... », *loc. cit.*, p. 1.

⁴³⁰ *Ibid.*

⁴³¹ Léon Daudet, «Autour de la victoire du *Fascio*», *L'Action française*, 31 octobre 1922, p. 1.

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ Jacques Bainville, «Mussolini dictateur», *L'Action française*, 31 octobre 1922, p. 1.

⁴³⁴ Daudet, «Autour...», *loc. cit.*, p. 1.

⁴³⁵ Bainville, «Mussolini... », *loc. cit.*, p. 1.

⁴³⁶ *Ibid.*

⁴³⁷ Daudet, «Autour...», *loc. cit.*, p. 1.

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ Léon Daudet, «La dictature à Rome... Autrefois», *L'Action française*, 5 novembre 1922, p. 1.

principes. Il espère en France à une restauration monarchique, conclusion logique à son nationalisme⁴⁴⁰.

II - La presse et la politique intérieure du fascisme

La marche sur Rome ouvre une phase de «dictature légale» qui concrétise l'alliance du fascisme avec les grands intérêts⁴⁴¹. Mussolini reste tributaire des pouvoirs légaux au départ. Il doit respecter les institutions, lesquelles exigent un vote de confiance du Parlement⁴⁴². Cette situation pouvait laisser penser, en Italie et en France, qu'on obtiendrait une normalisation de la vie civique de la part de Mussolini⁴⁴³. Celui-ci use, en effet, de la promesse de normalisation et de menaces, comme de la carotte et du bâton⁴⁴⁴. Il devient de plus en plus clair avec le temps, que le gouvernement fasciste est là pour rester. Cette situation laisse certains journaux perplexes, alors que d'autres acclament le changement de régime.

La politique intérieure du gouvernement fasciste durant ces années est marquée par de nombreux évènements qui sont tous rapportés par les journaux français. Certaines améliorations se font sentir après la prise du pouvoir, dans l'ordre public et dans certains secteurs économiques⁴⁴⁵. Les divisions internes au fascisme intéressent aussi la presse. Elles sont évidentes, dans les divergences d'idées, les ambitions de pouvoir, les rivalités politiques, les conflits d'intérêts et les jalousies régionales⁴⁴⁶. Une frange du parti fait preuve d'intransigeance et demeure hostile à tout virage constitutionnel ou parlementaire⁴⁴⁷. La nouvelle loi électorale proposée par Mussolini attire elle aussi l'attention. Elle marque un tournant important car elle assure la majorité à la Chambre. Les élections elles-mêmes, où se produisent des violences, attirent l'attention : «les

⁴⁴⁰ Winock, *Histoire de l'extrême...op. cit.*, p. 154.

⁴⁴¹ Pierre Milza, *Le fascisme italien, 1919-1945*. Paris, Seuil, 1980, p. 124.

⁴⁴² Pierre Milza, *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 1970, p. 127.

⁴⁴³ Milza, *Le fascisme...*, *op. cit.*, p. 124.

⁴⁴⁴ Milza, *L'Italie fasciste...*, *op. cit.*, p. 128.

⁴⁴⁵ Renzo De Felice, *Brève histoire du fascisme*, Paris, Louis Audibert, 2002, p. 39.

⁴⁴⁶ Gentile, *La Voie italienne... op. cit.*, p. 170.

⁴⁴⁷ De Felice, *op. cit.*, p. 39.

candidats de l'opposition sont menacés, bâtonnés, parfois assassinés»⁴⁴⁸. Les journaux sont saccagés et les bulletins de vote disparaissent⁴⁴⁹. Le meurtre du député socialiste Matteotti vient à son tour bouleverser la politique intérieure en Italie. Il marque aussi le début d'une opposition parlementaire au régime fasciste sur le mont Aventin. Ce n'est qu'après la tourmente de 1924 que Mussolini entame la suppression de ce qui reste de l'État libéral⁴⁵⁰. À partir de la fin de 1925, l'opposition sur l'Aventin est en pleine déroute⁴⁵¹. Les lois fascistissimes marquent l'établissement définitif de la dictature. La loi du 24 décembre 1925 confère la position de *Duce* à Mussolini, détenteur de la totalité de l'autorité exécutive⁴⁵². La loi du 31 janvier 1926 reconnaît au gouvernement le pouvoir de faire des lois sans référer au Parlement et complète ainsi la dernière loi⁴⁵³. La lecture des journaux dévoile que la politique intérieure italienne intéresse particulièrement la presse française.

L'Humanité

Pour le journal communiste, l'arrivée au pouvoir du fascisme n'est pas du tout synonyme de paix sociale. Il ne constate aucune amélioration dans la péninsule depuis la marche sur Rome. Au contraire, pour *L'Humanité*, le fascisme poursuit ses exploits depuis qu'il est au pouvoir. Ce n'est pas le calme décrit dans les autres journaux; c'est la «suppression complète de toute sécurité en Italie»⁴⁵⁴. Les institutions socialistes et communistes sont hors la loi et tout est permis contre elles⁴⁵⁵. Le quotidien ne croit pas au retour à l'ordre proclamé par Mussolini⁴⁵⁶. Il s'agit d'un thème repris durant la majorité de la période. Les milices fascistes ne peuvent que systématiser la violence selon lui. «Mussolini mentait quand il promettait le rétablissement de l'ordre normal en Italie»⁴⁵⁷. Cette situation créerait un sentiment d'insécurité générale dans la population, entretenant

⁴⁴⁸ Milza, *Le fascisme...*, *op. cit.*, p. 133.

⁴⁴⁹ *Ibid.*

⁴⁵⁰ Milza, *Le fascisme...*, *op. cit.*, p. 137.

⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 140.

⁴⁵² *Ibid.*, p. 141.

⁴⁵³ *Ibid.*

⁴⁵⁴ Jacques Mesnil, «Le fascisme poursuit ses exploits», *L'Humanité*, 7 novembre 1922, p. 3.

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ Anonyme, «Le fascisme au pouvoir», *L'Humanité*, 9 novembre 1922, p. 3.

⁴⁵⁷ Jacques Mesnil, «La dictature fasciste s'accroît», *L'Humanité*, 22 décembre 1922, p. 3.

un malaise constant contre le gouvernement de Mussolini⁴⁵⁸. Cette violence, *L'Humanité* en fait souvent le bilan⁴⁵⁹. «Le fascisme apparaît chaque jour d'avantage comme une terreur blanche de l'espèce la plus répugnante qu'on ait jamais vue»⁴⁶⁰. Les méthodes de répressions sont diverses, les fascistes «s'amuse à saccager les coopératives, à bâtonner qui leur déplaît, à jeter des bombes au milieu de paisibles assemblées, à semer la terreur parmi toute la population»⁴⁶¹.

La répression inclut aussi l'arrestation de nombreux socialistes et communistes italiens. Elle a un triple but :

livrer les travailleurs, sans aucune défense, aux exploiters qu'un ensemble de mesures prises par Mussolini tend à favoriser ; étouffer les manifestations de mécontentement qui se manifestent dans presque toutes les classes de la population. Se servir du manifeste de l'Internationale pour prétendre que le gouvernement russe s'ingère dans les affaires intérieures de l'Italie⁴⁶².

C'est l'antithèse complète d'un retour à l'ordre. Le journal considère même que Mussolini a glissé vers la droite depuis la marche sur Rome. C'est significatif, puisque le journal dénonçait déjà avec assiduité les violences fascistes. Pour lui, depuis que Mussolini est au pouvoir «il a abandonné toute retenue et s'appuie désormais exclusivement sur les éléments nettement réactionnaires»⁴⁶³. *L'Humanité* en profite pour dénoncer le vide d'information dans les journaux bourgeois :

c'est en vain que vous cherchiez trace de ces événements considérables dans notre presse dite d'information : ses fils spéciaux ne lui transmettent rien. Le correspondant du *Temps* parle de la célébration de centenaires qui échoient dans quatre ou cinq ans, comme s'il ne se passait rien actuellement d'important en Italie⁴⁶⁴.

Pour le journal, c'est la preuve d'une solidarité entre les «chenapans» d'ici et ceux de là-bas⁴⁶⁵. Cette critique continue durant toute la période dans le journal d'extrême gauche.

⁴⁵⁸ *Ibid.*

⁴⁵⁹ Jacques Mesnil, «Le banditisme fasciste», *L'Humanité*, 23 décembre 1922, p.3 .

⁴⁶⁰ A. R., «En Italie - La barbarie fasciste», *L'Humanité*, 8 janvier 1923, p. 3.

⁴⁶¹ *Ibid.*

⁴⁶² Jacques Mesnil, «Sous la dictature fasciste», *L'Humanité*, 10 février 1923, p. 3.

⁴⁶³ Jacques Mesnil, «Mussolini agent de la réaction», *L'Humanité*, 12 mars 1923, p. 3.

⁴⁶⁴ Jacques Mesnil, «En Italie - Le scandale des profiteurs de guerre», *L'Humanité*, 26 mars 1923, p. 3.

⁴⁶⁵ *Ibid.*

Vers la fin de 1925, celui-ci souligne que la répression est toujours féroce en Italie⁴⁶⁶. Elle accuse même une nouvelle vague de violence déferlant sur la péninsule⁴⁶⁷. Il serait donc incongru de parler d'ordre de l'autre côté des Alpes pour le quotidien.

Il est clair, pour *L'Humanité*, que Mussolini veut faire croire que l'ordre règne en Italie. Pour le journal, ce n'est qu'une illusion, prouvée par le fait que la liberté de la presse est limitée⁴⁶⁸. L'attaque envers la presse est une des marques du fascisme pour le quotidien communiste. «Il était évident pour tous ceux qui ont suivi le mouvement fasciste de près que son avènement au pouvoir signifierait suppression de la liberté de la presse»⁴⁶⁹. Le journal, encore une fois, souligne que la presse française curieusement se tait ou bien approuve⁴⁷⁰. *L'Humanité* dénonce son hypocrisie pendant qu'en Italie c'est «l'arbitraire complet et la suppression absolue de la liberté de la presse»⁴⁷¹.

Il va sans dire que *L'Humanité* peine à distinguer des améliorations d'un point de vue économique. Le journal souligne que les premières actions du fascisme dans ce domaine sont de rembourser les grands industriels qui ont financé l'insurrection⁴⁷². Ce paiement s'effectue en abrogeant une loi qui devait faire tomber sous le coup de l'impôt les grandes fortunes industrielles⁴⁷³. «Le programme financier du fascisme tient en ces deux mots : équilibre à tout prix»⁴⁷⁴. Le quotidien dénonce les pratiques économiques du nouveau gouvernement. Pour lui, celui-ci octroie des privilèges au détriment de l'économie entière⁴⁷⁵. Dans le domaine financier, même les classes moyennes sont laissées de côté face au grand capital⁴⁷⁶. L'État abandonne toute activité industrielle et commerciale et ne s'occupe que de ses fonctions administratives et politiques⁴⁷⁷. Il y a donc abolition des

⁴⁶⁶ Anonyme, «Sous la botte fasciste», *L'Humanité*, 30 septembre 1925, p. 3.

⁴⁶⁷ Anonyme, «La troisième vague du fascisme», *L'Humanité*, 20 octobre 1925, p. 3.

⁴⁶⁸ Jacques Mesnil, «L'ordre fasciste», *L'Humanité*, 11 novembre 1922, p. 3.

⁴⁶⁹ Anonyme, «Mussolini au pouvoir», *L'Humanité*, 4 novembre 1922, p. 3.

⁴⁷⁰ Jacques Mesnil, «En Italie - Mussolini supprime la liberté de la presse», *L'Humanité*, 14 juillet 1923, p. 3.

⁴⁷¹ *Ibid.*

⁴⁷² Marcel Cachin, «Les dessous de l'équipée fasciste», *L'Humanité*, 9 novembre 1922, p. 1.

⁴⁷³ *Ibid.*

⁴⁷⁴ Umberto Terracini, «La politique financière de l'État fasciste», *L'Humanité*, 5 avril 1923, p. 3.

⁴⁷⁵ *Ibid.*

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ *Ibid.*

monopoles d'État⁴⁷⁸. «Il est impossible de ne pas reconnaître que toutes les mesures de politique intérieure prises par les fascistes depuis leur avènement au pouvoir sont marquées au coin de l'esprit réactionnaire, qu'il s'agisse de la cession des services d'État, comme les chemins de fer, à l'industrie privée ou du renvoi en masse d'employés»⁴⁷⁹.

Il n'y a pas de doute pour le journal, c'est la poursuite de la politique au service de la «réaction» et des grands intérêts. «Plusieurs colonnes de *L'Humanité* ne suffiraient pas à résumer, même brièvement, les innombrables mesures réactionnaires qui sont le résultat d'un an d'activité gouvernementale fasciste»⁴⁸⁰. Le journal souligne que cette politique entraîne des conséquences, elles sont visibles dans la baisse des salaires et l'augmentation du coût de la vie⁴⁸¹ et des heures de travail⁴⁸². Elles ont fait de l'Italie le pays le plus doux pour le capitalisme international, celui qui a su vaincre «les nouveaux barbares» et les «terrasser pour toujours»⁴⁸³.

La forme du régime lui-même est un sujet largement repris par le journal d'extrême gauche. Celui-ci, ardent propagandiste pour la dictature du prolétariat, aime souligner le silence de la presse française face à cet autre type de dictature. Il voit celui-ci comme un acquiescement discret⁴⁸⁴. Dès 1922, le quotidien considère le parlementarisme «fouetté avec violence» et la Chambre impuissante⁴⁸⁵. Mussolini «a fondé la dictature ignominieuse d'une cohue sans idéal où se coudoient les déclassés de toutes les classes»⁴⁸⁶. Cette dictature est éphémère selon le journal et ouvre la voie à la révolution prolétarienne⁴⁸⁷. Il n'abandonne pas la possibilité d'un retournement de situation au profit de la classe ouvrière.

⁴⁷⁸ *Ibid.*

⁴⁷⁹ Jacques Mesnil, «La politique réactionnaire de Mussolini», *L'Humanité*, 9 octobre 1923, p. 3.

⁴⁸⁰ *Ibid.*

⁴⁸¹ Jacques Mesnil, «La baisse des salaires en Italie», *L'Humanité*, 25 novembre 1923, p. 3.

⁴⁸² G.-M. Serrati, «Lettre d'Italie», *L'Humanité*, 6 février 1926, p. 1.

⁴⁸³ *Ibid.*

⁴⁸⁴ Paul Louis, «Le Bloc national et le dictateur Mussolini», *L'Humanité*, 18 novembre 1922, p. 1.

⁴⁸⁵ *Ibid.*

⁴⁸⁶ *Ibid.*

⁴⁸⁷ *Ibid.*

L'Humanité s'avère surprise que le Parlement ne soit pas encore aboli par les fascistes en 1923⁴⁸⁸. Elle explique son existence continue au fait qu'il «s'est montré à leur égard d'une telle servilité, d'une telle platitude qu'ils ont jugé sa puissance infiniment moins périlleuse pour eux que des élections»⁴⁸⁹. Pour le journal, le ralliement des partis bourgeois au fascisme est général. «Voilà qui est net : la bourgeoisie, menacée dans son pouvoir, jette décidément le masque démocratique»⁴⁹⁰. La prochaine étape dans l'instauration de cette nouvelle dictature est la loi électorale proposée par Mussolini. Celui-ci veut la transformer en plébiscite national sur la politique du gouvernement fasciste⁴⁹¹. Pour *L'Humanité*, elle occupe «la première place parmi les lois électorales les plus scandaleuses, élaborées par la bourgeoisie réactionnaire»⁴⁹². Le journal la dénonce avec un humour noir : «comment on fait une majorité sans majorité»⁴⁹³. Muni de ce «truc électoral», le fascisme serait assuré des deux tiers des voix⁴⁹⁴. Les élections qui vont finalement se tenir en 1924 sont encore moins légitimes pour *L'Humanité* puisqu'elles sont conduites sous le couvert de la violence⁴⁹⁵.

Ces nombreuses explosions de violences montrent, pour le journal, que «Mussolini n'est nullement maître de ses fascistes et que l'ordre hiérarchique et la discipline stricte qu'il prétend établir dans la nation n'existe même pas dans son parti»⁴⁹⁶. Pour lui, Mussolini est incapable de faire l'ordre dans ses rangs et de donner l'impression d'un régime stable régi par des lois fixes⁴⁹⁷. La situation en Italie nous est décrite comme étant particulièrement embarrassante pour le fascisme : «le ralliement de toute l'Italie au fascisme, célébré par Mussolini, est une pure légende»⁴⁹⁸. Les dissensions au sein du mouvement seraient entre activistes, «chevaliers de la violence pour la violence» et

⁴⁸⁸ Jacques Mesnil, «Le suicide du Parlement italien», *L'Humanité*, 3 février 1923, p. 3.

⁴⁸⁹ *Ibid.*

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ De Felice, *Brève histoire... op. cit.*, p. 45.

⁴⁹² Rossi, «La nouvelle loi électorale de Mussolini», *L'Humanité*, 15 juillet 1923, p. 3.

⁴⁹³ *Ibid.*

⁴⁹⁴ Jacques Mesnil, «Les élections italiennes», *L'Humanité*, 26 janvier 1924, p. 3.

⁴⁹⁵ Anonyme, «Violences fascistes en vue des élections», *L'Humanité*, 14 mars 1924, p. 3.

⁴⁹⁶ Jacques Mesnil, «Les dissensions chez les fascistes italiens», *L'Humanité*, 21 août 1923, p. 3.

⁴⁹⁷ Jacques Mesnil, «En Italie - Les embarras du fascisme», *L'Humanité*, 19 mai 1923, p. 3.

⁴⁹⁸ *Ibid.*

modérés⁴⁹⁹. *L'Humanité* s'explique les problèmes internes du fascisme principalement parce qu'il «n'a ni programme ni idée directrice et constitue simplement une organisation de la violence mise au service d'une classe»⁵⁰⁰.

Alors que le quotidien d'extrême gauche dénonce cette violence systématisée, les événements d'Italie viennent lui en offrir un exemple frappant. L'assassinat du député socialiste italien Matteotti secoue la péninsule. *L'Humanité* est outragée par ce crime⁵⁰¹. Il met parfaitement en contraste les divisions au sein du fascisme entre modérés et intransigeants. Il ne faut toutefois pas se méprendre : «Mussolini s'efforce en vain de rejeter sur quelques individus la responsabilité de l'assassinat de Matteotti, qui appartient tout entière à lui-même et au fascisme dans son ensemble»⁵⁰². Pour le quotidien, il n'y a pas de doute, l'assassinat ouvre une crise du régime fasciste⁵⁰³. Des personnages des plus importants appartenant à la direction du parti sont directement compromis⁵⁰⁴. Ce meurtre lui montre que Mussolini est dans «l'impossibilité de transformer une organisation de brigandage en un gouvernement régulier»⁵⁰⁵. Alors qu'une partie de la presse bourgeoise tente de dissocier Mussolini de l'évènement, sa complicité est sans cesse rappelée par *L'Humanité*. Les criminels n'ont été que des instruments : «la responsabilité de l'assassinat de Matteotti remonte non aux exécuteurs matériels du crime, mais au fascisme tout entier»⁵⁰⁶.

Le meurtre de Matteotti entraîne aussi une réaction dans les milieux bourgeois. C'est la fameuse opposition constitutionnelle qui occupe l'Aventin. *L'Humanité* a peu de considération pour cette opposition. Elle y voit un groupe qui est responsable de la montée du fascisme et qui cherche en vérité à le garder, mais à le mettre sous tutelle⁵⁰⁷.

⁴⁹⁹ Jacques Mesnil, «Le fascisme en baisse», *L'Humanité*, 2 juin 1923, p. 3.

⁵⁰⁰ Jacques Mesnil, «En Italie - Les fascistes s'excommunient mutuellement», *L'Humanité*, 30 septembre 1923, p. 3.

⁵⁰¹ Anonyme, «Matteotti a été assassiné par les chemises noires», *L'Humanité*, 15 juin 1924, p. 1.

⁵⁰² Jacques Mesnil, «La colère ouvrière gronde contre le fascisme assassin», *L'Humanité*, 16 juin 1924, p. 1.

⁵⁰³ Jacques Mesnil, «Le traître Giolitti sauvera-t-il Mussolini», *L'Humanité*, 18 juin 1924, p. 1.

⁵⁰⁴ *Ibid.*

⁵⁰⁵ *Ibid.*

⁵⁰⁶ Jacques Mesnil, «Quand arrêtera-t-on Mussolini le vrai responsable?», *L'Humanité*, 24 juillet 1924, p. 3.

⁵⁰⁷ Jacques Mesnil, «Un réquisitoire bourgeois contre le régime fasciste», *L'Humanité*, 28 juin 1924, p. 3.

Le journal ne croit pas qu'on peut traiter avec le fascisme ou s'imaginer qu'il soit possible de se débarrasser de lui par les voies légales⁵⁰⁸. Il faut plutôt suivre l'appel des communistes à l'action directe des masses pour la lutte décisive⁵⁰⁹. «Toute cette opposition bourgeoise reste parlementaire, verbale et impuissante. Du prolétariat seul peut venir l'opposition agissante qui débarrassera l'Italie du fascisme»⁵¹⁰. Les forces bourgeoises ne font qu'une révolte morale, car ils auraient peur du renversement du régime qui aboutirait à l'avènement du communisme. «C'est la terreur du communisme bien plus que le dégoût du régime fasciste, qui inspire la conduite de l'opposition bourgeoise»⁵¹¹.

La seule conduite à adopter pour *L'Humanité* est donc celle de la révolution prolétarienne.

Seul le Parti communiste italien, parce qu'il est vraiment l'émanation des masses ouvrières et paysannes, parce qu'il caractérise seul la juste colère du prolétariat italien contre les assassinats, les attentats et les violences qui ont à jamais discrédité le régime de réaction fasciste, est seul capable de terrasser victorieusement l'aventurier criminel Benito Mussolini⁵¹².

La contestation sur l'Aventin est vue comme une comédie : «l'opposition bouffonne n'a servi qu'aux partisans de Mussolini à qui elle a laissé toute possibilité de manœuvre»⁵¹³, suite à quoi le fascisme a brisé toutes les forces qui résistaient à l'État⁵¹⁴.

L'Humanité dresse un bilan sévère du fascisme. Celui-ci lui apparaît complètement discrédité par la «farce électorale», l'assassinat de Matteotti et la terreur systématique exercée dans le pays⁵¹⁵. Alors que le journal dénonçait l'absence de toute idée directrice, il soutient désormais que le fascisme «n'a exécuté aucun des points fondamentaux de son

⁵⁰⁸ Jacques Mesnil, «Le fascisme supprime l'opposition légale», *L'Humanité*, 12 juillet 1924, p. 3.

⁵⁰⁹ *Ibid.*

⁵¹⁰ Anonyme, «La décomposition du fascisme en Italie», *L'Humanité*, 6 septembre 1924, p. 3.

⁵¹¹ Parijanine, «La guerre civile en permanence», *L'Humanité*, 20 juillet 1924, p. 1.

⁵¹² Anonyme, «En Italie - La troisième vague du fascisme», *L'Humanité*, 20 octobre 1925, p. 3.

⁵¹³ Anonyme, «La crise italienne», *L'Humanité*, 7 mai 1925, p. 3.

⁵¹⁴ G. Peri, «Benito Mussolini Imperator», *L'Humanité*, 21 janvier 1926, p. 5.

⁵¹⁵ Anonyme, «Contre le fascisme assassin», *L'Humanité*, 27 septembre 1924, p. 1.

programme initial»⁵¹⁶. L'Italie serait dans des conditions pires que celles de 1913 et cela malgré toute la «phraséologie mussolinienne»⁵¹⁷.

Le Temps

L'Humanité avait raison de dénoncer le silence du journal *Le Temps*. Le quotidien officieux du gouvernement français fait très attention de ne pas critiquer trop ouvertement le régime fasciste. On sait que Barrère, ambassadeur de France à Rome, avait même suggéré au président Poincaré que la presse française soit instruite de s'abstenir de toute analyse critique envers les fascistes⁵¹⁸. Le journal avoue être frappé par le calme engendré par le fascisme⁵¹⁹. Il va même jusqu'à défendre son attitude à l'égard de celui-ci. Il conseille en effet à la France de ne pas se mêler de la politique intérieure des fascistes, les Italiens étant forts sensibles aux critiques⁵²⁰. Il soulignera encore, plus tard, qu'il ne veut pas prendre parti dans les affaires intérieures de l'Italie⁵²¹. Il s'agit d'une attitude ambiguë, largement influencée par l'espoir d'une alliance politique avec le nouveau régime fasciste.

Le Temps, en énumérant les actions récentes du fascisme, croit lui rendre justice. Cette liste laisse paraître une vision plutôt favorable de la politique économique de Mussolini. Il s'est appliqué à améliorer les finances publiques en augmentant les ressources à la trésorerie grâce à la baisse des dépenses et la hausse des recettes⁵²². Il augmente certains impôts et diminue les dépenses dans tous les départements ministériels⁵²³. «Il faut cependant reconnaître que Mussolini n'a pas perdu de temps pour ordonner des réformes et réprimer des abus»⁵²⁴. Le quotidien déclare même que le fascisme est un mouvement syndical⁵²⁵. Son action en ce domaine se ferait même au bénéfice des ouvriers. Il offre en exemple l'occupation de propriétés agricoles par les fascistes pour forcer les propriétaires

⁵¹⁶ Anonyme, «La crise du fascisme», *L'Humanité*, 23 décembre 1924, p. 1.

⁵¹⁷ Anonyme, «Le discours de Mussolini», *L'Humanité*, 5 janvier 1925, p. 1.

⁵¹⁸ Shorrocks, «France and the Rise...», *loc. cit.*, p. 598.

⁵¹⁹ Joseph Galtier, «Après les élections italiennes», *Le Temps*, 20 avril 1924, p. 2.

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise du régime fasciste», *Le Temps*, 22 juin 1924, p. 1.

⁵²² Anonyme, «Bulletin du jour - M. Mussolini à l'œuvre», *Le Temps*, 27 décembre 1922, p. 1.

⁵²³ *Ibid.*

⁵²⁴ *Ibid.*

⁵²⁵ Anonyme, «L'exposé politique de M. Mussolini», *Le Temps*, 10 juin 1923, p. 2.

à respecter les pactes avec les syndicats agricoles⁵²⁶. Pour le journal de centre, le fascisme mène une politique budgétaire saine et ne représente pas du tout l'oppression, décriée par *L'Humanité*, du prolétariat par le capitalisme.

Au sujet de la forme du nouveau régime, *Le Temps*, accepte les déclarations du sous-secrétaire à la présidence du Conseil italien. Pour celui-ci, «le fascisme considère la monarchie comme un élément essentiel de l'unité nationale»⁵²⁷. Celle-ci occupe encore une position-clé sur la scène politique⁵²⁸. D'après Mussolini, la personne du roi est le symbole de la patrie, de la perpétuité de la patrie⁵²⁹. Dans cette optique, le journal considère que les modifications au Parlement ne seraient pas pour l'abolir, mais le perfectionner⁵³⁰. Le Grand Conseil du fascisme n'est, lui, qu'un organe de coordination et de transaction entre les forces responsables du gouvernement et du fascisme⁵³¹. Il s'agit donc d'une forme nouvelle de concevoir et de réaliser la politique en maintenant un État fort devant les partis politiques divisés⁵³². Le fascisme «est une politique d'action dans l'orbite constitutionnelle pour susciter et développer les énergies nationales»⁵³³.

La réforme électorale inquiète toutefois le journal, puisqu'elle projette de donner une forte prime à la majorité au lieu de pratiquer la proportionnelle intégrale⁵³⁴. Le discours électoral de Mussolini produit, lui aussi, une certaine inquiétude. Il ne «renferme ni compte rendu détaillé, ni programme législatif. Il constitue, d'un bout à l'autre, un réquisitoire plein de verve contre le régime parlementaire»⁵³⁵. Cette angoisse semble toutefois se dissiper après la victoire du fascisme aux élections. Le journal souligne ce succès et sa «réception fastueuse» par la population⁵³⁶. La nouvelle loi électorale met «l'œuvre de Mussolini à l'abri des risques du suffrage universel, les élections récentes ont

⁵²⁶ Anonyme, «Italie», *Le Temps*, 4 juin 1923, p. 2.

⁵²⁷ Anonyme, «Italie», *Le Temps*, 21 mai 1923, p. 2

⁵²⁸ De Felice, *Brève histoire... op. cit.*, p. 60.

⁵²⁹ Anonyme, «L'exposé politique... », *loc. cit.*, p. 2.

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ *Ibid.*

⁵³² Anonyme, «Italie - Le discours de M. Mussolini», *Le Temps*, 26 mars 1924, p. 2

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ Anonyme, «Bulletin du jour - M. Mussolini...», *loc. cit.*, p. 1.

⁵³⁵ Anonyme, «Bulletin du jour», *Le Temps*, 1 février 1924, p. 1.

⁵³⁶ Anonyme, «Italie - Rome acclame M. Mussolini», 12 avril 1924, p. 2.

prouvé qu'elle n'était pas indispensable»⁵³⁷. Le quotidien tire deux conclusions de l'élection : «c'est d'abord que la consécration du fascisme par l'Italie est un fait accompli. Il n'y aura pas à revenir là-dessus. C'est ensuite que le gouvernement de M. Mussolini va durer»⁵³⁸. Pour un «spectateur impartial», comme se réclame être l'auteur, la victoire du fascisme aux élections est la manifestation d'un grand et immense courant⁵³⁹. Pour le journal, les électeurs des anciens partis constitutionnels, les éléments calmes, modérés et réfléchis ont tous voté pour le fascisme⁵⁴⁰. Ce n'est pas par un mouvement subit ou une contagion rapide, mais les voix d'hommes sages⁵⁴¹.

La situation antérieure menait «à la création à jet continu de gouvernements éphémères, ignorants de leurs devoirs et impuissants à les remplir; elle menait à l'insurrection du pays contre le Parlement»⁵⁴². L'ancien système parlementaire était, pour le quotidien, une négation du parlementarisme et un reniement de l'unité du peuple⁵⁴³. C'était un acheminement vers le régime des soviets⁵⁴⁴. Les deux millions de suffrages de l'opposition montrent, pour lui, que le scrutin était libre⁵⁴⁵. Comme on peut voir, le journal se rallie entièrement à la célébration du fascisme immédiatement après les élections. Il va même jusqu'à défendre la nouvelle loi sur la liberté de la presse. Il la justifie en admettant que la presse commet souvent des indiscretions qui embarrassent et gênent la police dans ses recherches⁵⁴⁶. Il souligne qu'elle entrave aussi le gouvernement en politique étrangère⁵⁴⁷.

Le quotidien considère qu'après avoir été dans une période insurrectionnelle, puis gouvernementale et antiparlementaire, le fascisme entre dans une nouvelle phase⁵⁴⁸. Il essaie de concilier la toute-puissance d'un homme et d'un parti armé avec le

⁵³⁷ Galtier, *loc. cit.*, p. 2.

⁵³⁸ *Ibid.*

⁵³⁹ Joseph Galtier, «Après les élections italiennes II», *Le Temps*, 22 avril 1924, p. 1-2.

⁵⁴⁰ *Ibid.*

⁵⁴¹ *Ibid.*

⁵⁴² *Ibid.*

⁵⁴³ *Ibid.*

⁵⁴⁴ *Ibid.*

⁵⁴⁵ Joseph Galtier, «M. Mussolini parle...», *Le Temps*, 29 avril 1924, p. 2.

⁵⁴⁶ *Ibid.*

⁵⁴⁷ *Ibid.*

⁵⁴⁸ Anonyme, «Bulletin du jour - Le problème de M. Mussolini», *Le Temps*, 11 juin 1924, p. 1.

fonctionnement régulier d'un parlement⁵⁴⁹. Le journal souligne, lui aussi, les divisions au sein du parti fasciste. Celui-ci accueille beaucoup de nouveaux membres venus profiter des bénéfices de la victoire⁵⁵⁰. Le journal se montre plutôt optimiste face à ces dissensions. Il souligne que Mussolini a décidé d'opérer une épuration : «on sent que le fascisme est décidé à se débarrasser de tous les éléments incertains et à ne conserver que les éléments disciplinés et dévoués qui sont en grande majorité»⁵⁵¹.

Le meurtre de Matteotti est l'occasion pour le journal de dissocier Mussolini de cette frange extrémiste au sein de son parti. Le crime «fut la conséquence d'une sorte de complot organisé contre M. Mussolini lui-même par ses partisans sectaires et extrémistes»⁵⁵². Il reconnaît que le régime fasciste est particulièrement ébranlé par l'évènement et se demande même s'il pourra y survivre⁵⁵³. Il mentionne toutefois l'intervention rapide et radicale de Mussolini pour rassurer l'opinion publique⁵⁵⁴. Le quotidien note, en effet, des changements importants dans l'État major. Le portefeuille de l'intérieur a été donné à un nationaliste et il observe plusieurs démissions⁵⁵⁵. Mussolini «n'envisage que le noble but de rétablir la paix publique»⁵⁵⁶. Les forces politiques, syndicales et administratives du fascisme lui semblent demeurer imposantes⁵⁵⁷. *Le Temps* ne va pas plus loin; il ne s'engage pas à défendre Mussolini ni à le critiquer. Il souligne que le gouvernement ne savait rien de l'enlèvement de Matteotti et qu'il faut s'abstenir de tout jugement définitif et d'aucun pronostic à ce stade⁵⁵⁸.

Le meurtre de Matteotti engendre rapidement la fuite des partis bourgeois sur l'Aventin. On observe alors un retournement d'importance dans la position du journal face au fascisme. Le quotidien de centre prend dès lors le parti de l'opposition bourgeoise contre Mussolini. *Le Temps* avait au début acclamé la victoire du fascisme aux élections

⁵⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁵⁰ Gentile, *La voie italienne... op. cit.*, p. 170.

⁵⁵¹ Anonyme, «Italie», *Le Temps*, 25 mai 1923, p. 2.

⁵⁵² Jean Carrère, «Lettre d'Italie - La nouvelle situation», *Le Temps*, 6 juillet 1924, p. 2.

⁵⁵³ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise...», *loc. cit.*, p. 1.

⁵⁵⁴ Anonyme, «L'affaire Matteotti», *Le Temps*, 21 juin 1924, p. 2.

⁵⁵⁵ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise...», *loc. cit.*, p. 1.

⁵⁵⁶ Carrère, «Lettre d'Italie - La nouvelle... », *loc. cit.*, p. 2.

⁵⁵⁷ Anonyme, «L'affaire Matteotti», *Le Temps*, 26 juin 1924, p. 2.

⁵⁵⁸ Jean Carrère, «Lettre d'Italie - La crise italienne», *Le Temps*, 24 août 1924, p. 2.

de 1924 et en avait même défendu la validité. Il avance maintenant que la campagne électorale a été faite sous un régime de terreur et que le scrutin a été faussé par une répression violente⁵⁵⁹. Selon lui, la nouvelle Chambre a pu donner l'apparence de la légalité et le droit au respect, mais ces illusions ont été dissipées dans les premiers jours⁵⁶⁰. Le journal déclare maintenant que la Chambre ne représente pas le pays⁵⁶¹. Il espère, dès lors, que le fascisme puisse rentrer dans la légalité. Pour ce faire, il croit que Mussolini devrait sacrifier sa milice⁵⁶².

Le Temps ne désire pas la disparition complète du fascisme, mais plutôt un retour au parlementarisme bourgeois. La disparition complète mènerait, pour le journal, au «danger des tentatives soviétiques et communistes, aux grèves, aux conflits sociaux, à tous ces symptômes qui avaient marqué le semblant de vie des ministères moribonds avant la marche sur Rome»⁵⁶³. Ce n'est pas l'homme que le quotidien répugne, mais la forme du régime instauré par celui-ci. «L'Histoire enseigne que de tous les régimes, la dictature est celui qui s'use le plus vite, parce qu'elle est impuissante, en fin de compte, à empêcher l'éveil de la conscience populaire aux réalités de l'heure»⁵⁶⁴. L'erreur de Mussolini est «de n'avoir pas compris qu'une fois le redressement accompli, une fois le peuple sauvé de lui-même, le fascisme devait s'effacer à son tour, sous peine de ruiner son propre effort et de détruire lui-même ce qu'il avait voulu édifier»⁵⁶⁵. Le quotidien est plutôt clair, la dictature fasciste n'a plus sa raison d'être. S'il se maintient, il risque de bouleverser définitivement les bases de la nation italienne⁵⁶⁶. «Une grande nation ayant la juste fierté de son effort dans le monde ne peut se résigner à abandonner ses droits aux mains d'un dictateur, fût-il le «bon tyran», dont rêvent parfois ceux qui cherchent la formule d'un ordre politique idéal»⁵⁶⁷.

⁵⁵⁹ Anonyme, «Bulletin du jour - Capitole et Aventin», *Le Temps*, 3 juillet 1924, p. 1.

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² *Ibid.*

⁵⁶³ Carrère, «Lettre d'Italie - La nouvelle... », *loc. cit.*, p. 2.

⁵⁶⁴ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 11 septembre 1924, p. 1.

⁵⁶⁵ *Ibid.*

⁵⁶⁶ Anonyme, «Bulletin du jour - La poussée libérale en Italie», *Le Temps*, 20 octobre 1924, p. 1.

⁵⁶⁷ *Ibid.*

Le journal est un fervent partisan de l'idée de «normalisation». Celle-ci «couronnerait dignement son œuvre»⁵⁶⁸. Il perd toutefois l'espoir qu'elle puisse s'accomplir sous l'égide de Mussolini⁵⁶⁹. Celui-ci lui semble plutôt incliné vers les éléments extrémistes de son parti⁵⁷⁰. Il le considère comme prisonnier de son propre parti. Celui-ci l'entraîne vers la méthode «par laquelle il a imposé son autorité au pays»⁵⁷¹. Le journal trouve que le fascisme a profondément divisé la nation et qu'il risque de devenir une force de «dissolution nationale»⁵⁷². *Le Temps* a donc opéré un changement radical d'opinion à l'égard du fascisme italien. Celui-ci «fausse l'ordre constitutionnel, méconnaît les libertés populaires et plie la loi aux exigences de ses intérêts»⁵⁷³.

Le quotidien de centre finit donc par dénoncer les méthodes du fascisme et la forme du régime que celui-ci a instauré. Le fascisme est «incompatible avec toute saine conception de l'État moderne»⁵⁷⁴. Il crée un danger révolutionnaire «qu'il n'est pas possible de se dissimuler plus longtemps»⁵⁷⁵. En même temps, il reconnaît que sa disparition laisserait le champ libre aux communistes italiens. Il se trouve alors dans une impasse et juge malheureux que Mussolini veuille réaliser la normalisation à sa manière⁵⁷⁶. Le journal emploie le reste de l'année 1924 à critiquer le fascisme. Son opposition est politique. Il observe qu'il y a désormais une négation du régime parlementaire. Or, un tel système «doit exister dans les pays démocratiques où tous les pouvoirs émanent de la nation»⁵⁷⁷. Il se fait donc l'avocat d'un retour «à la sincérité du régime constitutionnel»⁵⁷⁸.

Les réticences du journal meurent avec l'échec de l'opposition bourgeoise sur l'Aventin. Dès lors, sans alternatives, on observe une transition remarquable. *Le Temps* se fait beaucoup plus modéré pendant plusieurs mois de l'année 1925. Il sort de ce temps de

⁵⁶⁸ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 13 novembre 1924, p. 1.

⁵⁶⁹ Anonyme, «Bulletin du jour - La poussée... », *loc. cit.*, p. 1.

⁵⁷⁰ *Ibid.*

⁵⁷¹ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 5 janvier 1925, p. 1.

⁵⁷² Anonyme, «Bulletin du jour - La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 13 novembre 1924, p. 1.

⁵⁷³ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 22 décembre 1924, p. 1.

⁵⁷⁴ Anonyme, «Bulletin du jour - La crise fasciste en Italie», *Le Temps*, 5 janvier 1925, p. 1.

⁵⁷⁵ *Ibid.*

⁵⁷⁶ *Ibid.*

⁵⁷⁷ Anonyme, «Bulletin du jour - La poussée... », *loc. cit.*, p. 1.

⁵⁷⁸ *Ibid.*

réflexion tout à fait transformé. Il acclame les lois fascistissimes instaurant définitivement le régime de Mussolini. Ceux-ci sont décrites sur un tout autre ton, elles doivent «délivrer le pouvoir exécutif des ingérences parlementaires qui violent les dispositions constitutionnelles et paralysent l'action personnelle du gouvernement»⁵⁷⁹. Le retournement est complet. Pour lui il est «légitime que le fascisme impose des restrictions à l'intérieur pour réaliser une discipline nationale, pour paralyser les forces antinationales en renforçant le pouvoir exécutif et pour créer une puissante organisation militaire»⁵⁸⁰. Les réticences du journal *Le Temps* face au fascisme furent donc temporaires et entièrement solidaires de l'opposition bourgeoise sur l'Aventin.

Le Figaro

Le quotidien de droite, lui aussi, commence la période avec une vision nettement favorable au fascisme italien. «L'œuvre du fascisme, la personnalité de son chef sollicitent chaque jour plus vivement notre attention»⁵⁸¹. *Le Figaro* souligne le calme et l'ordre qui règnent dans la péninsule depuis que le fascisme est au pouvoir. Il faut faire confiance à Mussolini au sujet de l'ordre et de la discipline : «l'Italie voit s'ouvrir une ère d'espérance et de bienfaits»⁵⁸². Le pays entier soutient Mussolini, car il est certain de son patriotisme et de sa «clairvoyante énergie»⁵⁸³. Comme durant la période précédente, le journal ne nie pas la répression exercée par les fascistes. Celle-ci est plutôt bien considérée puisqu'elle fait partie de la lutte contre le communisme⁵⁸⁴.

Le quotidien est profondément admiratif de Mussolini. Il fait très tôt des éloges au nouveau chef de l'État italien. Celui-ci «envisage l'avenir de l'Europe avec une parfaite lucidité. Ses propos et sa vision ne sont pas d'un impulsif ou d'un exalté»⁵⁸⁵. Mussolini «étend le *fascio*, l'élargit et le dénoue, jusqu'à le faire coïncider avec l'Italie elle-

⁵⁷⁹ A. de Guillerville, «Lettre d'Italie- Les lois fascistes et le congrès du parti», 24 juin 1925, p. 2.

⁵⁸⁰ *Ibid.*

⁵⁸¹ Anonyme, «Lettre de Rome - Chez M. Mussolini», *Le Figaro*, 22 mars 1923, p. 1.

⁵⁸² *Ibid.*

⁵⁸³ *Ibid.*

⁵⁸⁴ Anonyme, «Le gouvernement italien poursuit avec la dernière rigueur sa lutte contre les communistes italiens», *Le Figaro*, 6 février 1923, p. 3.

⁵⁸⁵ Anonyme, «Lettre de Rome... », *loc. cit.*, p. 1.

même»⁵⁸⁶. Cela fait de lui un véritable homme d'État pour le journal. Les termes élogieux se succèdent : infatigable, puissant réaliste, esprit éclairé. Sa parole est «un enseignement, presque un cours»⁵⁸⁷.

Pour *Le Figaro*, depuis que l'Italie est ralliée au fascisme, celui-ci se modifie. Il laisse gouverner les fonctionnaires responsables et préfère l'intérêt de l'État à celui du parti⁵⁸⁸. Il s'agit d'un passage d'un gouvernement de parti à un gouvernement largement national⁵⁸⁹. Le journal ne croit pas que Mussolini cherche à abolir le Parlement. Les réformes que celui-ci entreprend visent plutôt à l'améliorer et à le perfectionner⁵⁹⁰. Puisque l'autorité de l'État était tombée à rien, le quotidien considère que «l'avènement du fascisme a été essentiellement une restauration du pouvoir»⁵⁹¹. Il croit donc que Mussolini veut faire rentrer le parti dans le cadre de l'État constitutionnel⁵⁹². Le journal souligne aussi que le fascisme s'est employé à désarmer son organisation militaire, devenue inutile en 1923⁵⁹³.

Au sujet des réformes entreprises par le nouveau régime, le journal acclame la nouvelle loi à propos de l'impôt sur les successions. «Cette mesure est inspirée par des raisons d'ordre juridique et d'ordre social, visant, notamment, le renforcement sur des bases solides de l'institution de la famille dont le sort est indissolublement lié à l'unité morale de la nation»⁵⁹⁴. Tout comme *Le Temps*, *Le Figaro* croit au syndicalisme fasciste. Celui-ci unit la nation, le capital et les corporations. Ces trois forces sont «en rapport d'étroite interdépendance entre elles. De cette interdépendance découle la coordination»⁵⁹⁵. Il n'y voit aucune antithèse comme *L'Humanité*. On ne trouve aucune critique sur le programme intérieur du fascisme. Celui-ci «comprend bien d'autres innovations destinées à assainir et

⁵⁸⁶ Henry Bidou, «L'évolution du fascisme», *Le Figaro*, 20 octobre 1923, p. 1.

⁵⁸⁷ Marcel Boulenger, «Retour de Rome», *Le Figaro*, 1 août 1924, p. 1.

⁵⁸⁸ Bidou, «L'évolution...», *loc. cit.*, p. 1.

⁵⁸⁹ *Ibid.*

⁵⁹⁰ Anonyme, «Mussolini définit le fascisme italien», *Le Figaro*, 10 juin 1923, p. 1.

⁵⁹¹ Henry Bidou, «Le bilan du fascisme», *Le Figaro*, 6 janvier 1924, p. 1.

⁵⁹² *Ibid.*

⁵⁹³ *Ibid.*

⁵⁹⁴ Anonyme, «Les impôts sur les successions abolis en Italie», *Le Figaro*, 11 juillet 1923, p. 1.

⁵⁹⁵ Anonyme, «M. Mussolini définit le syndicalisme fasciste», *Le Figaro*, 3 juin 1925, p. 3.

à renforcer l'Italie, non seulement au point de vue militaire, mais aussi dans le domaine politique, économique, intellectuel et social»⁵⁹⁶.

La nouvelle loi électorale ne cause pas d'émoi pour le journal. Celui-ci s'attend à ce que les élections du 6 avril 1924 soient un jugement sur l'œuvre du fascisme⁵⁹⁷. Il ne voit pas de raison que celles-ci puissent être illégitimes. Il souligne qu'elles se sont déroulées dans l'ordre et dans le calme⁵⁹⁸. *Le Figaro* est maintenant conscient qu'une décision s'impose à Mussolini. Il doit choisir entre conserver la primauté du fascisme et gouverner par des «méthodes extraparlémentaires» ou s'appuyer sur la majorité qui lui est acquise dans la Chambre et ramener l'Italie au gouvernement parlementaire⁵⁹⁹. Il faut soit assainir la démocratie soit instaurer un organisme permanent qui se substitue à la constitution pour un temps indéfini⁶⁰⁰. Le journal soutient Mussolini, peu importe sa décision. François Coty, propriétaire du *Figaro* depuis 1922, est un fervent admirateur du fascisme italien.

Dans cet état d'esprit, on ne s'étonnera pas de constater le silence du journal au sujet des divisions internes au fascisme. Celles-ci ne feront surface qu'en parallèle de l'affaire Matteotti pour leur attribuer le blâme. Le régime fasciste lui semble sérieusement ébranlé par cet événement⁶⁰¹. À cette heure de doute, le journal s'abstient, comme *Le Temps*, de tout jugement critique : «ce n'est pas à un Français qu'il convient ici de prendre parti, ni même de risquer le plus léger pronostique»⁶⁰². Il souligne toutefois son refus de douter de Mussolini puisqu'il a tenté de faire rentrer les éléments violents de son parti dans l'ordre⁶⁰³. Le crime du 10 juin «a été un attentat contre son autorité aussi bien que contre le malheureux Matteotti»⁶⁰⁴. Le soutien au *Duce* est complet : «dans ces circonstances difficiles, l'équité commande de rendre à M. Mussolini cette justice qu'il a vu depuis

⁵⁹⁶ Jules Baye, «Lettre de Rome - Après le glaive, le rostre», *Le Figaro*, 5 juin 1925, p. 6.

⁵⁹⁷ Henry Bidou, «M. Mussolini et l'Assemblée fasciste», *Le Figaro*, 30 janvier 1924, p. 1.

⁵⁹⁸ Anonyme, «L'Italie a voté hier», *Le Figaro*, 7 avril 1924, p. 3.

⁵⁹⁹ Henry Bidou, «La nouvelle Chambre italienne», *Le Figaro*, 11 avril 1924, p. 1.

⁶⁰⁰ *Ibid.*

⁶⁰¹ Henry Bidou, «L'Affaire Matteotti», *Le Figaro*, 17 juin 1924, p. 1.

⁶⁰² Boulenger, «Retour...», *loc. cit.*, p. 1.

⁶⁰³ Bidou, «L'Affaire...», *loc. cit.*, p. 1.

⁶⁰⁴ *Ibid.*

longtemps les dangers où l'entraînaient les éléments violents de son parti. Il a tenté de les faire rentrer dans l'ordre. Il n'y a aucune raison de douter de sa bonne foi»⁶⁰⁵.

Contrairement au *Temps*, *Le Figaro* ne prend pas le parti de l'opposition sur l'Aventin. Son soutien demeure indéfectible. Le journal dénonce la tentative de l'opposition d'exploiter l'affaire Matteotti pour étrangler le fascisme⁶⁰⁶. Pour lui, le gouvernement a déjà entrepris un processus de normalisation politique. «Réfractaire»⁶⁰⁷, l'opposition fait obstacle à Mussolini, mais sans succès.

Il n'y a donc pas de retournement d'opinion. Le journal emploie le reste de la période à soutenir le fascisme italien. Il regrette même de ne pas avoir un chef comme Mussolini : «quel malaise en ce 1925, quel manque de confort pour l'esprit, quelle incertitude, quel ennui!»⁶⁰⁸. Il voit dans le fascisme italien l'avènement de la jeunesse et en espère autant pour la France⁶⁰⁹. *Le Figaro* croit comprendre le fascisme; la gauche française, quant à elle, n'y entendrait rien. Elle ferait usage du mot fascisme pour définir n'importe quoi et vitupérer n'importe qui. «Ce vocable devient pour eux une espèce de vague onomatopée, presque dépourvue de sens distinct»⁶¹⁰. Le terme «fascisme» devient, en effet, un nouveau concept péjoratif s'appliquant à la vie politique française pour caractériser l'extrême droite⁶¹¹. L'auteur de cet article souligne que l'Italie se défaisait devant le bolchevisme avant l'arrivée d'un dictateur⁶¹². Celui-ci, avec l'appui et l'approbation du roi a su détruire le bolchevisme et tout remettre en ordre : «depuis lors, tout va parfaitement bien»⁶¹³. Pour les Italiens, le fascisme «c'est l'âme du gouvernement national, âme reconnue et approuvée par le roi»⁶¹⁴. Le journal regrette l'acharnement d'une partie de la presse française contre le fascisme italien, ce qui blesse les Italiens⁶¹⁵. Il y aurait deux

⁶⁰⁵ *Ibid.*

⁶⁰⁶ Anonyme, «La situation politique en Italie», *Le Figaro*, 9 août 1924, p. 2.

⁶⁰⁷ *Ibid.*

⁶⁰⁸ Marcel Boulenger, «Giovenizza», *Le Figaro*, 21 juin 1925, p. 1.

⁶⁰⁹ *Ibid.*

⁶¹⁰ Marcel Boulenger, «Tarte à la crème», *Le Figaro*, 30 octobre 1925, p. 1.

⁶¹¹ Plumyène, *op. cit.*, p. 17.

⁶¹² *Ibid.*

⁶¹³ *Ibid.*

⁶¹⁴ *Ibid.*

⁶¹⁵ *Ibid.*

presses en France. Dans l'une, Mussolini «est considéré comme l'Adversaire, l'Esprit du Mal, le Diable. Dans l'autre, en revanche - la nôtre - on le tient pour un homme d'État admirable et surprenant, et jamais on n'en parle que sur le ton du plus profond respect»⁶¹⁶.

L'Action française

Le quotidien d'extrême droite s'intéresse beaucoup au développement de la situation en Italie. Nous avons vu qu'il est très impressionné par la tournure des événements suivant la marche sur Rome. Bien qu'il souligne que la pacification intérieure n'est pas encore complète⁶¹⁷, il est plutôt satisfait. Il ne souligne que quelques offensives des socialistes et communistes italiens⁶¹⁸. Malgré que l'œuvre du fascisme reste à parfaire, la vraie victoire est celle contre le régime parlementaire. Pour le journal, c'est à tort que les peuples se sont lancés, après la guerre, dans des formes avancées de gouvernement démocratique alors qu'il aurait fallu l'autorité et la discipline⁶¹⁹. «Le cas fasciste donne ainsi à penser aux observateurs que la forme démocratique et parlementaire du gouvernement [...] n'est plus assurée du même succès au cours du XXe siècle»⁶²⁰. Le thème est repris tout au long de la période par le quotidien. S'il lui importe autant, c'est qu'il s'agit avant tout de la confirmation de ses propres idées. «L'antidémocratie s'impose peu à peu au fascisme, parce que le fascisme est patriote, parce qu'il obéit d'abord au sentiment national, à l'idée de la patrie italienne»⁶²¹. Chaque pas vers cette dictature monarchiste le rapproche de *L'Action française*. Le journal ne trouve donc rien de désagréable à l'évolution politique dans la péninsule. L'État libéral qui est en train de disparaître lui paraît opposé au bien public. Il paralyse le gouvernement et engendre l'anarchie⁶²².

La forme du nouveau gouvernement est donc plus qu'acceptable pour le quotidien. Les premières décisions du nouveau régime sont très bien vues. Mussolini gouverne d'une façon qu'il lui est difficile de définir et qui lui est propre. Il est méthodique et n'a pas une

⁶¹⁶ Marcel Boulenger, «On ne se connaît jamais assez - A la presse italienne», *Le Figaro*, 8 janvier 1926, p. 1.

⁶¹⁷ Maurice Pujo, «La situation en Italie», *L'Action française*, 20 décembre 1922, p. 1.

⁶¹⁸ *Ibid.*

⁶¹⁹ Anonyme, «Un livre sur le fascisme», *L'Action française*, 5 février 1923, p. 1.

⁶²⁰ *Ibid.*

⁶²¹ Eugène Marsan, «Fascisme et Démocratie», *L'Action française*, 26 février 1923, p. 1.

⁶²² Jacques Bainville, «M. Mussolini et le libéralisme», *L'Action française*, 9 mars 1923, p. 1.

démarche impulsive⁶²³. Il poursuit une œuvre de reconstruction sociale par empirisme⁶²⁴. Pour le journal, les premières mesures prises par Mussolini assurent l'avenir du pays. Elles incluent notamment la suppression des droits de succession, la loi sur la liberté de la presse et la loi électorale «pour supprimer les méfaits du parlementarisme»⁶²⁵. Celle-ci doit «aider l'électeur à remplir un devoir plutôt qu'à lui donner l'orgueilleuse illusion d'exercer ses droits»⁶²⁶. Le journal soutient la totalité de ces nouvelles mesures. «Nous n'avons aucun embarras à reconnaître la haute valeur des formules de Mussolini»⁶²⁷ qui sont «proches cousines et même sœurs jumelles» de celles de *L'Action française*⁶²⁸. Le fascisme italien est pour le journal, à la fois, une source d'admiration, de joie et de fierté⁶²⁹. Il regrette que la France ne connaisse pas une situation similaire.

Le quotidien royaliste admet ouvertement que la nouvelle loi électorale ne laisse pas de chance à l'opposition. Tout lui paraît arrangé, «le résultat ne semble douteux pour personne»⁶³⁰. L'élection n'en sera pas moins valable : «la légitimité de la révolution fasciste est hors de question puisqu'elle a été reconnue par le roi, chef suprême de l'État»⁶³¹. Mussolini prouve pour le journal «que le suffrage universel est devenu maniable par des procédés nouveaux»⁶³². Pendant ce temps, le journal déplore que la France soit toujours livrée sans défense à la démagogie électorale⁶³³. Selon lui, il n'y a que des hommes de mauvaise foi pour parler de «terreur électorale» ou de scrutins forcés⁶³⁴. Les résultats ne se font pas attendre. Le quotidien déclare bientôt que l'Italie est

⁶²³ Jacques Bainville, «Les méthodes de M. Mussolini», *L'Action française*, 16 juillet 1923, p. 1.

⁶²⁴ *Ibid.*

⁶²⁵ Anonyme, «La consolidation du fascisme», *L'Action française*, 13 juillet 1923, p. 1.

⁶²⁶ Charles Maurras, «La politique - Déclarations de M. Mussolini», *L'Action française*, 18 juillet 1923, p. 1.

⁶²⁷ *Ibid.*

⁶²⁸ *Ibid.*

⁶²⁹ *Ibid.*

⁶³⁰ Jacques Bainville, «Les élections en Italie», *L'Action française*, 27 janvier 1924, p. 1.

⁶³¹ *Ibid.*

⁶³² Jacques Bainville, «Mussolini et les élections», *L'Action française*, 6 avril 1924, p. 1.

⁶³³ *Ibid.*

⁶³⁴ G. D., «Les élections italiennes»,

désormais une des premières nations du monde⁶³⁵. Elle jouit aussi d'une complète tranquillité intérieure⁶³⁶.

Aucun autre journal ne défend autant le fascisme italien après le meurtre de Matteotti. Celui-ci reconnaît que le fascisme a été ébranlé un moment. Contrairement aux autres journaux, il n'envisage pas pour autant la chute du régime⁶³⁷. Charles Maurras trouve ridicule «ce tapage qu'on mène autour de l'affaire Matteotti»⁶³⁸. S'il y a tant de «cris, de vitupérations et de larmes», c'est parce qu'on tente d'instituer le procès du fascisme et de la réaction⁶³⁹. Le régime de Mussolini lui apparaît honnête, le journal remarque les sanctions prises contre plusieurs hauts fonctionnaires. Le fait que le dictateur fasciste épure son propre parti montre, pour le journal, qu'il fait véritablement justice⁶⁴⁰. L'affaire Matteotti lui apparaît comme un coup monté contre le fascisme, exploitant les sentiments de commisération pour la victime⁶⁴¹. «Un gouvernement ne saurait être rendu responsable d'un crime politique que s'il épargne les criminels»⁶⁴², or le fascisme est décrit comme pourchassant avec promptitude les assassins. Le quotidien aime contrebalancer le meurtre de Matteotti avec les excès commis par les socialistes italiens⁶⁴³. Il ne reconnaît que très brièvement les divisions au sein du fascisme. Il pointe les abus de certains et un problème de discipline⁶⁴⁴. Les excès des fascistes ne sont toutefois que «des ombres sur un grand tableau de prospérité, d'ordre matériel et moral»⁶⁴⁵.

L'Action française déclare assez rapidement l'échec de la campagne contre le fascisme et son chef déclenchée par l'assassinat de Matteotti. «Le fascisme a triomphé d'une crise

⁶³⁵ Léon Daudet, «La seconde Renaissance italienne et le président Mussolini», *L'Action française*, 8 avril 1924, p. 1.

⁶³⁶ Anonyme, «Lettre d'Italie», *L'Action française*, 24 mai 1924, p. 1.

⁶³⁷ Jacques Bainville, «Contre Seipel et contre Mussolini», *L'Action française*, 20 juin 1924, p. 1.

⁶³⁸ Charles Maurras, «La politique», *L'Action française*, 18 juin 1924, p. 1.

⁶³⁹ *Ibid.*

⁶⁴⁰ *Ibid.*

⁶⁴¹ Intérim, «La politique», 27 juillet 1924, p. 1.

⁶⁴² *Ibid.*

⁶⁴³ Anonyme, «En face du meurtre de Matteotti», *L'Action française*, 24 juin 1924, p. 1.

⁶⁴⁴ Jacques Bainville, «Où en est le fascisme», *L'Action française*, 20 décembre 1924, p. 1.

⁶⁴⁵ Jacques Bainville, «Le redressement de M. Mussolini», *L'Action française*, 17 février 1925, p. 1.

qui, un moment, a pu paraître dangereuse»⁶⁴⁶. Le journal considère comme dangereux le jeu de l'opposition parlementaire de refuser de participer aux travaux de la Chambre⁶⁴⁷. Malgré l'opposition bourgeoise au fascisme, «le peuple italien reste, dans son ensemble, attaché à l'ordre et à la discipline que le fascisme a eu pour effet indiscutable de rétablir»⁶⁴⁸. Il souligne que l'opposition boude, mais qu'au fond elle veut conserver les résultats du fascisme, le souvenir de l'anarchie est encore trop frais. La chute de Mussolini ferait profiter au communisme et «ni l'Europe centrale, que menace un grand désordre, ni nous-mêmes n'avons besoin de cela»⁶⁴⁹. Il est donc impossible pour le journal de «revenir au régime de la liberté sans retomber dans les désordres»⁶⁵⁰.

Le quotidien royaliste n'est donc pas inquiet pour le régime fasciste. Dès le début de 1925, il considère que le calme est parfait et le gouvernement solide⁶⁵¹. L'opposition sur l'Aventin perd toute perspective politique par sa stratégie attentiste et exclusivement morale qui finit par l'affaiblir complètement⁶⁵². Tout comme *L'Humanité*, il ne voit qu'une opposition «verbale»⁶⁵³ qui pose peu de danger au fascisme. Un an plus tard, il considère comme un fait significatif que Mussolini ait su se maintenir au pouvoir⁶⁵⁴. Il a dominé la tempête et est plus fort qu'avant. Le journal présente un bulletin qu'il décrit comme «objectif et impartial», résumant l'état politique et moral de l'Italie⁶⁵⁵. L'opposition a fléchi grâce à l'activité recrudescence du fascisme. Une activité législative, avec des lois sur la réforme du Code pénal, sur la bureaucratie, sur la presse, les lois dites fascistissimes et une activité répressive⁶⁵⁶. Le quotidien n'est pas du tout offusqué par la loi sur la presse. Pour lui, il y a bien longtemps que la France connaît la même situation.

⁶⁴⁶ C. J., «L'Affaire Matteotti», *L'Action française*, 4 juillet 1924, p. 1.

⁶⁴⁷ *Ibid.*

⁶⁴⁸ Jacques Bainville, «Mussolini et Giolitti», *L'Action française*, 20 novembre 1924, p. 1.

⁶⁴⁹ Bainville, «Où... », *loc. cit.*, p. 1.

⁶⁵⁰ Jacques Bainville, «Mussolini et l'exemple de Sylla», *L'Action française*, 5 janvier 1925, p. 1.

⁶⁵¹ Jacques Bainville, «Le redressement de M. Mussolini», *L'Action française*, 17 février 1925, p. 1.

⁶⁵² De Felice, *Brève histoire... op. cit.*, p. 50.

⁶⁵³ Bainville, «Le redressement...», *loc. cit.*, p. 1.

⁶⁵⁴ Jacques Bainville, «L'anniversaire de Matteotti», *L'Action française*, 9 juillet 1925, p. 1.

⁶⁵⁵ *Ibid.*

⁶⁵⁶ *Ibid.*

Qu'on ne vienne donc pas nous parler de la suppression, partielle ou totale, de la liberté de la presse en Italie. Il y a belle lurette que la presse dite «de grande information» parisienne a remis elle-même sa «liberté» entre les mains du gouvernement et de la police politique⁶⁵⁷.

Il soutient que l'erreur des ennemis du fascisme a été de ne voir dans le fascisme qu'une dictature pure et simple, alors qu'il a une doctrine et des principes grâce auxquelles il a pu se maintenir⁶⁵⁸. Vers la fin de la période, *L'Action française* se moque des prophéties annonçant la chute du fascisme. Le peuple français lui apparaît mal informé par la presse sur le vrai fascisme; trop «d'erreurs grossières» circulent sur les affaires d'Italie⁶⁵⁹. Le journal maintient «la plus haute estime pour le fascisme italien»⁶⁶⁰. L'Italie connaît une amélioration de sa trésorerie et une réduction de sa dette. Elle est donc dans une période d'assainissement financier rapide pour le journal⁶⁶¹. Ce sont là les «fruits du fascisme».

III - La presse et la politique extérieure du fascisme

La politique intérieure du fascisme italien a marqué les esprits en France. Elle est l'élaboration d'une expérience sociale incontestablement nouvelle. Pour certains, il s'agit d'un remède au bolchevisme et à la révolution mondiale. Pour d'autres, c'est l'exemple frappant de la réaction la plus brutale contre un progrès historique inéluctable. L'analyse de la politique extérieure du fascisme italien offre, quant à elle, une tout autre perspective. Nous avons déjà souligné l'importance de plusieurs événements qui viennent ponctuer les relations franco-italiennes. Les journaux français sont particulièrement préoccupés par l'attitude impérialiste du nouveau gouvernement. Celui-ci reprend les récriminations de l'après-guerre et promeut l'expansion de l'Italie vers la Méditerranée et l'Afrique⁶⁶². L'impérialisme est pour Mussolini une «loi éternelle et immuable de la vie»⁶⁶³. Celui-ci aspire à un statut de grande puissance pour l'Italie⁶⁶⁴. L'inquiétude de la

⁶⁵⁷ Léon Daudet, «La liberté de la presse», *L'Action française*, 7 juin 1925, p. 1.

⁶⁵⁸ Bainville, «L'anniversaire... », *loc. cit.*, p. 1.

⁶⁵⁹ Charles Maurras, «La politique», *L'Action française*, 14 décembre 1925, p. 1.

⁶⁶⁰ *Ibid.*

⁶⁶¹ Testis., «Les fruits du fascisme», *L'Action française*, 30 août 1925, p. 1.

⁶⁶² De Felice, *op. cit.*, p. 83.

⁶⁶³ *Ibid.*

⁶⁶⁴ Sally Marks, «Mussolini and Locarno: Fascist Foreign Policy in Microcosm», *Journal of Contemporary History*, Vol. 14, No. 3 (Jul., 1979), p. 423.

presse met quelquefois en lumière une contradiction entre l'appui accordé à la politique intérieure et les réticences engendrées par la politique extérieure du nouveau régime.

L'analyse de l'attitude de la presse française révèle quelques thèmes de prédilections. Il s'agit principalement de la question tunisienne que nous avons déjà mentionnée. La question de la Ruhr est elle aussi problématique. Elle lie les deux pays par des intérêts communs pour une brève période. L'évènement le plus marquant de ces années, par son caractère dramatique, est l'affaire de Corfou. Celui-ci met en contraste la position idéologique de chaque journal. La fin de la période est, quant à elle, l'occasion pour les journaux de faire un bilan de la politique italienne et un pronostic sur son futur. L'analyse de la presse française face à la politique étrangère du fascisme italien complète le portrait global que nous avons dressé pour la période étudiée.

L'Humanité

Il n'y a pas de contradiction dans l'attitude de *L'Humanité* face à la politique intérieure et extérieure du fascisme. Le journal d'extrême gauche condamne les deux sans ambiguïtés. Dès la prise du pouvoir par les fascistes, en 1922, il prévoit un désastre avec la politique étrangère du fascisme⁶⁶⁵. Le quotidien craint le pire, le fascisme italien lui apparaît aussi brutal à l'extérieur qu'à l'intérieur. La question de la Ruhr vient lui prouver, dès 1923, que Mussolini ne sait pas ce qu'il fait. Le journal trouve l'attitude du gouvernement fasciste indécise et ambiguë⁶⁶⁶. Elle s'explique par l'absence de conception politique de Mussolini⁶⁶⁷. *L'Humanité* ne fait rien pour encourager une coopération franco-italienne au sujet de la Ruhr. Il va de son intérêt de décourager toute alliance politique avec un gouvernement fasciste. Pour le journal, comme l'Italie a besoin du charbon allemand, s'associer à l'occupation de la Ruhr serait une fort mauvaise affaire⁶⁶⁸. Il souligne, d'ailleurs, que les sources d'antagonismes sont beaucoup plus nombreuses que les sources d'accords entre la France et l'Italie⁶⁶⁹. Les journalistes de *L'Humanité* reconnaissent que le gouvernement fasciste relie la question de la Ruhr à celle de la

⁶⁶⁵ Paul Louis, «Le fascisme : tragédie ou comédie?», *L'Humanité*, 2 novembre 1922, p. 3.

⁶⁶⁶ Jacques Mesnil, «Le jeu de M. Mussolini», *L'Humanité*, 28 janvier 1923, p. 1.

⁶⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁶⁹ *Ibid.*

Tunisie⁶⁷⁰. Cette dernière est la «pierre d'achoppement»⁶⁷¹ des relations franco-italiennes. Le journal souligne le programme anti-français du fascisme italien face à la Tunisie⁶⁷². Il considère cette revendication italienne comme «extrêmement dangereuse»⁶⁷³ et fait de Tunis le but premier du nationalisme italien⁶⁷⁴.

L'affaire de Corfou vient confirmer les pires craintes du journal. Elle lui prouve la folie de Mussolini. Lui et ses fascistes «veulent ressusciter l'Empire romain et régner sur toute la Méditerranée»⁶⁷⁵. C'est encore une fois l'occasion pour le quotidien communiste de dénoncer l'attitude des autres journaux qui n'y font que des allusions discrètes. *Le Temps* est particulièrement visé pour son «extrême mollesse»⁶⁷⁶ et sa défense du gouvernement fasciste. *L'Humanité* croit, avec raison, que les journaux bourgeois ménagent la «barbarie fasciste» parce que Mussolini est un allié dans la guerre de la Ruhr⁶⁷⁷. Pour le quotidien, l'ampleur de l'évènement équivaut celui de juillet 1914⁶⁷⁸. Il s'agit, pour lui, d'un outrage incroyable ayant entraîné la mort de femmes et d'enfants. La condamnation est sans équivoque. Mussolini «traite les nations et les îles comme ses *fasci* traitaient les Bourses du Travail et les Maisons du Peuple : il y met le feu»⁶⁷⁹. Il y a là un avertissement pour tous les prolétaires d'Europe.

L'Humanité est consciente que l'affaire de Corfou s'intègre dans un cadre plus grand. «Une politique étrangère totalement subordonnée à la politique intérieure : telle est la stratégie suivie par le fascisme jusqu'à la fin des années vingt»⁶⁸⁰. Le journal croit qu'il tente de maîtriser la situation intérieure par une «politique extérieure chauvine»⁶⁸¹. Il est

⁶⁷⁰ Jacques Mesnil, «Difficultés franco-italiennes à propos de la Tunisie», *L'Humanité*, 5 août 1923, p. 3.

⁶⁷¹ *Ibid.*

⁶⁷² Anonyme, «Le fascisme ne dissimule plus ses visées impérialistes», *L'Humanité*, 13 novembre 1925, p. 3.

⁶⁷³ *Ibid.*

⁶⁷⁴ Jules Humbert-Droz, «L'impérialisme italien inquiète le capitalisme français», *L'Humanité*, 11 mars 1924, p. 1.

⁶⁷⁵ Jacques Mesnil, «Le fou furieux Mussolini veut régner sur sa Méditerranée», *L'Humanité*, 1 septembre 1923, p. 1.

⁶⁷⁶ *Ibid.*

⁶⁷⁷ Anonyme, «Après le bombardement de Corfou», *L'Humanité*, 2 septembre 1923, p. 1.

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ Charles Rappoport, «Le bombardement pacifique de Mussolini», *L'Humanité*, 2 septembre 1923, p. 3.

⁶⁸⁰ De Felice, *op. cit.*, p. 83.

⁶⁸¹ Humbert-Droz, *loc. cit.*, p. 1.

tout à fait conscient du lien entre les deux. Lors du meurtre de Matteotti, il constate la prudence du régime sur la scène internationale. Il peut ainsi se préoccuper de la situation intérieure, où le journal considère le fascisme en baisse⁶⁸². Cette situation lui montre que le fascisme italien «est un géant de fer aux pieds d'argile»⁶⁸³. Vers la fin de la période, *L'Humanité* observe une recrudescence de l'impérialisme italien. Pour le journal, celui-ci a des «ambitions océaniques»⁶⁸⁴. Une nouvelle avidité se fait sentir : «nous sommes en présence d'une explosion de folie aventurière qui n'a pas d'égale dans l'histoire des autres impérialismes»⁶⁸⁵. Le journal termine donc la période en soulignant le danger que représentent les ambitions du fascisme italien. Il lui faut mettre en garde les ouvriers de l'Europe contre les «aventures sanglantes» et impérialistes qu'il compte entreprendre⁶⁸⁶. Rien ne lui semble retenir le nouveau régime, pour qui le Traité de Versailles n'est qu'un chiffon de papier⁶⁸⁷.

Le Temps

La position du journal *Le Temps* face à la politique étrangère du fascisme italien est intéressante puisqu'il défend les intérêts du gouvernement français. Dès la marche sur Rome, le journal comprend que le fascisme mène à l'impérialisme, mais ne croit pas à un changement dans la politique étrangère⁶⁸⁸. Mussolini «ne veut pas changer la situation créée par la guerre et par la victoire, mais au contraire, son intention la plus manifeste est de rétablir le plus possible l'entente, qui existe encore de fait, mais qui, en réalité, ne fonctionne plus»⁶⁸⁹. Contrairement à *L'Humanité*, le quotidien ne semble pas voir, ou tente de ne pas voir, de problème avec la question tunisienne. Il se contente de souligner que les Italiens de Tunisie sont contents des premières déclarations du gouvernement au sujet de la protection de leurs intérêts⁶⁹⁰. On peut relier cette attitude directement au

⁶⁸² Jacques Mesnil, «Uniformes et habits noirs inaugurent la Chambre italienne», *L'Humanité*, 25 mai 1924, p. 3.

⁶⁸³ I. Silori, «Rentrée parlementaire et agitation belliqueuse», *L'Humanité*, 25 novembre 1925, p. 3.

⁶⁸⁴ *Ibid.*

⁶⁸⁵ J. Silone, «Mussolini dévoile ses plans de conquête», *L'Humanité*, 12 décembre 1925, p. 3.

⁶⁸⁶ Peri, *loc. cit.*, p. 5.

⁶⁸⁷ Silone, *loc. cit.*, p. 3.

⁶⁸⁸ Anonyme, «La crise en Italie - Le roi et le nouveau ministère», *Le Temps*, 2 novembre 1922, p. 2.

⁶⁸⁹ *Ibid.*

⁶⁹⁰ Anonyme, «La crise en Italie», *Le Temps*, 9 novembre 1922, p. 2.

besoin du soutien italien dans la Ruhr. On remarquera que le quotidien évite toute critique de la politique intérieure du fascisme durant cette période.

L'exemple le plus frappant de cette collaboration est l'affaire de Corfou. Le journal se range dès le début du côté italien. Il exige que l'Italie reçoive des réparations suffisantes en rappelant que le gouvernement grec est né d'un coup d'État et qu'il n'a pas encore consulté la nation⁶⁹¹. Le gouvernement italien est, quant à lui, visiblement soutenu et entraîné par la masse de la nation⁶⁹². Il lui paraît évident que l'Italie «n'avait pas envie de faire couler le sang» et que l'occupation n'est que temporaire⁶⁹³. *Le Temps* est conscient de la menace que Corfou puisse servir d'exemple afin d'amener la S.D.N. à s'occuper de la Ruhr. «Nous croyons que la Grèce aujourd'hui encore, ferait mieux de s'arranger avec l'Italie que d'aller plaider à Genève ou ailleurs»⁶⁹⁴. Le gouvernement grec devrait donc céder sur tous les points⁶⁹⁵. L'Italie lui semble dans son droit d'exiger des réparations. Il ne suffit que de s'acquitter des réparations pour que l'Italie quitte Corfou. Ceux qui pensent que l'occupation n'est pas provisoire ont tort⁶⁹⁶. Le journal ne manque pas l'occasion de mentionner qu'aucun «intérêt particulier ne nous engage à approuver le gouvernement italien»⁶⁹⁷. Il est pourtant un appui indéfectible de la politique de l'État français. Il félicitera, d'ailleurs, le rôle joué par son président dans la crise : «les Français sentent assez que M. Poincaré a bien conduit la politique du pays et qu'il a rendu service à l'Europe»⁶⁹⁸.

Le Temps restera l'avocat d'une entente cordiale entre l'Italie et la France. Barrère, ambassadeur de France à Rome, y trouve une tribune pour défendre la coopération entre les deux pays. «Leur union et leur coopération sont indispensables pour résoudre les difficultés de l'heure actuelle et préserver leurs intérêts mutuels»⁶⁹⁹. Encore une fois, la

⁶⁹¹ Anonyme, «Bulletin du jour - Le crime d'Épire», *Le Temps*, 1 septembre 1923, p. 1.

⁶⁹² Anonyme, «Bulletin du jour - L'affaire de Corfou», *Le Temps*, 2 septembre 1923, p. 1.

⁶⁹³ *Ibid.*

⁶⁹⁴ *Ibid.*

⁶⁹⁵ Anonyme, «Bulletin du jour - Le crime... », p. 1.

⁶⁹⁶ Anonyme, «Bulletin du jour - Le temps de réfléchir», *Le Temps*, 3 septembre 1923, p. 1.

⁶⁹⁷ Anonyme, «Bulletin du jour - Le crime... », p. 1.

⁶⁹⁸ Anonyme, «Bulletin du jour - L'entente reconstituée», *Le Temps*, 9 septembre 1923, p. 1.

⁶⁹⁹ Anonyme, «En Italie», *Le Temps*, 2 janvier 1924, p. 2.

question tunisienne est au cœur de cette relation. Le journal trouve nécessaire que le problème des Italiens en Tunisie soit «considéré comme partie intégrante de l'équilibre des puissances en Afrique septentrionale»⁷⁰⁰. Refuser qu'on permette aux Italiens de conserver leur nationalité serait une «erreur psychologique qui probablement coûterait à la France la perte définitive de l'amitié italienne»⁷⁰¹. Le quotidien s'est donc fait l'apôtre de l'amitié franco-italienne jusqu'à la fin de la période. «Il y a entre la France et l'Italie, dans la Méditerranée comme sur le continent, une solidarité de fait qu'aucune des deux nations ne saurait méconnaître sans danger»⁷⁰². Il n'y a aucune raison de s'inquiéter de la politique étrangère de Mussolini : «dans l'état actuel des choses, le programme d'expansion coloniale de l'Italie ne menace personne»⁷⁰³. Malgré qu'il n'existe pas de formule de collaboration active entre les deux pays, il y a «une base morale et politique solide dans la constatation que l'accord de la France et de l'Italie est nécessaire pour assurer en Europe et dans le monde l'avenir de l'idée latine, qui fut et qui reste l'idée de la plus grande civilisation»⁷⁰⁴.

Le Figaro

Le journal de droite fait preuve d'optimisme à l'égard de la politique étrangère du fascisme italien. Selon lui, la France et l'Italie ne peuvent qu'avoir des sentiments communs⁷⁰⁵. Il souligne que l'Italie est d'accord avec la France au sujet des réparations⁷⁰⁶. Il trouve que la France ne peut que se réjouir des opinions émises dans la péninsule à propos de la politique étrangère. Mussolini est vu comme un allié nécessaire, économiquement et techniquement, dans le cadre de la Ruhr⁷⁰⁷. S'il n'y a pas encore d'engagement politique concret entre les deux pays, c'est parce que Mussolini est préoccupé par son œuvre de réorganisation du pays⁷⁰⁸. La diplomatie italienne est décrite comme souple, pratique et tenace; elle est donc réticente à s'enfermer dans un bloc

⁷⁰⁰ Anonyme, «Italie - Les Italiens en Tunisie», *Le Temps*, 23 janvier 1925, p. 2.

⁷⁰¹ *Ibid.*

⁷⁰² Anonyme, «Bulletin du jour - Après le voyage du Duce», *Le Temps*, 19 avril 1926, p. 1.

⁷⁰³ *Ibid.*

⁷⁰⁴ *Ibid.*

⁷⁰⁵ Fernand Rigny, «France et Italie», *Le Figaro*, 19 novembre 1922, p. 4.

⁷⁰⁶ *Ibid.*

⁷⁰⁷ Anonyme, «L'occupation de la Ruhr au Sénat italien», *Le Figaro*, 18 février 1923, p. 2.

⁷⁰⁸ Henry Bidou, «Le discours de M. Mussolini», *Le Figaro*,

continental⁷⁰⁹. Le quotidien refuse d'admettre une rivalité entre les deux pays dans la Méditerranée⁷¹⁰. Pour ce qui est de la Tunisie, il désire une politique libérale à l'égard de l'Italie⁷¹¹.

L'opinion favorable du journal n'est pas ébranlée par les événements de Corfou. S'il déplore la détérioration du conflit entre la Grèce et l'Italie, il se contente au départ de citer les positions réciproques sans prendre parti⁷¹². Le quotidien reconnaît l'importance stratégique de Corfou dans la Méditerranée. Même si l'occupation n'est que temporaire, il s'inquiète d'une aggravation du conflit⁷¹³. Il souligne qu'en France, ce qui domine, c'est l'horreur du crime commis et la sympathie au pays outragé⁷¹⁴. *Le Figaro* souhaite le dénouement pacifique du conflit et ne voit pas, comme *L'Humanité*, un acte comparable à juillet 1914. «Tout porterait à croire que l'incident déplorable des frontières d'Albanie, soumis à l'action des enquêtes, des discussions et du temps, perdra peu à peu le pouvoir de troubler l'Europe»⁷¹⁵. Le journal procède ensuite à défendre et expliquer la position italienne. Elle est fondée sur deux principes, en tant qu'offensée, personne ne devrait se substituer à elle dans la poursuite des satisfactions qui lui sont dues, c'est son droit⁷¹⁶; deuxièmement, l'ultimatum de l'Italie est à prendre ou à laisser, sans discussion de détails⁷¹⁷. Même s'il reconnaît que les demandes italiennes sont dures, *Le Figaro* croit que le gouvernement grec qui est «très instable, sans finances, sans forte armée, et qui n'est pas même reconnu par les Puissances, n'a qu'à s'incliner»⁷¹⁸. Le travail de conciliation menée par la France prouve qu'elle est la plus sûre amie de l'Italie⁷¹⁹. Pour le journal, il s'agit d'une grande victoire pour Poincaré⁷²⁰.

⁷⁰⁹ *Ibid.*

⁷¹⁰ Rigny, «France et... », *loc. cit.*, p. 4.

⁷¹¹ *Ibid.*

⁷¹² Henry Bidou, «Le conflit italo-grec», *Le Figaro*, 1 septembre 1923, p. 1.

⁷¹³ Henry Bidou, «Le développement du conflit italo-grec», *Le Figaro*, 2 septembre 1923, p. 1.

⁷¹⁴ *Ibid.*

⁷¹⁵ Henry Bidou, «Autour de l'Adriatique», *Le Figaro*, 3 septembre 1923, p. 1.

⁷¹⁶ Henry Bidou, «L'attitude de l'Italie», *Le Figaro*, 6 septembre 1923, p. 1.

⁷¹⁷ *Ibid.*

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ Alfred Mallet, «La conférence des ambassadeurs a fait connaître hier ses décisions à la Grèce», *Le Figaro*, 8 septembre 1923, p. 1.

⁷²⁰ *Ibid.*

Le Figaro ne cessera pas lui non plus d'encourager une meilleure coopération franco-italienne. Il rappelle durant la période, à l'intention de Mussolini, l'appui que le gouvernement italien a reçu d'une grande partie de l'opinion française lors des incidents de Corfou⁷²¹. Le journal cherche d'autres points pour relier les deux pays, notamment le rejet d'un éventuel rattachement de l'Autriche à l'Allemagne⁷²². Il propose même sa propre solution pour faire adhérer l'Italie au pacte de garantie. Elle n'a pour lui aucun intérêt à adhérer à un pacte limité garantissant uniquement les frontières rhénanes. Le pacte devrait donc couvrir aussi la frontière du Brenner⁷²³. Le quotidien termine la période sans crainte de la politique étrangère de Mussolini. Il considère que les hommes qui dirigent l'Italie nouvelle ont trop de bon sens pour désirer autre chose qu'une action pacifique.

L'Action française

La position du journal d'extrême droite est particulière. Nous avons vu que celui-ci a exprimé un soutien sans équivoque à la politique intérieure du fascisme italien. L'intérêt de la France en politique extérieure passe en priorité pour le quotidien qui se veut être «l'organe du nationalisme intégral». *L'Action française* représente l'aile droite du conservatisme français⁷²⁴. Dès le début, le quotidien est méfiant des revendications italiennes. Il pense à la Tunisie, Nice, la Corse et la Savoie. Il considère que Mussolini doit faire des choix; il n'est pas dans son intérêt d'exciter des inquiétudes partout⁷²⁵. Ce bref épisode montre que *L'Action française* ne cédera pas les intérêts internationaux de la France à son amitié pour le fascisme italien. Il est toutefois bientôt rassuré par l'attitude du nouveau régime. Il souligne que les appréhensions dans les milieux internationaux ont été dissipées⁷²⁶. Si la politique extérieure était au début incertaine et inspirait des inquiétudes, elle est maintenant influencée par le sens des réalités⁷²⁷. Mussolini a «une pensée maîtresse d'elle-même et qui se soumet au contrôle de l'expérience et de la

⁷²¹ Alfred Mallet, «Pour la solidarité interalliée», *Le Figaro*, 19 novembre 1923, p. 3.

⁷²² Alfred Mallet, «Le pacte de garantie - L'attitude de l'Italie», *Le Figaro*, 17 juin 1925, p. 1.

⁷²³ *Ibid.*

⁷²⁴ Winock, *op. cit.*, p. 141.

⁷²⁵ Jacques Bainville, «La politique extérieure du fascisme», *L'Action française*, 1 novembre 1922, p. 1.

⁷²⁶ Anonyme, «Le gouvernement fasciste», *L'Action française*, 3 novembre 1922, p. 1-2.

⁷²⁷ Jacques Bainville, «La politique extérieure de M. Mussolini», *L'Action française*, 19 février 1923, p. 1.

réflexion»⁷²⁸. Il a reconnu que c'était une erreur que de s'opposer à la France dans la question de la Ruhr. «À travers ses paroles, on sent passer la conviction que la France doit réussir et il ne veut pas que l'Italie soit absente au moment de récolter»⁷²⁹. Le but de Paris est de créer un système européen qui empêche l'Allemagne de constituer de nouveau une menace. Ce projet laisse un rôle de premier plan dans la politique continentale pour l'Italie⁷³⁰.

L'attitude du journal dans l'affaire de Corfou est très significative à ce sujet. Celui-ci veut profiter de l'évènement pour réaliser un rapprochement avec l'Italie⁷³¹. Il comprend très bien que l'amitié franco-italienne passe par le soutien français sur la question de Corfou et le soutien italien sur celle de la Ruhr⁷³². On ne s'étonnera donc pas de le voir avancer qu'il n'y a que l'extrême gauche pour accuser l'Italie de manière violente pour sa conduite⁷³³. Pour lui, c'est la violence grecque qui est à l'origine de l'affaire⁷³⁴. Il souligne de surcroît que le gouvernement de Mussolini est un gouvernement «régulier», alors que la Grèce a un gouvernement révolutionnaire⁷³⁵. Il serait donc absurde, pour le journal, que l'opinion française prît parti contre Mussolini⁷³⁶. Rien n'autorise, selon lui, d'avoir le moindre soupçon sur des ambitions de conquête de l'Italie. Ce ne sont que des attaques pour tenter de discréditer le fascisme⁷³⁷. L'Angleterre, qui protège la Grèce, «révèle une volonté peu douteuse : celle de maintenir ses propres positions dans la Méditerranée orientale»⁷³⁸. *L'Action française* désire donc que l'Italie reçoive pleine compensation. Elle se prononce contre toute ingérence de la Société des Nations dans l'affaire. «On peut se demander, en effet, si tant de gens ne poussent pas la Ligue à s'occuper de Corfou pour se mêler de la Ruhr»⁷³⁹.

⁷²⁸ *Ibid.*

⁷²⁹ *Ibid.*

⁷³⁰ De Felice, *Brève histoire... op. cit.*, p. 85.

⁷³¹ Léon Daudet, «Quand on a une politique intérieure», *L'Action française*, 5 septembre 1923, p. 1.

⁷³² Charles Maurras, «La politique», *L'Action française*, 6 octobre 1923, p. 1.

⁷³³ Charles Maurras, «La politique», *L'Action française*, 2 septembre 1923, p. 1.

⁷³⁴ *Ibid.*

⁷³⁵ *Ibid.*

⁷³⁶ Jacques Bainville, «Philhellène et italophobes», *L'Action française*, 2 septembre 1923, p. 1.

⁷³⁷ Jacques Bainville, «Le conflit italo-grec n'est-il qu'italo-grec?», *L'Action française*, 3 septembre 1923, p.

1.

⁷³⁸ *Ibid.*

⁷³⁹ Jacques Bainville, «La société des nations embarrassée», *L'Action française*, 6 septembre 1923, p. 1.

Le quotidien d'extrême droite désire donc une étroite collaboration avec l'Italie de Mussolini, tant que les intérêts français soient respectés. Dans cette perspective, il s'étonne que Mussolini veuille réduire la dette allemande et soutienne le retrait de la Ruhr⁷⁴⁰. Cela l'amène à penser que la politique extérieure de Mussolini n'est pas aussi originale que sa politique intérieure⁷⁴¹. Il reprendrait celle de ces prédécesseurs. Le type de gouvernement instauré en Italie lui accorde pourtant des atouts. Sa politique nationale et réactionnaire lui assure le soutien de sa politique extérieure⁷⁴². Un gouvernement autoritaire aurait aussi des avantages dans la conduite des affaires diplomatiques⁷⁴³. *L'Action française* observe donc une politique souple à l'égard de la politique étrangère fasciste. Elle se permet de la critiquer et ses positions idéologiques ne lui en laissent quelquefois pas le choix. Mais si elle reproche au fascisme sa politique extérieure, elle reproche aussi à la France sa faiblesse qui a laissé la mer sans vaisseaux, ses colonies sans véhicules de communications et d'échanges, actions qui encouragent la cupidité des voisins⁷⁴⁴.

* * *

La période qui s'étend de la marche sur Rome jusqu'à l'instauration définitive de la dictature est, on l'a vu, particulièrement mouvementée. Nous avons pu cerner les intérêts de la presse française en trois grandes catégories. Celles-ci nous ont permis de mettre en lumière la perception des journaux français à l'égard du fascisme italien, premièrement, en analysant l'attitude de la presse à l'égard de la prise du pouvoir, puis, en délimitant leur position respective face à la politique intérieure et extérieure du nouveau régime instauré en Italie.

La marche sur Rome marque un tournant pour l'opinion en France; elle ne laisse personne indifférent. À gauche, *l'Humanité* reconnaît qu'elle ouvre une nouvelle étape de «froide réaction». Elle attaque assidûment le fascisme au niveau de sa politique intérieure

⁷⁴⁰ Jacques Bainville, «Le point de vue de Mussolini», *L'Action française*, 18 novembre 1923, p. 1.

⁷⁴¹ *Ibid.*

⁷⁴² Daudet, «Quand on a... », *loc. cit.*, p. 1.

⁷⁴³ Jacques Bainville, «Les suites de l'accord entre l'Italie et les Yougoslaves», *L'Action française*, 16 janvier 1924, p. 1.

⁷⁴⁴ Charles Maurras, «La politique», *L'Action française*, 20 janvier 1926, p. 1.

et extérieure. *Le Temps*, qui aurait préféré la continuité de l'État libéral, est d'abord inquiet et sceptique. L'évolution de la perception de ce journal est intéressante; il se fait critique durant la période qui suit l'assassinat de Matteotti. A droite, *le Figaro* n'a pas les mêmes réserves; il accepte et acclame le nouveau gouvernement. Son appui se maintient tout au long de la période. *L'Action française*, qui avait hésité un instant, reconnaît bien vite un régime dont la forme lui plaît. Il s'agit d'un facteur important pour expliquer la position du journal. Ce n'est qu'au niveau de la politique extérieure qu'il se fait prudent.

Comme nous pourrions voir, il est possible de tirer plusieurs conclusions importantes de la perception des journaux français durant cette période. Les années 1922 à 1926 se sont révélées fertiles en rebondissements.

Conclusion générale

Notre enquête a confirmé l'intérêt que portait la presse française au fascisme italien. Phénomène d'importance, il a fait de la péninsule un véritable laboratoire européen où se sont déchaînés de puissants courants idéologiques. L'ensemble des tendances politiques en France y a indiscutablement vu un enseignement. L'attitude des journaux français ne s'est toutefois pas limitée à une simple extrapolation. Ceux-ci ont pris position face aux bouleversements que subissait la péninsule. Nous avons pu, ainsi, trouver réponse à l'ensemble de nos questionnements initiaux. Elle nous a aussi permis de mettre en lumière un bilan sur la manière dont la presse française a perçu le fascisme italien.

L'Humanité n'a pas eu de difficulté à définir le fascisme italien. Nous l'avons souligné à plusieurs reprises, il s'agit pour elle d'un mouvement réactionnaire à la solde du capitalisme. Le fascisme italien lui apparaît dès le départ entièrement vide de contenu. Sur le plan économique et diplomatique, le journal met de l'avant l'absence d'idées directrices. Il s'agit avant tout d'un mouvement brutal, digne de la terreur blanche hongroise. C'est ce qu'il faut retenir du fascisme pour le journal : répression et violence. Le fascisme est un amalgame des bas-fonds sociaux en alliance avec la bourgeoisie. *L'Humanité* refuse d'admettre une influence du fascisme sur les masses ouvrières.

Le journal n'est pas particulièrement surpris par la prise du pouvoir, qu'il considère comme une manifestation typique de la réaction bourgeoise. Pour lui, il n'y a pas de rupture brutale avec la période précédente. Le fascisme italien poursuit sa politique de répression. Il est donc absurde, à ses yeux, de parler de paix et de calme en Italie. L'affaire Matteotti vient symboliser cet état des choses. Outre les violences, le quotidien n'admet aucun élément positif au programme intérieur du fascisme. Sa politique extérieure ne lui paraît pas non plus originale. Elle est tout aussi condamnable. C'est celle d'un impérialisme effréné qui met en danger la paix de l'Europe. L'affaire de Corfou est ici l'exemple frappant de cette politique et de ses dangers.

Le Temps, quant à lui, considère le fascisme italien comme un phénomène réactionnaire. Il est constitué principalement par la bourgeoisie italienne. Le journal accorde, au départ, beaucoup de crédibilité au mouvement qu'il présente comme un parti politique sérieux. Le fascisme italien est tenu en haute estime pour son action de renouvellement national. La déception est grande lorsque, vers la fin de 1922, le fascisme prend une tournure que *Le Temps* considère comme potentiellement révolutionnaire. Si le quotidien déplore la possibilité d'une disparition de la démocratie en Italie, il ne renie pas les bienfaits du fascisme et ne blâme pas les fascistes pour leur campagne de violence. Il va même jusqu'à les excuser. Cette attitude s'explique facilement par le mérite que le journal attribue au fascisme d'avoir su empêcher une révolution bolchevique.

La marche sur Rome provoque une certaine appréhension du journal. Celui-ci est plutôt tiède face à ce qu'il considère un «coup d'État». Il n'en approuve pas moins l'action du fascisme. Malgré ses réticences, le journal finit par admettre le régime en place. Nous croyons que les positions de la diplomatie française influencent cette prise de décision. Dans cette perspective, *Le Temps* acquiesce à la politique intérieure du nouveau régime. Ce n'est qu'à partir de l'opposition sur l'Aventin qu'un retournement s'opère. Cette phase, où le journal se fait critique du fascisme italien, coïncide avec l'arrivée du Cartel des gauches au pouvoir en France. Il faudra attendre l'échec de l'opposition bourgeoise sur l'Aventin pour que, *Le Temps*, sans autres alternatives, retourne à ses positions antérieures. Le journal tâche, malgré tout, de favoriser un rapprochement franco-italien tout au long de la période.

Le Figaro définit très tôt le fascisme italien, lui aussi, comme étant un mouvement réactionnaire. Malgré le fait qu'il témoigne de certaines inquiétudes face à l'impérialisme de Mussolini, le journal s'avère être un ferme soutien au fascisme italien. Il considère que celui-ci a sauvé la patrie italienne. Le parti fasciste lui-même lui paraît composé des meilleurs éléments de l'Italie, un mélange de toutes les parties saines de la société.

Les violences qui frappent la péninsule sont vues par le journal comme partie d'une guerre civile. La violence des fascistes, contrairement à celle de ses opposants, serait

justifiée. Elle cherche à maintenir la constitution politique du pays. Ces méthodes ne sont pas considérées comme idéales mais la fin justifie les moyens. La marche sur Rome et la prise du pouvoir par les fascistes ne touchent pas le journal, contrairement au *Temps*. *Le Figaro* acclame vite la victoire du fascisme avec enthousiasme. La prise du pouvoir par Mussolini lui apparaît comme un phénomène strictement italien qui restera dans des bornes légitimes. La totalité des mesures prises par le nouveau gouvernement en politique intérieure est acclamée. Le journal ne perd pas confiance, même après le meurtre de Matteotti. Il prend le parti de défendre Mussolini. Il n'accorde pas son soutien à l'opposition sur l'Aventin, comme le fait *Le Temps*.

Le journal est optimiste face à la politique étrangère du nouveau régime. Il avait exprimé des inquiétudes au départ mais, Mussolini au pouvoir, il se fait lui aussi l'avocat d'un rapprochement entre les deux pays. Son attitude, à l'égard de la Tunisie, de la Ruhr et de l'affaire de Corfou, laisse paraître le souci d'une meilleure coopération franco-italienne. *Le Figaro* ne craint pas de danger de la part de l'Italie fasciste jusqu'à la fin de la période.

L'Action française ne fait pas exception; elle voit elle aussi le fascisme comme un mouvement réactionnaire. Il s'agit pour elle d'une réaction du sentiment national, soulevé contre le communisme et regroupant les masses bourgeoises et paysannes. L'enthousiasme du journal face aux efforts du fascisme italien est évident. Il n'est que brièvement inquiet à la veille de la marche sur Rome. Ses craintes sont calmées lorsque Mussolini instaure ce que le journal considère être une dictature monarchiste.

La position du journal est mitigée au sujet de la violence. Il admet que le succès est atteint, mais il souligne plusieurs excès. Le ton quelquefois critique du journal change totalement lorsqu'il finit par percevoir le modèle politique instauré par le fascisme italien. C'est l'occasion de rappeler son propre programme royaliste. La disparition de la démocratie lui importe peu. Le respect du roi et de la continuité est le seul facteur qui compte. Pour le journal, sans la monarchie, la dictature n'est qu'un palliatif éphémère. Il y voit une victoire qui annonce peut-être la chute du parlementarisme français. On

comprend que *L'Action française* ne rentrera pas en conflit avec la politique intérieure de ce gouvernement qu'il considère comme l'archétype idéal. Toutes les mesures intérieures entreprises lui paraissent justifiées. Il défend le régime fasciste avec encore plus de vigueur que *Le Figaro* après l'affaire Matteotti.

La politique étrangère du fascisme a le potentiel de mettre en conflit deux positions qui lui sont chères. Son amitié et admiration envers un régime qu'il considère comme idéal, autoritaire et monarchiste, ainsi que son soutien à une politique extérieure française fermement nationaliste. Après s'être assuré que les intérêts de la France ne sont pas contrariés, le journal fait preuve d'indulgence à l'égard de Mussolini. L'affaire de Corfou montre une fois de plus son appui au régime.

* * *

Il est possible de formuler plusieurs conclusions importantes de notre travail. Certains historiens ont avancé l'idée que les positions radicales du socialisme italien ont contribué à la montée du fascisme italien. Pour *L'Humanité*, c'est la faiblesse et l'inactivité du socialisme qui a permis à la réaction de s'installer. Elle en tire comme leçon que les positions trop conciliantes du socialisme ne sont pas adaptées à la situation. Le seul recours envisageable pour le prolétariat est celui au communisme. C'est là une confirmation additionnelle de l'antisocialisme des communistes français. Ceux-ci attaquent déjà le socialisme en France comme source de fourvoiement des ouvriers et paysans⁷⁴⁵. On y perçoit, une fois de plus, les divisions qui existent au sein de la gauche. Le fait que le journal *Le Temps* attribue la violence exclusivement aux communistes est tout aussi révélateur. Il montre une tolérance qui s'exerce aussi en France. Le socialisme français s'affirmait démocratique et parlementariste⁷⁴⁶.

Sur le plan doctrinal, des socialistes comme Léon Blum ne trouvaient «rien de répugnant à participer au gouvernement ni, plus généralement à se consacrer aux tâches quotidiennes d'un parti dans un système parlementaire»⁷⁴⁷. Basée sur le socialisme

⁷⁴⁵ Tony Judt. *Le Marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987, p. 156.

⁷⁴⁶ Jean Paul Brunet. *Histoire du Parti communiste*, Paris, PUF, coll. Que sais-je?, 1982, p. 9.

⁷⁴⁷ Judt, *op. cit.*, p. 148.

français, l'attitude du journal *Le Temps* laisse donc penser qu'il ne considère pas le socialisme italien comme un danger. On ne peut pas en dire autant du *Figaro* et de *L'Action française*. Ceux-ci n'y voient pas de différence. Le socialisme y est décrit comme un parti extrémiste. Les socialistes sont souvent regroupés sous l'étiquette révolutionnaire.

Nous nous étions aussi demandé si la forme du fascisme italien pouvait être considérée comme une solution viable en France par les journaux. La question ne se pose même pas pour *L'Humanité*, qui exècre le phénomène fasciste. Somme toute, *Le Temps* peut difficilement considérer le fascisme italien comme une solution viable qui puisse être adaptée à la France. S'il reconnaît et admire l'action antibolchevique du fascisme, il ne peut se résoudre à admettre la forme de son gouvernement. Le fait qu'il en vient à le tolérer dépend beaucoup plus des exigences de la diplomatie française et du manque d'alternatives. On peut considérer que le *Figaro* juge, quant à lui, le fascisme italien comme une solution viable face au danger de la révolution mondiale. Il en justifie la violence et défend la forme du gouvernement. Il s'avoue même jaloux de ne pas avoir, en France, un chef comme Mussolini. Il est clair que *L'Action française* envisage les méthodes de la réaction italienne comme valables en France contre la menace révolutionnaire. Il va même jusqu'à dire que, si la révolution devait arriver en France, elle serait écrasée encore plus rapidement. Le quotidien d'extrême droite juge, en effet, ses forces comme supérieures à celles des fascistes italiens, ces dernières étant caractérisées par un manque de doctrine.

Il était aussi question de savoir si les journaux français ont suivi la position diplomatique française. *L'Humanité* ne la suit pas du tout. Même à l'époque du Cartel des gauches, le quotidien refuse toute alliance pragmatique avec le régime de Mussolini. Il met plutôt de l'avant les divergences entre l'Italie fasciste et la France. Il tente ainsi de prouver l'impossibilité d'un rapprochement franco-italien. Il en est tout autrement pour *Le Temps*; la position diplomatique française influence profondément la sienne. À cet égard, le journal fait de son mieux pour rapprocher les deux pays. Il a une approche pragmatique. Ses positions au sujet de la Ruhr, de la Tunisie et de Corfou en témoignent.

La position du *Figaro* coïncide, elle aussi, avec celle des intérêts de la diplomatie française. Nous croyons, toutefois, qu'elle suit sa propre ligne idéologique et un intérêt authentique envers le fascisme italien. Finalement, l'extrême droite suit la position diplomatique française de près. Le quotidien reconnaît que l'appui français au sujet de Corfou est nécessaire pour le soutien italien dans la Ruhr. Sa position est celle d'une collaboration avec ce régime qu'il approuve dans sa forme, tant que les intérêts français sont respectés.

Notre analyse aide à combler un manque dans la compréhension de la position française à l'égard de l'Italie. L'étude des organes qui forment l'opinion publique est une méthode d'analyse pertinente dans la pratique de l'histoire des relations internationales. Elle nous a permis de montrer les grandes tendances qui, en France, suivent l'apparition du fascisme italien. Notre étude s'inscrit dans un cadre plus large, celui de l'attitude des pays démocratiques à l'aube de la montée des totalitarismes. Le cas de la France face à l'Italie a été particulièrement révélateur. Il montre la facilité avec laquelle l'ascension de la dictature a été acceptée par la droite française. Bien plus, il démontre l'importance pour la presse de certaines considérations, idéologiques ou diplomatiques, qui supplantent leur intérêt pour la démocratie. Un tel raisonnement nous apparaît aujourd'hui comme digne d'être souligné. Le fascisme italien, comme notre analyse l'a démontré, paraissait être un régime sérieux pour les contemporains. Même *Le Temps*, malgré un retournement important, a fini par accepter la dictature en Italie. Il est vrai que la peur de la révolution mondiale tient pour beaucoup dans cette décision.

Il est possible d'admettre que la plupart des journaux français ont vu la France à travers l'Italie. Ceux-ci ont clairement considéré les événements de l'autre côté des Alpes à la lumière du contexte social français. La France, nous l'avons vu, connaît relativement bien la situation que traverse l'Italie. Elle a connu aussi des grèves ouvrières en 1920 et 1921 et ses éléments conservateurs ont vivement combattu ce qu'ils percevaient comme une agitation révolutionnaire. La presse de droite en France se plaît à reconnaître un mécanisme de défense contre le bolchevisme. Elle a été plus que claire à ce sujet: l'action du fascisme italien contre l'agitation ouvrière a été ouvertement acclamée par *Le Temps*,

Le Figaro et L'Action française. On peut même avancer que *L'Action française*, par exemple, s'est presque entièrement basée sur sa vision monarchiste en France pour définir et justifier le fascisme en Italie. Elle y a vu la justification de ses propres principes. Le journal profite ainsi du précédent créé par la situation italienne pour annoncer la validité de ses vues en France.

L'Humanité ne fait pas exception, internationaliste par essence, il a abordé la question italienne au travers du prisme français dès le départ. Il y a vu un phénomène réactionnaire international qui se retrouve en France avec l'apparition des ligues. Le quotidien est explicite, il faut tirer des leçons des événements italiens pour que la situation ne se reproduise pas en France. *Le Temps* a toléré la forme du fascisme italien par souci diplomatique, mais il tient aux valeurs démocratiques que connaît la France. Son espoir que Mussolini établisse un régime républicain en témoigne. Il défend aussi le parlementarisme après l'assassinat de Matteotti. Seul *Le Figaro* semble reconnaître la spécificité italienne des événements qui se déroulent dans la péninsule, ce qui ne l'empêche pas d'envier sa situation.

Notre analyse n'a pas été sans surprises. Alors que, comme nous l'avons indiqué, certains se sont demandés si le fascisme fut un mouvement révolutionnaire, la question ne s'est même pas posée pour les contemporains. Tous les journaux étudiés ont jugé le fascisme italien comme étant un phénomène réactionnaire. Le terme a clairement une connotation péjorative pour *L'Humanité*. La position de *L'Action française* a été tout à fait surprenante; non pas pour son soutien au fascisme italien, mais par l'effort qu'elle a mis à justifier le fascisme italien par son royalisme. Mussolini est avant tout un opportuniste; il avait envisagé au départ un État sans la monarchie. Son choix de maintenir le roi en place n'apparaît pas aussi idéologiquement motivé que les journalistes de *L'Action française* aimeraient le croire. Mussolini greffait sa prise du pouvoir à la monarchie déjà en place, assurant ainsi une certaine continuité. On s'étonnera aussi de ne pas trouver de grande distinction dans la position du journal d'extrême droite face à la politique intérieure et extérieure du fascisme italien. Celui-ci, pourtant fermement nationaliste, n'a été que très brièvement inquiet. Il a été aussi surprenant que *Le Figaro*,

pourtant journal républicain, n'ait pas fait grand cas de la disparition de la démocratie. Contrairement au *Temps*, le quotidien ne se remet jamais en question. Il voit même dans l'œuvre de Mussolini une continuation de l'État constitutionnel et même une tentative d'améliorer les institutions existantes.

Cette recherche nous a permis de mettre en lumière les positions diverses à l'égard du phénomène majeur que fut le fascisme italien au XXe siècle. L'information que nous avons pu tirer de cette analyse contribue à définir la période. Aux yeux des contemporains, le combat pour «l'ordre» ou pour la révolution était bel et bien la lutte du siècle. On peut terminer en soulignant une nouvelle piste de recherche. Il serait intéressant de mettre en contraste les divergences d'opinions face à l'échec de la gauche italienne. *L'Humanité* s'est efforcée de comprendre et d'expliquer cet échec. On pourrait ainsi mettre de l'avant l'argumentaire déployé par la presse de gauche. L'importance de ce débat va de soi; les positions prises par les différents partis de gauche sont synonymes de leurs succès ou échecs durant l'entre-deux-guerres. La position radicale du parti communiste français, par exemple, le conduit à refuser toute alliance avec le socialisme. Un tel projet pourrait nous en apprendre plus sur les mentalités de la gauche en France et mettrait en lumière la cohésion des mouvements de gauche au niveau international.

Bibliographie

Sources

Numéros sélectionnés du journal *L'Action française* des années 1919 à 1926

Numéros sélectionnés du journal *L'Humanité* des années 1919 à 1926

Numéros sélectionnés du journal *Le Temps* des années 1919 à 1926

Numéros sélectionnés du journal *Le Figaro* des années 1919 à 1926

Ouvrages généraux

ABBAD, Fabrice, *La France des années 20*, Paris, A, Colin, 1993.

ALBERT, Pierre, *La Presse, Que sais-je?*, 2 éd., Paris, Presses universitaires de France, 1971.

ANTLIFF, Mark, *Avant-garde fascism : the mobilization of myth, art, and culture in France, 1909-1939*, Durham, Duke University Press, 2007.

ASSELAIN, Jean-Charles, *Histoire économique de la France, du XVIIIe siècle à nos jours*, Seuil, Paris, 1984, 2 tomes.

AGULHON, Maurice, NOUSCHI, André, *La France de 1914 à 1940*, Fernand Nathan, 1974.

BECKER, Jean-Jacques, *La France de 1914 à 1940: Les difficultés de la République. Que sais-je?*, 1 éd. Paris, Presses universitaires de France, 1971.

BERNARD, Philippe, *La fin d'un monde, 1914-1929*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.

BERNARD, Philippe, *The decline of the Third Republic, 1914-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

BERSTEIN, Serge, WINOCK, Michel, *La république recommencée*, Seuil, 2008.

CHASSAIGNE, Philippe, *Industrialisation et sociétés en Europe occidentale, 1880-1960*, Ed. Messene, Paris, 1997.

CHASTENET, Jacques, *Vingt ans d'histoire diplomatique, 1919-1939*, Genève, Éditions du milieu du monde, 1945.

- DAVIES, Peter, *The Routledge companion to fascism and the far right*, London, Routledge, 2002.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris, Études politiques, économiques et sociales, 1978.
- EINZIG, Paul, *The economic foundations of fascism*, New York, AMS Press, 1982.
- GARELLI, François, *Histoire des relations franco-italiennes*, Ed. Rive Droite, 1999.
- GATZKE, H.W., *European diplomacy between two wars, 1919-1939*, Chicago, Quadrangle Books, 1972.
- GUICHONNET, Paul, *Mussolini et le fascisme*. Paris, Presses Universitaires de France, 1993.
- HEYWOOD, Andrew, *Political ideologies : an introduction*, 4th ed. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan, 2007.
- LUEBBERT, Gregory M., *Liberalism, Facism, or Social Democracy, classes and the political origins of regimes in interwar Europe*, New York, Oxford University Press, 1991.
- MILZA, Pierre, *Fascisme français : passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.
- MILZA, Pierre, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2003. 236 pages.
- MILZA, Pierre, *Le fascisme italien, 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980.
- MONNET, Sylvie, *La politique extérieure de la France depuis 1870*, Paris, Collection U. A. Colin, 2000.
- MORGAN, Philip, *Fascism in Europe, 1919-1945*, London, New York, Routledge, 2003.
- MOSSE, George L., *La révolution fasciste : vers une théorie générale du fascisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.
- PAXTON, Robert O., *The anatomy of fascism*, 1st ed. New York, Knopf, 2004.
- PÉBEREAU, Michel, *La politique économique de la France*. Paris, Armand Colin, 1990.
- PHILIP, Loïc, *Histoire de la pensée politique en France, de 1789 à nos jours*, Economica, Paris, 1998.

PROST, Antoine, *Guerres, paix et sociétés : 1911-1946*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2003.

PROST, Antoine, *L'Enseignement en France (1800-1967)*, Paris, A. Colin, coll. « U », 1968.

RUNDLE, Christopher, *Translation under fascism*, edited by Christopher Rundle and Kate Sturge., Houndmills, Basingstoke, Hampshire, New York: Palgrave Macmillan, 2010.

TINT Herbert, *France since 1918*, B.T. Batsford Ltd, London, 1970.

WRIGHT, Gordon, *La révolution rurale en France : Histoire politique de la paysannerie au XXe siècle*, Paris, Editions de l'Epi, 1967.

Ouvrages spécialisés

AFFRON, Matthew, ANTLIFF, Mark, *Fascists visions: art and ideology in France and Italy*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1997.

AMZALAK, Nimrod, *Fascists and honourable men: contingency and choice in French politics, 1918-1945*, New York, Houndmills, 2011.

ARTAUD, Denise, *La reconstruction de l'Europe (1919-1929)*, 1er éd. Paris, Presses universitaires de France, 1973.

BECKER, Jean-Jacques, *Histoire des gauches en France*. Paris, Découverte, 2004.

BESSIS, Juliette, *La méditerranée fasciste: l'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Éditions Karthala, 1981.

BLACKMER, Donald L. M. TARROW, Sidney G. *Communism in Italy and France*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1975.

BOTHEAU, Robert, *Histoire du syndicalisme français*, Presses Universitaires de France, Paris, 1945.

BOYCE, Robert W. D., *French foreign and defence policy 1918-1940, the decline and fall of a great power*, Routledge, London, New York, 1998.

BURLES, Jean, *Le Parti communiste dans la société française*, Éditions sociales, Paris, 1979.

BRUNET, Jean Paul, *Histoire du Parti communiste*, Paris, PUF, coll. Que sais-je?, 1982.

BRUNET, Jean Paul, *Histoire du socialisme en France, de 1871 à nos jours*, Paris, PUF, coll. Que sais-je?, 1989.

- CASSELS, Alan, *Mussolini's early diplomacy*, Princeton University Press, Princeton, 1970.
- COURTOIS, Stéphane, LAZAR, Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses Universitaires de France, 1995.
- FRANK, Robert, *La hantise du déclin: le rang de la France en Europe, 1920-1960: finances défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1994.
- GENTILE, Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004.
- GREGOR, A. James, *Mussolini's intellectuals : fascist social and political thought*. Princeton : Princeton University Press, 2006.
- HAMILTON, Alstair, *L'Illusion fasciste. Les intellectuels et le fascisme, 1919-1945*, Paris, Gallimard, 1973.
- HATIN, Eugène, *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, Genève, Slatkine Reprints, 1967.
- JUDT, Tony, *Le Marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987.
- JEANNENEY, Jean-Noël, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Seuil, Paris, 1976.
- KITCHEN, Martin, *Europe between the wars, a political history*, Singapour, Longman, 1988.
- LE MOAL, Frédéric, *La France et l'Italie dans les Balkans, 1914-1917: le contentieux adriatique*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- LYTTELTON, Adrian, *The seizure of power : fascism in Italy, 1919-1929*, London, Routledge, 2004.
- MACHEFER, Philippe, *Ligues et fascismes en France, 1919-1939*, Paris, PUF, 1984.
- MAIER, Charles S., *Recasting Bourgeois Europe, Stabilization in France, Germany, and Italy in the decade after World War I*, Princeton University Press, 1975.
- MILZA, Pierre, *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1987.
- PETITFILS, Jean-Christian, *L'Extrême Droite en France*, Paris, PUF, 1983.
- PLUMYÈNE, Jean, *Les fascismes français, 1923-1963*, Paris, Éditions du Seuil, 1963.

RÉMOND, René, *La Droite en France*, Aubier, Paris, 1963.

RÉMOND, René, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982.

ROBERTS, David D., *The syndicalist tradition and Italian fascism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979.

SARTI, Roland, *Fascism and the industrial leadership in Italy, 1919-1940; a study in the expansion of private power under fascism*. Berkeley, University of California Press, 1971.

SCHOR, Ralph, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publication de la Sorbonne, 1985.

SIRINELLI, Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

SOUICY, Robert, *Le fascisme français, 1924-1933*, Paris, Presses universitaires de France, 1989.

STERNELL, Zeev, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1987.

TOUCHARD, Jean, *La Gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil, coll. Points, 1977.

WEBER, Eugen, *L'Action française*, Paris, Hachette-Pluriel, 1990.

La presse française

ALBERT, Pierre, *Histoire de la presse*, Presses universitaires de France, Paris 2004, 1970.

CHARLE, Christopher, *Le siècle de la presse : 1830-1939*. Paris, Seuil, 2004.

EVENO, Patrick, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, CTHS, 2003.

FEYEL, Gilles, *La presse en France des origines à 1944*, Ellipses, 2007.

LORMIER, Dominique, *Histoire de la presse en France*, Paris, Éditions de Vecchi, 2004.

MANEVY, Raymond, *La presse de la IIIe république*. Paris, Foret, 1955.

MARTIN, Laurent, *La presse écrite en France au XXe siècle*. Paris, Librairie générale française, 2005.

Articles spécialisés

AZZI, Stephen Corado, «The Historiography of Fascist Foreign Policy», *The Historical Journal*, Vol. 36, No. 1 (Mar., 1993), pp. 187-203.

BRUSTEIN, William and BERNTSON, Marit. «Interwar Fascist Popularity in Europe and the Default of the Left», *European Sociological Review*, Vol. 15, No. 2, juin, 1999. pp. 159-178.

BRUSTEIN, William, «The Red Menace and the Rise of Italian Fascism», *American Sociological Review*, Vol. 56, No. 5 (Oct.), 1991, pp. 642-654.

CARDOZA, Anthony, «Making Italians? Cycling and national identity in Italy : 1900-1950», *Journal of Modern Italian Studies*, Taylor & Francis, 15, no. 3, 2010, pp.354-377.

DOUGLAS, Allen, «Violence and Fascism: The Case of the Faisceau», *Journal of Contemporary History*, Vol. 19, No. 4 (Oct.), 1984, pp. 689-712.

IRVINE, W. D., «Fascism in France and the strange case of the Croix de Feu», *Journal of Modern History*, 63, 1991, pp. 271-295.

JUDT, Tony, «The French Socialist and the Cartel des Gauches of 1924», *Journal of Contemporary History*, Vol. 11, No. 2/3, Jul., 1976, pp. 199-215.

KNOX, MacGregor, «The Fascist Regime, Its Foreign Policy and Its Wars: An 'Anti-Anti-Fascist' Orthodoxy?», *Contemporary European History*, Vol. 4, No. 3, Theme Issue: The European Family and Politics (Nov., 1995), pp. 347-365.

LUEBBERT, Gregory M., «Social Foundations of Political Order in Interwar Europe», *World Politics*, Vol. 39, No. 4 (Jul.), 1987, pp. 449-478.

LYNCH, Edouard, «Interwar France and the Rural Exodus: The National Myth in Peril», Cambridge, UK, *Cambridge University Press*, 21, no. 2, 2010, pp. 165-176.

MARKS, Sally, «Mussolini and Locarno: Fascist Foreign Policy in Microcosm», *Journal of Contemporary History*, Vol. 14, No. 3 (Jul., 1979), pp. 423-439.

MARKS, Sally, «Mussolini and the Ruhr Crisis», *The International History Review*, Vol. 8, No. 1 (Feb., 1986), pp. 56-69

SARTI, Roland, «Fascist Modernization in Italy : Traditional or Revolutionary», *The American Historical Review*, v. 75, n. 4, 1970.

SHORROCK, William I., «France and the Rise of fascism in Italy, 1919-1923». *Journal of Contemporary History*. Vol. 10, No. 4 (Oct.), 1975. pp. 591-610.

SHORROCK, William I., «France, Italy and the Eastern Mediterranean in the 1920s», *The international History Review*, Vol. 8, No. 1, Feb., 1986, pp. 70-82.

SHORROCK, William I., «The Tunisian Question in French Policy toward Italy, 1881-1940», *The International Journal of African Historical Studies*, Vol. 16, No. 4, 1983, pp. 631-651.

TANNENBAUM, Edward R., «The Goals of Italian Fascism», *The American Historical Review*, v. 74, n. 4, 1969.

WELLHOFER, E. Spencer, «Democracy and Fascism: Class, Civil Society, and Rational Choice in Italy», *The American Political Science Review*, Vol. 97, No. 1 (Feb.), 2003, pp. 91-106.

Thèses et mémoires

JACQUES, Christopher Chartier, *La politique allemande de la France telle que perçue par la presse française (1919-1926)*, Mémoire de maîtrise. Université de Montréal. 2010.

